



1978



Fonçage de quatre puits à grand diamètre

à Mokhoyafara

AVANT 1978

Les habitants de Mokhoyafara, à travers le chef de village, ont contacté l'association des ressortissants installés en France, ceci, afin de solliciter leur participation financière pour un projet d'accès à l'eau potable.

Les ressortissants résidents en France ont accepté d'y participer et ont mis en place une cotisation trimestrielle d'un montant équivalent à 30€.

PENDANT

Une fois le projet initié, avec l'accord de l'ensemble du village et des ressortissants, les travaux ont démarré.

L'association de migrants en France n'avait pas d'équivalent au village d'autant plus qu'elle n'était pas encore reconnue officiellement.

La gestion de la mise en œuvre du projet a donc été déléguée au conseil de village.

APRÈS 1978

Les contacts personnels des migrants avec leurs familles et les voyages réguliers effectués au pays leur permettent de recevoir des informations sur l'état de l'ouvrage.

Aucune cotisation spéciale n'a été mise en place dans l'association pour prévenir des éventuels travaux d'entretien et de réparation des puits. Cependant, l'association est quand même sollicitée ponctuellement pour financer ces réparations.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1978

Les seuls puits dont bénéficiaient les villageois avant ce projet étaient des puits traditionnels. Ces puits présentaient deux gros inconvénients : le premier est qu'ils nécessitent une rénovation après chaque saison des pluies et le deuxième est que l'eau n'y est pas toujours saine (amibes,...). Les autres sources d'eau « potable » à cette époque pour

les villageois étaient aussi les petits cours d'eau (les marigots) et les mares temporaires, souvent secs en fin de saison chaude.

PENDANT

Le village n'ayant pas la possibilité de dégager des moyens financiers pour participer au projet, il a été décidé que la population participerait directement, à travers la main d'œuvre et les matériaux trouvés sur place (sable, eau, graviers...). Les travaux de construction ont duré moins d'une année, sous la

supervision du conseil de village. Il y a eu une forte mobilisation de la population locale.

APRÈS 1978

La gestion des puits a été confiée à une personne de confiance désignée par le chef de village et ses conseillers. Aujourd'hui, parmi les 4 puits forés, l'un d'eux était situé au milieu du village. L'eau qui en sort est malheureusement saumâtre. Les 3 autres se sont effondrés suite à une inondation et n'ont pas été rénovés.

• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

Les 4 puits forés (j'attends les retours de mon collègue de Kayes qui pourra peut-être préciser un peu ça...)

• POPULATION TOUCHÉE :

L'ensemble de la population du village est touchée, soit environ 900 personnes, sans compter les populations nomades qui

s'approvisionnent dans ces puits de manière saisonnière.

• COÛT TOTAL DU PROJET:

6 000 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER:

Aucun partenariat n'a été sollicité pour ce projet.



L'accès à l'eau potable, une priorité pour le village

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Les membres de l'association des ressortissants pensent que la création d'un comité de pilotage mixte chargé de la mise en œuvre et du suivi du projet est nécessaire. Ce comité doit aussi avoir un équivalent au Mali.

Pour une personne ou une association qui veut réaliser un projet similaire, il faut au préalable une étude et une concertation avec la population pour récolter l'ensemble des points de vue. Il est aussi préférable de bien suivre les étapes du cycle du projet et de faire des comptes rendus écrits.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée du projet est née au village.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Assurer l'accès à l'eau potable est une priorité dans une zone où cette ressource est très rare. Après concertation, le chef de village a informé son homologue en France de ce souhait. Ce dernier a soumis l'idée à tous les migrants qui ont validé le projet.



FINANCEMENT

Le projet a été entièrement financé par les migrants.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

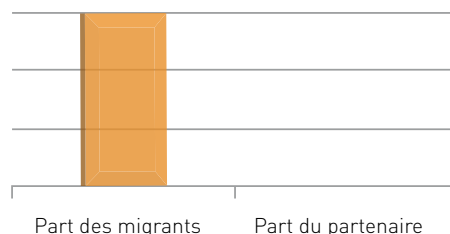
L'imam était en charge de la mise en œuvre et du suivi du projet sous la supervision du conseil de village.



IMPACT ET ÉVALUATION

L'impact de l'action est mesuré par les migrants à travers les retours de leurs familles, du chef de village en lien avec le chef de village en France et aussi lors de leurs vacances passées au village.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **L'AM**, assocation de Mokhoyafara, siège au foyer Drancy, 35 rue Alsace Lorraine, 93700 Drancy.
- Le premier président de l'association s'appelle Diadié Diallo, actuellement retraité. Cette association a été constituée en 1963.
- **Les contacts au Sud** : Harouna Diallo , imam du village

2002

Construction de trois salles de classe



à Salamou

AVANT 2002

Les ressortissants en France, la commune et les habitants du village de Salamou ont choisi conjointement d'œuvrer pour l'éducation des enfants du village. En effet, l'éducation est selon eux un thème prioritaire pour le développement du village. Après plusieurs réunions, ils ont décidé de faire un projet de construction de trois salles de classe.

PENDANT

Les migrants ne se sont pas impliqués directement dans la phase de mise en œuvre car c'est la commune qui s'en est chargée. Ils ont en effet acquis, depuis trente ans, une certaine expérience en matière de mise en œuvre et de gestion de projet, ce qui leur permet aussi d'identifier les instances capables de prendre leur relais.

APRÈS 2003

Les migrants disposent d'une caisse en France afin d'aider aux réparations nécessaires, ce qui leur permet de rester actif dans le suivi du projet et la pérennisation du projet.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2002

Avant la construction de l'école, les enfants du village devaient se rendre au village voisin de Diataya pour pouvoir être scolarisés. L'école de ce village avait d'ailleurs elle-même été construite grâce aux migrants. A la fois la commune et la population ont participé aux négociations et à la décision finale. Il a été fait appel à l'Etat Malien, et plus précisément à l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales, pour le financement.

PENDANT

La commune s'est constituée en maître d'ouvrage. Elle a fait un appel d'offres et sélectionné l'entreprise de construction. La population, ne pouvant intervenir financièrement, a fourni la main d'œuvre.

APRÈS 2003

Aujourd'hui c'est la commune, par le biais d'un comité de gestion, qui gère les salles de classes appartenant à l'Etat malien. Les villageois sont très satisfaits de cette réalisation. Ils peuvent désormais scolariser plus facilement leurs enfants et cela a réduit le nombre d'analphabètes dans le village.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Construction de trois salles de classe à Salamou.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Tous les enfants du village de Salamou de la commune de Maréna-Djombougou mais aussi des villages d'Arhélé et Gassambou de la commune voisine de Ségala.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
17 000 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Le financement a été assuré par deux catégories d'acteurs :
• Les migrants : 5 000 000 FCFA
• L'Etat malien (ANICT) : 12 000 000 FCFA



Un partenariat fort entre villageois, élus, ressortissants et services techniques de l'Etat autour d'un projet de construction d'école

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Permettre aux enfants du village d'étudier près de leur maison, c'est l'idée de départ des migrants résidents en France, de la commune et des habitants du village de Salamou.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Tous les acteurs ont conscience de l'importance de l'éducation pour l'avenir des enfants. Pour leur permettre d'étudier à Salamou, ils ont décidé de mettre en commun leurs efforts afin de construire trois salles de classe dans le village.



FINANCEMENT

Les migrants ont financé le projet grâce à l'argent déjà présent dans la caisse obtenu grâce aux cotisations mensuelles de 2500 FCFA. En parallèle, ils ont fait appel à l'Etat et à son agence d'investissement pour les collectivités territoriales. L'Etat est en effet compétent en matière d'éducation et il semblait à tous nécessaire de l'associer dans un tel projet.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

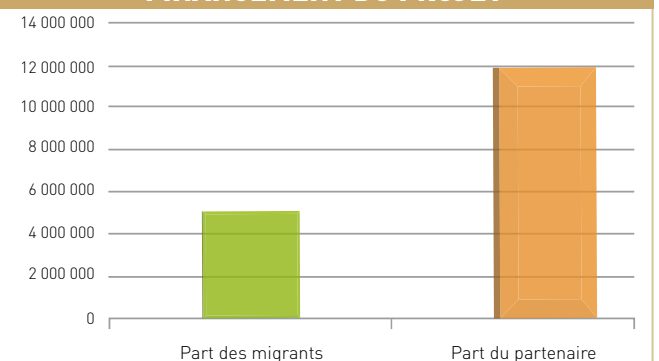
La commune et la population locale ont participé de manière coordonnée à la mise en œuvre, l'un apportant la compétence technique en tant que maître d'ouvrage, l'autre la main d'œuvre. C'est un comité de gestion représentant tous les acteurs qui assure le suivi actuel du projet.



IMPACT ET ÉVALUATION

Grâce à ce projet, les enfants du village de Salamou peuvent désormais aller à l'école à côté de chez eux. Le taux de scolarisation dans le village a augmenté. La collaboration entre les divers acteurs (migrants, Etat, commune) a permis de renforcer le dialogue et de mettre en place des contacts pour travailler à nouveau ensemble sur des futurs projets.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Union des Ressortissants de Diataya et Salamou Résidents en France
Foyer Lorraine, 13, 15 rue Lorraine 75019 Paris
- **Les contacts au Sud :**



1998



Construction d'un puits à grand diamètre

à Salamou

AVANT 1998

Les ressortissants en France et les habitants du village de Salamou ont décidé conjointement d'aider à l'approvisionnement du village en eau potable. Pour cela, ils ont entrepris de construire un puits à grand diamètre dans le village. Les collégiens du collège de Vannes en Bretagne ont été contactés et ont participé financièrement au côté des migrants.

PENDANT

Afin de responsabiliser les villageois et les laisser s'approprier le projet, les migrants ont confié la mise en œuvre du projet à la population locale, et plus particulièrement aux femmes du village à travers le comité des femmes de l'Association Sané des femmes de Diataya et Salamou dont le siège est à Diataya. L'association des ressortissants ne s'est cependant pas désengagée du

suivi des travaux puisqu'un de ses membres s'est rendu deux fois au Mali pour participer à la supervision du projet.

APRÈS 1999

Les migrants ne sont impliqués aujourd'hui qu'à travers les différentes sollicitations venant du village pour pallier aux manques de moyens pour assurer les réparations.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1998

La population du village s'approvisionnait en eau potable à partir de marigots et de puisards près du lac Magui. La qualité de l'eau n'était pas garantie et les habitants tombaient fréquemment malades suite à la consommation de cette eau.

PENDANT

La population du village, mais surtout les femmes, s'est chargée de la mise en œuvre du projet. Elle a fourni la main d'œuvre car elle ne pouvait pas participer financièrement.

APRÈS 1999

L'ouvrage est géré exclusivement par les femmes à travers le Comité des femmes de l'Association Sané. Elles vérifient l'usage que font les habitants du puits, s'ils n'y lavent pas leur vaisselle ou s'ils n'y trempent pas leurs pieds par exemple.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Construction d'un puits à grand diamètre à Salamou.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Toute la population du village de Salamou soit 400 habitants et les populations nomades de passage dans le village.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
1 500 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Le financement a été assuré par deux
Le financement a été assuré par deux catégories d'acteurs :
• Les migrants : 650 000 FCFA
• Le collège de Vannes : 850 000 FCFA



Grâce à l'action conjointe de migrants et de collégiens, un village accède à l'eau potable

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Les habitants du village de Salamou ont fait part aux migrants de leur difficulté d'approvisionnement en eau potable. Ces derniers étaient eux-mêmes sensibilisés à la question car ils ont souffert durant leur jeunesse de ce manque d'eau.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

L'accès à l'eau potable est la thématique prioritaire définie par les ressortissants du village de Salamou en France. C'est pourquoi, Ils se sont mis rapidement d'accord avec les villageois sur la nécessité de construire un puits.



FINANCEMENT

Les migrants ont financé le projet en mobilisant les fonds réunis grâce aux cotisations mensuelles de 2500 FCFA pour l'association. Ils ont été aidés par les collégiens du lycée de Bretagne de la ville de Vannes.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

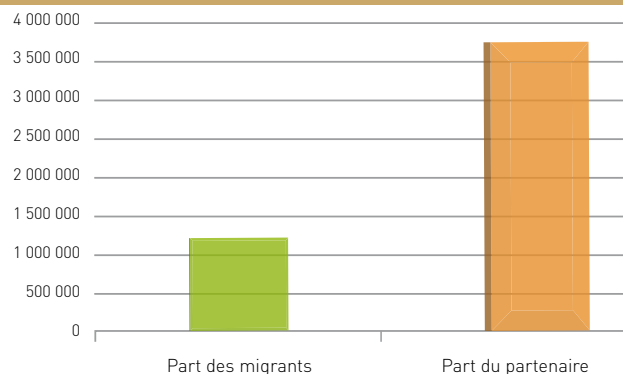
Cette étape critique du projet a été confiée au comité des femmes du village qui a sélectionné le puisatier. Afin de superviser l'avancement des travaux, un des membres de l'association des ressortissants s'est rendu par deux fois au Mali.



IMPACT ET ÉVALUATION

Les effets de ce projet ont été notoires puisqu'il a permis à la population du village et des villages environnants d'accéder à l'eau potable. En conséquence, les maladies liées à une eau saumâtre ont régressé. Grâce à ce projet, les liens entre les migrants et les habitants de leur village d'origine ont été renforcés.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Union des Ressortissants de Diataya et Salamou Résidents en France
Foyer Lorraine, 13, 15 rue Lorraine 75019 Paris
- **Les contacts au Sud :**



2001



Aménagement d'un jardin maraîcher

à Salamou

AVANT 2001

L'idée de construire un jardin maraîcher a été proposée par les habitants de Salamou à l'association des ressortissants en France. Ces derniers ont accepté de participer au projet puisque l'agriculture et le maraîchage font partie des domaines d'actions prioritaires qu'ils ont identifiés. Ils ont pris contact avec le bureau de coopération du Ministère des Affaires Etrangères français à

Kayes. Cependant, les migrants n'ont qu'un rôle de soutien dans ce projet car la décision finale appartenait aux femmes du village.

PENDANT

Les migrants ne se sont pas impliqués directement dans la phase de mise en œuvre. La responsabilité a été confiée au comité des femmes de l'Association Sané des femmes de Diataya et Salamou dont le

siège est à Diataya. En déléguant les tâches, les migrants responsabilisent ainsi les villageois.

APRÈS 2002

En cas de problèmes, le comité des femmes alerte le siège de l'Association Sané qui transmet directement l'information aux migrants. Ces derniers peuvent ainsi être, par ce biais, impliqués dans le suivi du projet.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2001

Auparavant, les femmes du village devaient emprunter la terre qu'elles cultivaient, ce qui ne garantissait pas leur indépendance. Avant de commencer les travaux, un technicien sur place a fait des études. Il a fallu s'assurer que la terre du futur jardin maraîcher appartienne à l'Association Sané. Pour cela le chef de village, le maire et le propriétaire ont

signé le contrat qui faisait don de la terre à l'association. C'était une condition pour bénéficier du soutien du gouvernement français.

PENDANT

Le Maire du village a été très impliqué dans le projet. Ce fut lui le maître d'ouvrage. Il a tout organisé notamment l'appel d'offres. Les femmes ont, quant à elles, apporté la main d'œuvre.

APRÈS 2002

C'est le Comité des femmes de l'Association Sané qui s'occupe actuellement du jardin maraîcher car celui-ci appartient aux femmes du village. Elles peuvent compter sur une caisse dédiée au jardin.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
jardin maraîcher clôturé d'un hectare avec un puits creusé pour l'approvisionnement en eau (arrosage).

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Toutes les femmes du village de Salamou.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
5 000 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Le financement a été assuré par deux catégories d'acteurs :
• Les migrants : 1 250 000 FCFA
• Ministère des Affaires Etrangères français : 3 750 000 FCFA



La réalisation d'un périmètre maraîcher, un projet de co-développement associant les femmes du village et les ressortissants installés en France

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Les habitants du village de Salamou et notamment les femmes ont présenté aux migrants leur besoin de cultiver leur propre terre afin d'améliorer leurs conditions de vie. L'association des migrants a accepté de s'associer au projet qui faisait partie des thématiques prioritaires.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Une étude a été menée sur place en amont afin de procéder au don de la terre à l'association des femmes du village. Une fois la terre acquise, les femmes et les migrants ont décidé de l'aménager en jardin maraîcher et pour cela de construire une clôture et un puits.



FINANCEMENT

Les migrants ont fait appel à l'organisme de la coopération française du Ministère des Affaires étrangères dont un bureau est basé à Kayes. Les migrants ont apporté leur soutien au projet à hauteur de 25%, avec une forte participation des femmes, conditions préalables pour l'obtention du financement.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

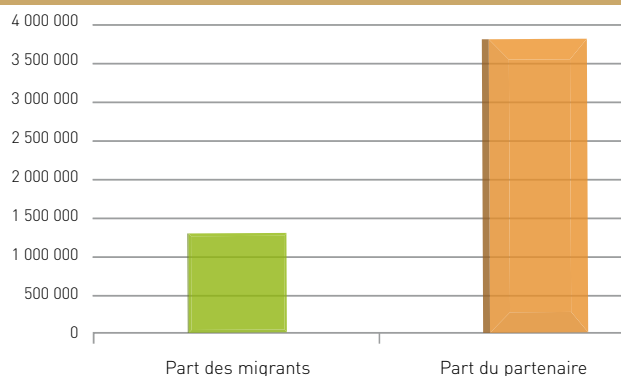
Le maire du village a pris en charge cette étape du projet en organisant lui-même l'appel d'offres. L'aménagement du jardin a été supervisé par les femmes et ce sont elles, à travers le Comité des femmes de l'Association Sané, qui gèrent aujourd'hui le jardin.



IMPACT ET ÉVALUATION

Grâce à ce projet, les femmes peuvent désormais cultiver leur propre terre. Leurs conditions de travail se sont aussi améliorées puisque le nouveau jardin maraîcher possède une clôture et un puits. En intégrant les femmes dans toutes les étapes du projet, celles-ci ont pu s'approprier l'ouvrage et sa gestion.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Union des Ressortissants de Diataya et Salamou Résidents en France
Foyer Lorraine, 13, 15 rue Lorraine 75019 Paris
- **Les contacts au Sud :**



2007



Construction d'un forage manuel

à Salamou

AVANT 2007

Les ressortissants du village en France ont été contactés par les représentants du village de Salamou qui leur ont présenté une requête de la part des habitants. Ces derniers souhaitent bénéficier d'un meilleur accès à l'eau potable. N'ayant pas les moyens de financer la construction d'un forage, ils ont fait appel aux migrants.

PENDANT

Les migrants ne se sont pas impliqués directement dans la phase de mise en œuvre. La responsabilité a été confiée à la population locale et à la commune.

APRÈS 2008

Les migrants ne participent pas directement au suivi du projet. Par le biais de leurs représentants sur place et des nombreux contacts avec la population, ils participent, à distance, à assurer la pérennité de l'infrastructure.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2007

Malgré la construction d'un puits, la population s'approvisionne toujours difficilement en eau potable. La commune et les habitants du village ont participé aux négociations et à la décision de construire un forage. L'Etat a lui aussi été associé à travers le Programme National d'Infrastructures Rurales. C'est donc un projet qui résulte d'une concertation conjointe.

PENDANT

C'est la population locale et la commune qui se sont occupés du projet du début jusqu'à la fin. Les villageois ont fourni la main d'œuvre.

APRÈS 2008

Un comité de gestion mis en place et désigné par le village s'occupe de l'entretien quotidien et de la surveillance de l'infrastructure. La société qui a procédé au forage assure les réparations, mais la population a des difficultés à la payer. Les maladies liées à l'eau saumâtre ont diminué.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Construction d'un forage manuel à Salamou

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Toute la population du village de Salamou soit 400 habitants et les populations nomades de passage dans le village.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
8 000 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Le financement a été assuré par deux catégories d'acteurs :
• Les migrants : 1 050 000 FCFA
• L'Etat malien (PNIR): 6 950 000 FCFA



Un projet de co-développement bien mené entre les villageois, les ressortissants en France et le Programme National des Infrastructures Rurales du Mali.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Les habitants à travers leurs représentants ont alerté les migrants sur leurs difficultés à accéder à l'eau potable malgré la construction d'un puits quelques années auparavant. Les migrants résidents en France les ont écouté attentivement et ont décidé de collaborer avec eux pour remédier à ce problème.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Après un dialogue constructif entre les différents acteurs, il a été décidé de construire un forage manuel.



FINANCEMENT

Les migrants ont financé le projet grâce à l'argent déjà présent dans la caisse obtenu grâce aux cotisations mensuelles de 2500 FCFA. Ils ont été fortement aidés par l'Etat malien à travers le Programme National d'Infrastructures Rurales dont l'un des objectifs est de favoriser l'accès à l'eau potable en zone rurale.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

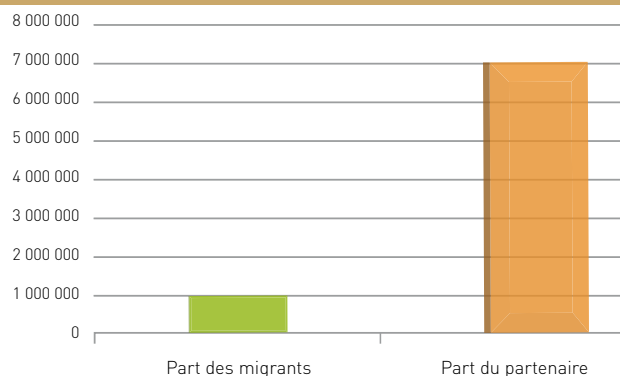
Toute la mise en œuvre et la gestion du projet ont été déléguées à la commune et aux villageois qui ont participé selon leur capacité (gestion technique, main d'œuvre). Aujourd'hui il existe un comité de gestion qui assure la pérennité de l'infrastructure malgré les difficultés de financement des réparations.



IMPACT ET ÉVALUATION

La population, grâce à ce projet, bénéficie d'un meilleur accès à l'eau potable, ce qui a permis de diminuer les maladies liées à la consommation d'eau non potable. En s'associant à ce projet, les migrants ont favorisé l'intervention du PNIR pour le bien du village. Au final à la fois les migrants, les villageois et l'Etat sont reconnus comme des acteurs fondamentaux du développement de la région.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Union des Ressortissants de Diataya et Salamou Résidents en France
Foyer Lorraine, 13, 15 rue Lorraine 75019 Paris
- **Les contacts au Sud :**

2007

Construction de la Grande Mosquée



de Diataya

AVANT 2005

L'association des ressortissants de Diataya et Salamou à monter un projet de construction d'une nouvelle grande mosquée pour les deux villages du fait de leur agrandissement. L'idée est présente dans les esprits depuis 2000. L'idée a été soumise aux villageois et il a fallu laisser le temps de monter le projet et de réunir la somme nécessaire à sa réalisation avant le lancement.

PENDANT

L'association des migrants, représentée par un de ses membres en vacances au village, s'est impliquée à travers le recrutement d'un maçon. En effet, il a été choisi parmi ceux considérés comme les plus performants dans leur métier. Celui choisi avait notamment suivi le chantier de la construction de la Grande Mosquée de Kayes. Pour le reste, la supervision a été déléguée aux instances traditionnelles.

APRÈS 2007

Les migrants ne sont impliqués aujourd'hui qu'à travers les différentes sollicitations venant du village pour palier aux manques de moyens pour assurer les réparations. Il existe aussi des documents de gestion financière écrits en Arabe par l'imam.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2005

Il existait déjà dans le village une ancienne mosquée en ciment, elle aussi construite par les migrants mais dont l'état se détériorait de plus en plus. La taille de l'ancienne mosquée devenait aussi insuffisante par rapport à l'augmentation de la population des deux villages.

PENDANT

Le conseil de village ainsi que l'imam ont été désignés comme les responsables de la mise en œuvre et du suivi de ce projet. Comme cela se fait généralement, les habitants ont contribué à cet ouvrage à travers la mise à disposition de main d'œuvre bénévole.

APRÈS 2007

La mosquée appartient à tout le monde. Cependant, la gestion est toujours confiée à l'imam en collaboration avec le chef de village. Aujourd'hui, l'édifice est utilisé par la population des deux villages ainsi que celle des villages alentours ne bénéficiant pas d'un tel lieu de culte.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

Cette mosquée est construite en ciment, sur 2 étages.

• POPULATION TOUCHÉE :

la population de Diataya, Salamou et les villages environnants.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

120 000 000 FCFA.

• PARTENARIAT FINANCIER :

la totalité du projet a été financé par les migrants.



La grande mosquée, une nouvelle marque de renforcement des liens entre les migrants et les villageois au Mali.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Il est important, pour ce type de projet, de maintenir les objectifs, même si le temps entre l'émergence de l'idée et le lancement du projet peut être long.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée du projet est née au sein de l'association des ressortissants du village vivant en France.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les migrants ont proposé le projet aux villageois qui l'ont tout de suite accueilli positivement. C'est, comme chaque édifice de ce type, une marque de lien fort entre les villageois et les ressortissants à l'étranger.



FINANCEMENT

Le financement a été entièrement assuré par les migrants. Il a fallu plus de deux années de cotisation, à hauteur de 300 000 FCFA par personne et par année. Les villageois ont complété à travers la main d'œuvre bénévole.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

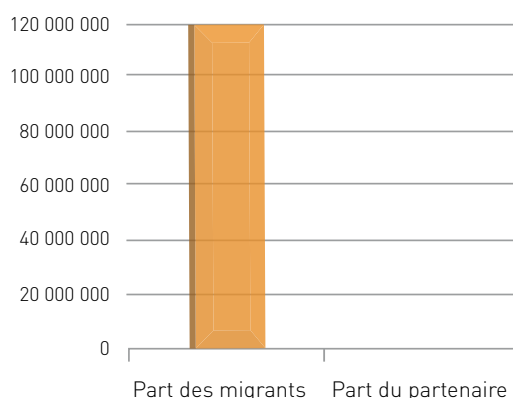
Cet ouvrage, comme l'ancien, est géré par un comité constitué par le conseil de village et l'imam.



IMPACT ET ÉVALUATION

Tous les habitants de la zone sont satisfaits de cette mosquée qui constitue, entre autres, une des grandes fiertés du village. La relation entre les migrants et les villageois n'en a été que renforcée.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Union des Ressortissants de Diataya et Salamou Résidents en France
Foyer Lorraine, 13, 15 rue Lorraine 75019 Paris
- **Les contacts au Sud :**



1986

Construction des cases à palabre des 3 quartiers

de Diataya

AVANT 1984

Les membres de l'association URDSRE ont été contactés par les jeunes de Diataya pour un projet de construction de préau ou cases à palabre ouvertes pour les personnes âgées du village. Les migrants se sont réunis et ont accepté de financer ce projet. Pour les 3 cases, il a fallu deux années de cotisation pour récolter la somme nécessaire.

PENDANT

A l'époque de la réalisation de ce type de projet, les moyens de communication avec le village étaient très limités. Les migrants ne s'impliquaient donc que très peu dans les instances de mise en œuvre d'un projet. Ils déléguaient ça aux instances villageoises choisies pour leur confiance.

APRÈS 1986

Les migrants ont mis en place une caisse pour assurer les réparations concernant cet ouvrage. C'est donc au niveau des ressortissants que se fait la gestion financière une fois les préaux construits.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1984

Les jeunes de Diataya ont présenté le projet aux migrants. Ils voulaient mettre à l'aise les anciens du village en leur construisant des zones de repos et discussion dans les 3 quartiers de Diataya. Des abris existaient déjà mais ceux-ci étaient fabriqués dans des matériaux peu solides et de plus en plus rares (bois, paille séchée..).

PENDANT

Le projet a été géré par les autorités villageoises, à savoir le conseil de village en collaboration avec l'imam qui lui, avait à charge la gestion financière.

APRÈS 1986

Chaque quartier possède un chef dans le village. Tout problème inhérent à la gestion d'un bien commun du quartier est géré par le chef et son conseil. Lorsqu'il faut effectuer des réparations lourdes sur les cases, ce sont eux qui transmettent l'information au chef de village et aux migrants.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

Les cases à palabre ont été construites en béton sur les places principales de chaque quartier.

POPULATION TOUCHÉE :

les personnes âgées sont les premières visées par ces structures mais d'autres aussi peuvent les utiliser. C'est un lieu de socialisation par excellence.

COÛT TOTAL DU PROJET :

9 000 000 FCFA

PARTENARIAT FINANCIER :

Aucun partenariat financier n'a été contracté pour ce projet.



Des espaces à palabre dans les quartiers, des lieux de vie et de renforcement du tissu social

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Les jeunes du village avaient à cœur de faire une réalisation pour tous les habitants et ils ont ainsi eu l'idée de renforcer les lieux de palabre qui occupent une place centrale dans la vie du quartier et du village.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Cette étape n'a pas posé de difficultés, les migrants ayant à cœur de soutenir les jeunes du village dans leur participation aux efforts d'amélioration de la vie collective.



FINANCEMENT

Les migrants, du fait de leur pouvoir financier plus grand que celui des villageois, ont assumé le coût de la construction des cases. Cependant, soucieux de leur implication, les villageois ont participé à travers la mise à disposition de main d'œuvre bénévole.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

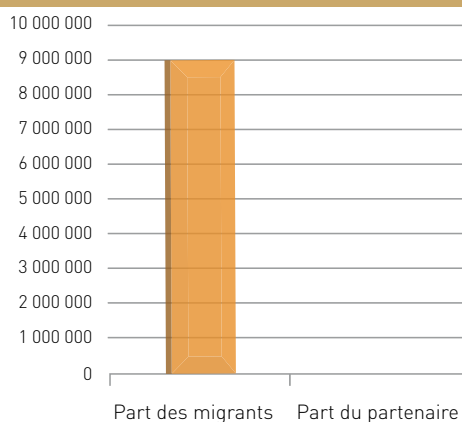
Cette étape s'est faite sous la supervision du conseil de village et de l'imam, comme pour la plupart des ouvrages collectifs à cette époque.



IMPACT ET ÉVALUATION

L'impact visé est double pour les migrants dans ce type de projet : participer au bien être et la vie collective du village qu'ils ont momentanément quitté et d'autre part montrer qu'ils se soucient de leurs familles. A travers ce type d'ouvrage, les villageois ont le sentiment que les migrants ont maintenu le lien avec le pays.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Union des Ressortissants de Diataya et Salamou Résidents en France
Foyer Lorraine, 13, 15 rue Lorraine 75019 Paris
- **Les contacts au Sud :**



1970



Construction d'une grande mosquée

de Diataya

AVANT 1969

Les villageois ont transmis aux migrants, regroupés en association informelle à Paris, leur souhait de faire construire une grande mosquée dans le village. Les ressortissants se sont concertés et ont voulu participer de manière collective à la vie dans leur village d'origine. C'est ainsi qu'ils ont décidé de monter un projet de construction d'une mosquée pour la grande prière du Vendredi dans le village et de le financer entièrement. Notons que ce projet s'est fait

en collaboration étroite entre les ressortissants de Diataya et Samalou.

PENDANT

A cette époque, les moyens de communication avec le village n'étaient pas très développés. La mise en œuvre et le suivi ne pouvaient être que délégués aux autorités locales les plus compétentes. C'est donc l'imam et le conseil de village qui ont naturellement pris cette responsabilité. Pour le reste, la supervision a été déléguée aux instances traditionnelles.

APRÈS 1970

Après la construction de l'ouvrage, les migrants ne sont impliqués dans sa gestion que par le financement des réparations, lorsqu'ils sont sollicités pour. Cependant, des rapports (financiers) sont disponibles et rédigés en langue Arabe.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1969

Deux personnes de la famille du chef de village et de l'imam ont porté cette idée et l'ont transmise aux ressortissants résidents en France. Ceci fait partie des demandes exprimées par les villageois à cette époque car la prière se faisait uniquement dans une mosquée en banco surmontée d'un toit en tôle.

PENDANT

Le conseil de village et l'imam sont les instances traditionnelles et choisies par les villageois pour superviser ce type de travaux. Ils ont ainsi pris en main la gestion du projet en recrutant des maçons localement et en gérant l'approvisionnement en matériaux. Les villageois ont aussi été impliqués de manière bénévole pour souligner leur participation au projet.

APRÈS 1970

Tandis que l'entretien des bâtiments est pris en charge par les migrants, la gestion des affaires courantes est attribuée à l'imam. Il y a aussi un groupe de femmes d'un certain âge qui se chargent de l'entretien et de l'approvisionnement en eau pour les fidèles.



• **DESRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
L'ouvrage a été construit à l'époque de manière très simple avec des matériaux qui ne nécessitaient pas de rénovations tous les ans, notamment après la saison des pluies.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Toute la population des villages de

Diataya et Salamou pouvait se rendre dans cette mosquée, notamment pour la prière du Vendredi.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
8 280 000 FCFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :** Aucun partenariat financier n'a été noué.



La construction d'une mosquée, un signe important pour marquer le lien avec le village et les traditions.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

A l'époque il était très difficile de communiquer entre la France et le village. La réussite de ce projet prouve une réelle implication de tous.

LÀ-BAS



IDÉE

Ce sont deux personnalités des grandes familles du village (familles du chef de village et de l'imam) qui ont soumis cette idée aux habitants des villages puis aux migrants pour qu'ils apportent leur soutien financier.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Cette demande était très courante surtout à cette époque. Construire une mosquée permettait de renforcer le lien entre les ressortissants résidents en France et les familles des Diataya et Salamou. La construction d'une mosquée faisait donc partie des priorités chez les migrants comme chez les villageois.



FINANCEMENT

Les migrants étaient les seuls qui pouvaient, en s'unissant, assumer financièrement la construction d'un tel ouvrage. Ils ont donc mis en place une cotisation pour couvrir la totalité des coûts de l'édifice. Les villageois, désireux d'apporter leur participation, ont fourni de la main d'œuvre bénévole pour appuyer à la réalisation des travaux.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

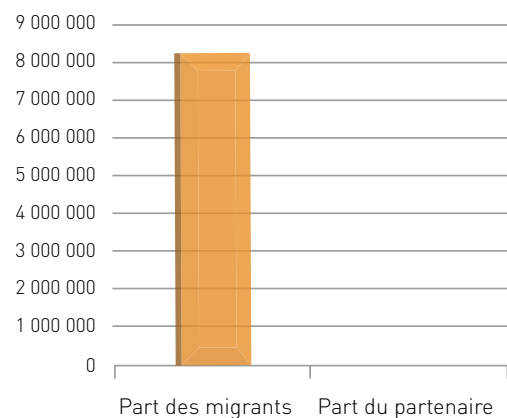
Ce sont les instances traditionnelles, c'est-à-dire le chef de village et l'imam qui étaient responsables de cette phase du projet.



IMPACT ET ÉVALUATION

Les migrants, à travers cet ouvrage, ont matérialisé leur lien fort avec leurs familles résidents au village.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Union des Ressortissants de Diataya et Salamou Résidents en France
Foyer Lorraine, 13, 15 rue Lorraine 75019 Paris
- **Les contacts au Sud :**

2008

Construction d'une clôture autour du cimetière et de deux magasins



à Diataya



AVANT 2008

Les migrants vivant en France et la population du village de Diataya ont constaté le besoin d'une nouvelle clôture pour le cimetière. Ils ont alors décidé de mettre en œuvre de manière coordonnée un projet de construction d'une nouvelle clôture et dans le même temps de construire deux magasins.

PENDANT

Les migrants ont délégué la mise en œuvre à la population de Diataya, ils ont toutefois participé à l'alimentation de la main d'œuvre locale par l'achat de pains.

APRÈS 2009

En cas de problèmes techniques, les migrants financent les réparations ce qui leur permet en même temps d'assurer un suivi du projet.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2008

Il existait bien une clôture autour du cimetière mais l'ouvrage était en brise-vent ce qui ne garantissait pas sa pérennité et la sécurité du cimetière. En effet, la clôture était construite en bois et à cause de la sécheresse et de la déforstation, il est de plus en plus difficile / déconseiller de trouver du bois pour la réparer, les arbres se faisant plus rares. Quant aux magasins, ils n'existaient pas. Avant de passer à la phase de mise en œuvre, le représentant des migrants dans le village s'est chargé de faire valider le projet et de contacter les fournisseurs.

PENDANT

Le représentant des migrants sur place, en collaboration avec la population locale, a organisé la mise en œuvre du projet. Une entreprise de confiance a été sélectionnée pour la réalisation à la fois de la clôture et des deux magasins.

APRÈS 2009

Le comité de gestion s'occupe de l'entretien et de la surveillance de la clôture du cimetière, qui appartient à toute la population du village. ?????



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Construction d'une clôture autour du cimetière sur une surface de 30 000m² et de deux magasins.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Toute la population du village de Diataya soit 4500 habitants.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
25 000 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Le projet a été entièrement pris en charge par les migrants.



La construction d'une clôture pour le cimetière, exemple d'intervention des migrants dans leur village d'origine.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

C'est par le biais des communications entre les habitants de Diataya et les ressortissants vivants en France ont appris le besoin de construction d'une nouvelle clôture autour du cimetière.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Grâce à la présence d'un de leur représentant dans le village, les migrants bénéficient d'un interlocuteur direct sur place qui s'est chargé d'étudier la viabilité du projet.



FINANCEMENT

Le projet a été financé entièrement par les migrants grâce aux cotisations mensuelles déjà récoltées dans la caisse.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

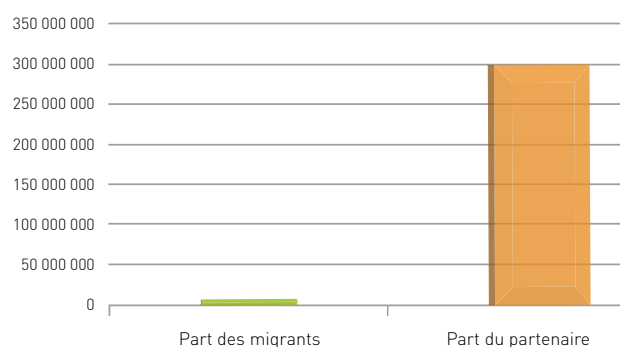
La mise en œuvre a été effectuée par le représentant des migrants, qui reçoit l'argent et dirige les activités, et la population locale, sous la direction du chef de village et de l'imam.



IMPACT ET ÉVALUATION

Ce projet a permis de garantir la sécurité du cimetière et de préserver les sépultures. Il a démontré l'importance d'une action coordonnée entre les migrants en France, leur représentant dans le village, la population locale, le chef du village et l'imam.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Union des Ressortissants de Diataya et Salamou Résidents en France
Foyer Lorraine, 13, 15 rue Lorraine 75019 Paris
- **Les contacts au Sud :**



1996

Réalisation d'un château et système d'adduction d'eau potable



à Diataya

AVANT 1996

Les migrants résidents en France ont vécu la pénurie constante d'eau potable lorsqu'ils habitaient le village de Diataya. Ils ont alors eu l'idée d'un projet permettant d'améliorer l'accès à l'eau potable pour les habitants du village. Après plusieurs réunions et une concertation avec les familles au village, ils ont décidé de réaliser un

projet d'adduction d'eau autour de douze bornes fontaines. Il a fallu alors un an pour réunir la somme nécessaire grâce à des cotisations mensuelles et à l'aide de l'organisme allemand de coopération (GTZ).

PENDANT

Les migrants ne se sont pas impliqués directement dans la phase de mise en œuvre. La responsabilité a été confiée à

la population locale à travers le comité de gestion et à la GTZ.

APRÈS 1997

Les migrants participent au suivi du projet puisqu'ils paient l'entretien du système d'adduction d'eau et les réparations nécessaires. Il existe une caisse prévue en cas de panne. Les migrants ont participé par la suite à la mise en place d'un raccordement.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1996

Le village de Diataya et les villages environnants s'approvisionnaient difficilement en eau potable à partir de marigots, de puisards et de deux puits. De ce fait, la qualité de l'eau n'était pas garantie, et il y avait de nombreuses maladies type diarrhée.

PENDANT

La mise en œuvre du projet a été confiée à la population locale à travers la mise en place d'un comité de gestion de l'eau. Quant au prestataire, il a été sélectionné par l'organisme allemand de coopération (GTZ).

APRÈS 1997

L'ouvrage appartient à la population locale, à la fois du village de Diataya et Salamou, qui est très satisfaite. Il est géré par un comité de gestion de l'eau.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :** Système d'adduction d'eau et château d'eau de 60 m³ dans le village de Diataya

• **POPULATION TOUCHÉE :** Toute la population des villages de Diataya, Salamou ainsi que les populations nomades et les commerçants de passage dans la région.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :** 303 000 000 FCFA.

• PARTENARIAT FINANCIER :

Le financement a été assuré par deux catégories d'acteurs :
 • Les migrants : 3 000 000 FCFA
 • La GTZ : 300 000 000 FCF



Grâce à la réalisation d'un système d'adduction d'eau, deux villages ont accès à l'eau potable

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Le besoin d'accès à l'eau potable est connu des migrants et exprimé régulièrement par les habitants du village. Après consultation avec la population, les migrants ont identifié le problème de l'accès à l'eau potable comme prioritaire et ont décidé d'y remédier.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les migrants se sont mis d'accord rapidement sur l'idée de la réalisation d'un système d'adduction d'eau autour de bornes fontaines.



FINANCEMENT

Le projet a été financé par les ressortissants en France grâce à leurs cotisations mensuelles et par l'organisme allemand de coopération (GTZ).



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

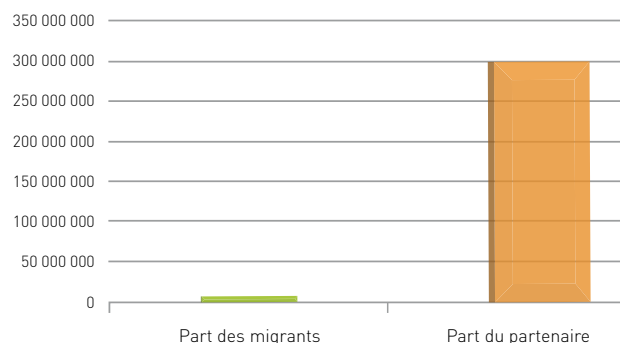
Cette étape clé du cycle de projet a été confiée au prestataire sélectionné par l'organisme allemand de coopération. C'est le comité de gestion d'eau qui assure le suivi actuel du projet tandis que les réparations et l'entretien sont financés par les migrants.



IMPACT ET ÉVALUATION

Les effets de ce projet ont été notoires puisqu'il a permis à la population du village et des villages environnants d'accéder à l'eau potable. En conséquence, les maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau ont diminué. Les populations nomades et les commerçants de passage trouvent désormais à Diataya une possibilité d'approvisionnement en eau potable. Grâce au projet, les liens entre les migrants et les habitants de leur village d'origine ont été renforcés.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Union des Ressortissants de Diataya et Salamou Résidents en France
Foyer Lorraine, 13, 15 rue Lorraine 75019 Paris
- **Les contacts au Sud :**



1984



Construction de six salles de classe et de logements pour les enseignants d'une école franco-arabe

à Diataya

AVANT 1984

Les migrants résidents en France se sont tous réunis pour définir les priorités d'actions en faveur du développement de leur village d'origine. L'éducation faisait partie des trois priorités principales. Ils ont alors décidé, en concertation avec la population du village de construire six salles de classes.

PENDANT

Après avoir pris la décision d'œuvrer sur le projet de construction des 6 salles de classes, les ressortissants du village ont délégué la mise en œuvre à des personnes responsables sur place. Cette phase a été réalisée par un comité de gestion élu ainsi que les services de l'Etat compétents.

APRÈS 1990

Les migrants participent au suivi du projet puisqu'ils paient le salaire de six enseignants. De plus, en cas de besoin au niveau de l'entretien et de la réparation des locaux, la population locale les informe et ils interviennent alors financièrement.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1984

Avant la construction de l'école, quelques enfants partaient étudier dans le village de Maréna distant de quatre kilomètres. Les autres, la majorité, n'étaient pas scolarisés. Le représentant des migrants sur place, lui-même ancien migrant, s'est alors chargé de prendre contact avec le Ministère de l'Education Nationale malien pour lui demander de s'associer et d'autoriser le projet, ce qu'il a accepté. C'est une étape importante car l'Etat est l'organe compétent en matière d'éducation.

PENDANT

La population a participé à la mise en œuvre en fournissant la main d'œuvre. L'Etat malien a, quant à lui, participé au recrutement du maçon et a apporté une compétence technique au niveau des normes à respecter à propos de la construction de salles de classes.

APRÈS 1997

L'ouvrage appartient désormais à la commune et à l'Etat. Il est géré par un comité de gestion composé de six personnes. L'Etat malien finance le salaire de quatre des dix enseignants. Il existe aussi une association des parents d'élèves. La principale difficulté consiste à parvenir à recruter des enseignants.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Construction de six salles de classes et de logements pour les enseignants.

• **POPULATION TOUCHÉE :** Les enfants du village de Diataya ainsi que du village voisin de Salamou et des villages environnants bénéficient de l'enseignement de l'école franco-arabe. Les enseignants disposent d'un logement de fonction.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
40 000 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Le projet a été entièrement financé par l'association des ressortissants du village vivants en France.



L'implication des migrants dans le développement de leur village d'origine a permis à des enfants de deux villages de suivre leur scolarité en français et en arabe.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Lorsqu'il s'agit de construire une école, il est important de prendre contact avec les services de l'éducation de l'Etat pour connaître les normes en vigueur.

LÀ-BAS

IDÉE

Les migrants ont identifié l'éducation comme un des domaines d'actions prioritaires. Ils ont alors décidé d'agir rapidement dans ce domaine.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Pour remédier au faible taux de scolarisation des enfants du village, les migrants ont décidé de construire une école franco-arabe sur place dans le village.



FINANCEMENT

Le projet a été financé entièrement par les migrants qui ont mis deux ans pour réunir la somme nécessaire sous forme de cotisations.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

L'Etat et la population locale ont participé de manière coordonnée à la mise en œuvre, l'un apportant la compétence technique l'autre la main d'œuvre. C'est le comité de gestion qui assure le suivi actuel du projet tandis que les réparations et l'entretien sont financés par les migrants. Le paiement du salaire des enseignants est partagé entre l'Etat et les migrants.

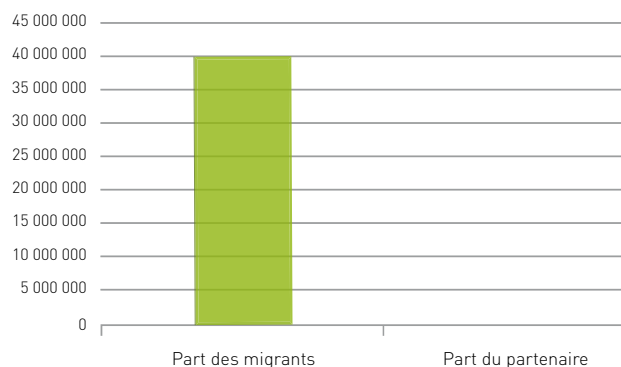


IMPACT ET ÉVALUATION

Grâce à ce projet, les enfants des villages de Diataya et Salamou peuvent désormais aller à l'école à côté de chez eux. Le taux de scolarisation dans la région a ainsi augmenté. La population a toujours été très impliquée dans le projet, et il existe aujourd'hui une association des parents d'élèves.



FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Union des Ressortissants de Diataya et Salamou Résidents en France
Foyer Lorraine, 13, 15 rue Lorraine 75019 Paris
- **Les contacts au Sud :**



1996



Construction d'une école secondaire

à Diataya

AVANT 1996

Les villageois ont transmis aux migrants et à l'Etat Malien leur souhait de posséder une école de second cycle dans leur commune. En effet, un partenariat avec ces deux acteurs avait déjà permis de construire une école primaire dix ans auparavant.

PENDANT

comme pour les autres projets concernant la construction d'une école, les ressortissants du village vivant en France n'interviennent pas dans la phase de suivi de la construction de l'établissement. Ces responsabilités sont confiées à un comité désigné au village qui travaille en coordination avec les services du Ministère de l'Education Nationale.

APRÈS 1998

Les migrants ne connaissent pas de difficultés dans le suivi du projet en partie grâce à l'expérience qu'ils ont acquise au fil du temps dans le suivi de projets. Si des réparations sont nécessaires, ils sont alertés par les villageois et ils apportent alors une aide financière.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1996

Avant la construction de l'école, les enfants devaient continuer leur scolarité de 2e cycle dans le village de Ségala. En plus de l'éloignement, cette école ne possédait pas de cantine ce qui posait des difficultés aux enfants pour se nourrir. Avant de commencer la réalisation du projet, une étude a été réalisée par la commune et les villageois ont demandé l'autorisation à l'Etat.

PENDANT

La population a participé à la mise en œuvre en fournissant la main d'œuvre. L'Etat malien a apporté une compétence technique au niveau des normes à respecter à propos de la construction de salles de classes.

APRÈS 1998

Comme pour l'école primaire, l'ouvrage appartient désormais à la commune et à l'Etat. Il est géré par un comité de gestion composé de six personnes. L'Etat malien finance le salaire de tous les enseignants.



• **DESRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Construction d'une école de second cycle.

• **POPULATION TOUCHÉE :** Les adolescents du village de Diataya ainsi que ceux des villages voisins de Salamou et Maréna.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
14 000 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Le projet a été entièrement financé par l'association des ressortissants du village vivants en France.



La construction d'une école secondaire, un exemple de projet réussi grâce à une concertation entre migrants et villageois

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Lorsqu'il s'agit de construire une école, il est important de prendre contact avec les services de l'Education Nationale pour identifier si cela est conforme à leur plan de développement et pour connaître les normes en vigueur.

LÀ-BAS



IDÉE

Les villageois ont souhaité avoir une école secondaire dans leur village afin d'augmenter le taux de scolarisation dans le deuxième cycle et assurer un avenir à leurs enfants.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Comme les migrants résidents en France avaient participé à l'édification de l'école primaire, les villageois ont à nouveau fait appel à eux pour la construction de l'école secondaire. Les migrants ont alors accepté de participer au projet.



FINANCEMENT

Le projet a été financé entièrement par les migrants qui ont mis trois ans pour réunir la somme nécessaire sous forme de cotisations.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

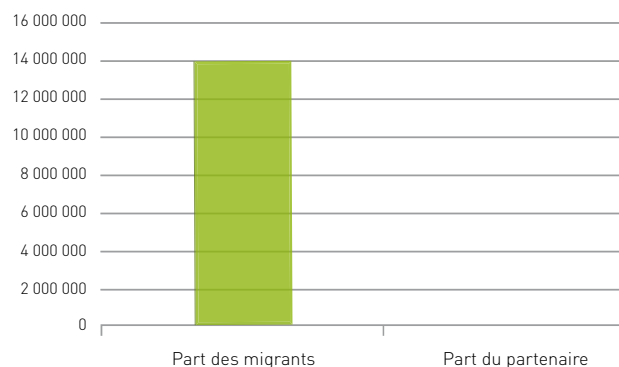
L'Etat et la population locale ont participé de manière coordonnée à la mise en œuvre, l'un apportant la compétence technique l'autre la main d'œuvre. C'est le comité de gestion qui assure le suivi actuel du projet.



IMPACT ET ÉVALUATION

Désormais les enfants du village de Diataya et des villages environnants peuvent effectuer toute leur scolarité de premier et second cycle près de chez eux. Les effets du projet se font encore ressentir aujourd'hui puisque le taux de scolarisation en deuxième cycle a augmenté, et nombre d'enfants ont désormais la possibilité d'accéder à une éducation de qualité. Par ce projet, les migrants ont montré qu'ils étaient toujours à l'écoute des besoins des villageois.

FINANCEMENT DU PROJET

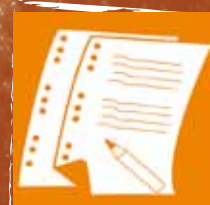


CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Union des Ressortissants de Diataya et Salamou Résidents en France
Foyer Lorraine, 13, 15 rue Lorraine 75019 Paris
- **Les contacts au Sud :**

1998

Construction d'un centre éducatif polyvalent



à Diataya

AVANT 1998

Les migrants résidents en France ont eu l'idée de créer un lieu de rencontre pour les jeunes élèves du village de Diataya et des environs. L'idée était d'améliorer les conditions d'études des jeunes et de leur permettre de travailler en dehors de leur maison tout en leur donnant accès à des outils pédagogiques, notamment des livres. Cette initiative intervient dans le cadre de la thématique de l'éducation définie comme axe de développement prioritaire par les migrants depuis la

constitution de l'association. Cette dernière est d'ailleurs déjà intervenue dans le passé au niveau de la construction de l'école primaire et de l'école secondaire.

PENDANT

Les migrants ne se sont pas impliqués directement dans la phase de mise en œuvre. La responsabilité a été confiée à la population locale et à l'Association des Parents d'Elèves.

APRÈS 2000

Il n'y a pas de caisse spéciale allouée au projet mais néanmoins les migrants paient toutes les réhabilitations nécessaires lorsqu'ils sont informés par la population locale de l'urgence d'une réparation. De ce fait les migrants restent impliqués dans le suivi du projet et gardent un contact direct avec leur village.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1998

Avant la construction du centre éducatif, il existait un manque crucial de fournitures scolaires (ordinateurs, livres en particulier). De plus, les jeunes élèves ne disposaient pas de lieu d'études adapté et ne pouvaient qu'étudier chez eux, ce qui nuisait à leurs résultats scolaires.

PENDANT

La mise en œuvre du projet a été assurée en partie par la population locale qui a recherché le maçon et fournit la main d'œuvre et en partie par l'Association des Parents d'Elèves. En parallèle, l'association Autre Monde, partenaire du projet, a assuré l'achat d'ordinateur et des cours d'initiation.

APRÈS 2000

L'ouvrage appartient aujourd'hui à la population des villages de Diataya et Salamou. C'est l'Association des Parents d'Elèves qui gère le centre en partenariat avec un comité de gestion représenté par six migrants. Il y a une personne qui gère le centre sur place, qui est nourrie et logée par le président de l'association et payée 80 000 FCFA par mois.



• **DESRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :** Centre éducatif polyvalent (salle de réunion, salle d'études et bibliothèque) dans le village de Diataya.

• **POPULATION TOUCHÉE :** Toute la population jeune des villages de Diataya, Salamou ainsi que des villages environnants.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :** 15 000 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :** Le financement a été assuré en entier par les migrants grâce à des cotisations mensuelles de 2500 FCFA par les 180 adhérents pendant deux ans.



La construction d'un centre éducatif polyvalent témoigne de la volonté des migrants d'œuvrer pour l'éducation des jeunes de leur village

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Les migrants, après avoir permis aux jeunes du village de suivre la totalité de leur parcours scolaire au village ont eu la volonté de leur donner de bonnes conditions de travail. C'est ainsi qu'en plus de l'établissement scolaire, ils ont voulu créer un endroit tranquille, dédié au travail et à l'apprentissage en dehors des heures de classe.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Grâce au dialogue constant entretenu avec l'Association des Parents d'Elèves, les migrants ont constaté que le village avait besoin d'être doté d'une bibliothèque et d'une salle d'études. Ils ont alors décidé de construire un centre éducatif polyvalent regroupant toutes ces fonctions.



FINANCEMENT

Le projet a été financé entièrement par les migrants. L'association Autre Monde a apporté une aide complémentaire en fournissant des ordinateurs et en assurant des formations sur place.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

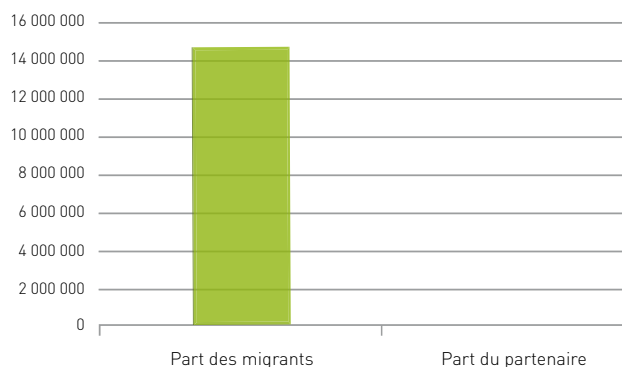
C'est la population locale et l'Association des Parents d'Elèves qui se sont investis dans la mise en œuvre du projet. Aujourd'hui ce dernier est géré par un comité de gestion qui représente les migrants et par l'Association des Parents d'Elèves.



IMPACT ET ÉVALUATION

Grâce à ce projet, il existe désormais un nouveau lieu de sociabilité et d'études pour les jeunes dans le village. Ils ont aujourd'hui accès à une plus grande source de savoir et leurs conditions d'études se sont améliorées. Avec un tel projet, les migrants œuvrent pour l'avenir des enfants du village, en leur assurant une meilleure éducation. Ceci leur permet, malgré la distance, de rester directement impliqués dans la vie du village.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Union des Ressortissants de Diataya et Salamou Résidents en France
Foyer Lorraine, 13, 15 rue Lorraine 75019 Paris
- **Les contacts au Sud :**



1993



Coopérative d'achat de céréales et denrées alimentaires de base

à Diataya et Salamou

AVANT 1989

L'association des ressortissants résidents en France a été contactée par le biais des chefs de village au Mali pour présenter un projet. L'idée était de constituer une coopérative d'achat de céréales et autres denrées alimentaires pour les villages de Diataya et Salamou. Après avoir accepté le principe de ce projet, ce sont les membres de l'URDSRF qui se sont chargés de la conception. Ils ont ensuite décidé de prendre en charge la totalité des coûts du projet en mettant

en place une cotisation. Pendant 3 ans, 180 membres ont cotisé annuellement à hauteur de 600 FF de l'époque (l'équivalent de 125 euros actuels).

PENDANT

Des membres de l'association des ressortissants ont été désignés par les villageois pour faire partie du comité de gestion du projet. Ce comité est chargé d'une part, d'encadrer la réalisation des travaux, puis, d'autre part, d'organiser et superviser la gestion de la coopérative.

APRÈS 1993

Aujourd'hui, la gestion de la coopérative se fait en collaboration étroite entre les migrants et les habitants du village. Des comptes-rendus sont régulièrement transmis. Les migrants sont donc très impliqués, et plus particulièrement dans sa gestion financière. Ils sont aussi sollicités ponctuellement pour les réparations des bâtiments.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1989

Les habitants de Diataya et Salamou étaient contraints, avant la création de la coopérative, de s'approvisionner directement à Kayes lorsque les stocks individuels au village étaient épuisés. Non seulement ces déplacements avaient un coût, mais le fait de s'approvisionner dans la capitale régionale créait une forte dépendance aux fluctuations des prix du marché. Beaucoup de familles s'endettaient ainsi à des taux d'intérêts très

élevés pour assurer leur sécurité alimentaire.

PENDANT

Les habitants de Diataya et Salamou se sont organisés pour mettre en place un comité de gestion pour la construction de la coopérative. Ils ont aussi intégré dans ce collectif des représentants de l'association des migrants. Les moyens financiers mobilisables dans les villages n'étaient pas suffisants pour participer au projet. C'est ainsi que les villageois ont décidé d'apporter leur participation à travers la mise à disposition de main d'œuvre.

APRÈS 1993

Les activités de la coopérative ayant prospéré rapidement, le comité de gestion a décidé d'embaucher 3 personnes à mi-temps pour la gestion opérationnelle (achats, vente...). Des procédures ont été établies pour la comptabilité, les comptes-rendus d'activités ainsi que pour les relations avec les migrants.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

La coopérative est constituée d'une salle pour les activités commerciales ainsi qu'une zone de stockage des denrées alimentaires. 3 salariés à mi-temps sont embauchés pour la gérer.

• POPULATION TOUCHÉE :

L'ensemble des habitants des villages de Diataya et Salamou bénéficient des

activités de la coopérative.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

Le projet a coûté 32 400 000 FCFA, sans compter l'apport en main d'œuvre par les villageois.

• PARTENARIAT FINANCIER :

Aucun partenariat financier n'a été contracté pour ce projet.



Une gestion concertée de la coopérative permet d'assurer la sécurité alimentaire des habitants des deux villages.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Ce type d'ouvrage demande une très grande rigueur dans la mise en place et le fonctionnement. Les procédures doivent être claires. Une attention très particulière doit être portée à la gestion financière entre ici et là-bas.

LÀ-BAS



IDÉE

La mise en place d'une coopérative d'achat de céréales et autres denrées alimentaires a été demandée par les habitants du village. Les migrants, ont été séduits par ce projet et se sont chargés de le monter.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

La connaissance de leur village et les contacts établis entre les migrants et leurs familles permettent d'élaborer un diagnostic précis des besoins au village.



FINANCEMENT

Les migrants ont assumé la totalité des coûts de construction ainsi que les besoins en trésorerie. Ils ont été appuyés dans le financement par la participation de la population en apport de main d'œuvre.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

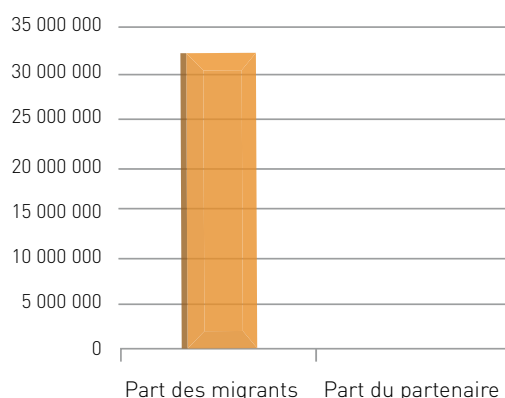
Un comité de gestion a été nommé pour superviser ces étapes. Y sont représentés les habitants des villages ainsi que des représentants des migrants, afin d'assurer une gestion concertée entre ici et là-bas.



IMPACT ET ÉVALUATION

La coopérative est toujours fonctionnelle aujourd'hui et a permis de générer 3 emplois à mi-temps en plus des bénéfices apportés par ses services.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Union des Ressortissants de Diataya et Salamou Résidents en France
Foyer Lorraine, 13, 15 rue Lorraine 75019 Paris
- **Les contacts au Sud** :



1977



Fonçage d'un puits

à Madina Couta

AVANT 1977

L'association Développement - Agriculture - Élevage de Madina Couta s'est constituée en 1973 parmi les ressortissants de ce village. Afin de participer à l'amélioration des conditions de vie dans leur village, les migrants ont identifié la question de l'accès à l'eau potable comme étant prioritaire. C'est pourquoi le creusement d'un puits a été l'un des premiers projets menés par les migrants.

PENDANT

Les migrants ont sélectionné le puisatier, une personne dont ils connaissaient les compétences et en laquelle ils avaient confiance. C'est lui qui était chargé de réaliser les travaux et de les suivre.

APRÈS 1977

Le suivi du puits est délégué par les migrants au chef de village et à l'Imam qui se concertent en cas de problème technique. Les migrants sont attentifs à l'évolution des besoins en eau potable de leur village et participent régulièrement au financement de travaux d'entretien.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 1977

Les villageois devaient se rendre à plus de 2km du village pour creuser des puisards ou s'approvisionner aux marigots de Kolimbiné et Crugou situés à plusieurs kilomètres également. Cet accès difficile à l'eau entravait considérablement le développement du village.

PENDANT

Ayant accueilli positivement l'idée de creuser un puits au centre du village, les habitants ont été associés à la réalisation de ce projet. Chaque famille du village a en effet participé bénévolement au creusement et au renforcement du puits à tour de rôle. Le chef du village en collaboration avec l'Imam a géré les fonds réunis par les migrants.

APRÈS 1977

Un comité de gestion mis en place Le puits est toujours utilisé par les habitants de Madina Couté. Ils bénéficient d'un accès facilité à l'eau potable. Lorsque les populations nomades sont présentes dans le village, elles peuvent aussi profiter librement de ce point d'eau.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Un puits a été creusé dans le village de Madina Couta.u

• **POPULATION TOUCHÉE :**
L'ensemble de la population du village ainsi que les populations nomades de manière ponctuelle bénéficient depuis 1977 de cet accès à l'eau potable au cœur du village.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
600 000 FCFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Les migrants ont financé la totalité du projet à hauteur de 600 000 FCFA.



le creusement d'un puits à Madina Couta, un accès facilité à l'eau potable pour l'ensemble de la population

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Le choix du puisatier pour creuser le puits et mener les travaux est essentiel à la réussite d'un tel projet. Il faut qu'il soit une personne de confiance.

LÀ-BAS



IDÉE

Les migrants réunis dans l'association DAGEL Madina Couta se sont concertés et ont identifié le besoin en eau potable de leur village comme étant essentiel pour un meilleur développement notamment agricole.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Après avoir formé le projet de creusement d'un puits dans leur village d'origine, les migrants en ont fait part aux habitants du village. Ces derniers ont accepté ce projet qui répondait à un besoin important de point d'accès à l'eau potable.



FINANCEMENT

Les migrants ont apporté la totalité du financement de ce projet (600 000 FCFA) grâce à des cotisations régulières au sein de l'association qui s'élevaient à 50 FF par mois et par personne et grâce à des cotisations spécifiques au projet de 50 FF supplémentaires par mois et par personne. Les habitants du village ont participé bénévolement au projet. Chaque famille à tour de rôle a aidé au creusement et au renforcement du puits.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

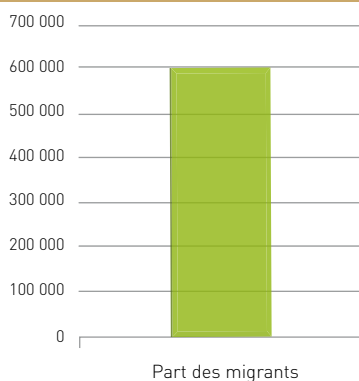
Le suivi technique du puits est assuré en concertation par le chef du village et l'Imam qui informent les migrants en cas de problème d'ordre technique. Ces derniers contribuent financièrement aux éventuels travaux de réhabilitation ou d'entretien.



IMPACT ET ÉVALUATION

Le puits situé au cœur du village permet un accès collectif à l'eau potable. Ce sont donc tous les habitants du village ainsi que les populations nomades qui bénéficient d'un meilleur accès à l'eau.

FINANCEMENT DU PROJET



Part des migrants

CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Association Développement Agriculture Élevage de Madina-Couta (DAGEL Madina-Couta)
Président, Moctar Diallo, 06 60 84 73 77
Foyer Belleville, 77, rue de la fontaine de roi, 75011 Paris
- **Les contacts au Sud :**

2005

Construction d'une école fondamentale franco arabe

à Madina Couta



AVANT 2005

Après la concertation de l'ensemble des ressortissants du village, les membres de l'association ont décidé de proposer la construction d'une école franco-arabe pour palier au déficit d'encadrement scolaire dans la zone.

Les ressortissants du village ont ainsi informé les villageois de leur désir de réaliser un tel projet, ce qui a été accepté. Ce sont les ressortissants du village vivant en France qui ont décidé de financer ce projet, en mettant en place une cotisation spéciale de 10€/mois par personne pendant 1 an.

PENDANT

C'est un migrant qui s'est chargé de toutes les formalités administratives (certificats, autorisations officielles) durant ces vacances au pays. Il s'est également chargé de recruter un maçon pour gérer le chantier de construction.

Cependant, le temps passé au pays par ce migrant ne suffisait pas pour suivre la totalité du chantier.

La supervision des travaux a donc été déléguée aux autorités traditionnelles villageoises, à savoir le conseil de village.

APRÈS 2005

Les migrants sont aujourd'hui encore concernés par le fonctionnement de l'établissement : des membres de leurs familles au village y sont scolarisés.

Ils participent même activement à son entretien à travers la prise en charge des salaires des enseignants ainsi que des interventions ponctuelles de réparation des bâtiments.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2005

Beaucoup de familles de la région portent un intérêt particulier pour l'enseignement franco-arabe. Avant la réalisation de cette école, il n'existait aucune structure de ce type dans le village et les enfants désireux de suivre cette branche devaient parcourir 3km pour atteindre la Medersa la plus proche.

PENDANT

Le village n'ayant pas la possibilité de dégager des moyens financiers pour participer au projet, il a été décidé qu'ils participeraient directement à travers la main d'œuvre et les matériaux trouvés sur place.

APRÈS 2005

La gestion de l'ouvrage est assurée par un comité de gestion en lien avec les pouvoirs locaux (chef de village et l'imam).

Au village, aucune cotisation n'est mise en place en cas de réparation. Si le besoin intervient, on fait appel à l'association des migrants pour financer les réparations. L'établissement est toujours ouvert aujourd'hui et permet aux enfants du village de poursuivre leur scolarité.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

L'école a été construite avec des matériaux solides. Ceci permet d'assurer des conditions optimales de réussite pour les élèves en constituant plusieurs classes bien séparées et abritées.

• POPULATION TOUCHÉE :

Les enfants du village de Madina Couta ainsi que des villages environnants bénéficient de

l'enseignement de l'école franco-arabe. Ceci représente environ

• COÛT TOTAL DU PROJET :

5 250 000 FCFA (8077 euros)

• PARTENARIAT FINANCIER :

Le projet a été totalement financé par l'association des ressortissants du village vivants en France.



Un projet conçu en concertation pour l'amélioration de l'accès à l'éducation

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Sans la construction de cette école, beaucoup d'enfants inscrits dans un cycle d'éducation franco-arabe auraient abandonné du fait de l'éloignement.

Il est impératif de bien penser la gestion de la Medersa dès le début. Il faut être rigoureux sur tous les points, même secondaires : exemples, les latrines n'ont pas été bien faites et sont aujourd'hui inutilisables.

LÀ-BAS

Il est très important de rentrer en contact avec les instances Etatiques chargées des questions d'éducation nationale. Ceci permet de mieux construire le projet.



IDÉE

L'idée du projet est née au niveau de l'association des ressortissants du village vivants en France.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Suite à la concrétisation du projet entre les membres de l'association, la population a été informée du déroulement du programme. Cela a été fait par les chefs de village de deux espaces (France et Mali). C'est à travers le chef de village là-bas que la population locale est informée de la situation.



FINANCEMENT

Le projet a été entièrement financé par les ressortissants du village de Madina Couta en France.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

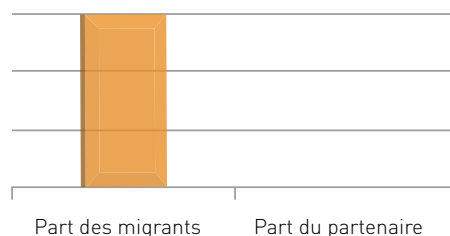
Une fois le maçon désigné par un migrant du village, les travaux ont été supervisés par le conseil de village.



IMPACT ET ÉVALUATION

Aucune procédure d'évaluation n'a été pensée au début du projet. Cependant, les liens familiaux, les participations aux frais de fonctionnement (salaires, réparations) maintiennent une communication permanente sur la gestion de l'école. Le lien est de plus officialisé à travers les communications entre les chefs de village ici et là-bas.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Le DAGEL-Madina-Couta**, L'association Développement –Agriculture-Elevage de Madina-Couta, siège : 77 rue de la fontaine de roi, foyer Belle ville. L'association a été créée depuis 1975 et reconnue officiellement depuis 26 décembre 2000 (association de loi 1901). le président de l'association s'appelle Moctar Diallo (06 60 84 73 77)
- **Les contacts au Sud : Couta**, Amar savané, Directeur d'école

2003

Construction d'une école primaire



à Madina Couta

AVANT 2003

Une mission du Maire de la commune a été organisée en France auprès des ressortissants du village de Madina-Couta. Cette mission avait pour objectif de soumettre un projet de construction d'école primaire. Après quelques réunions de concertation, les ressortissants ont décidé de participer financièrement au projet.

Ainsi, avant le retour du maire au pays, les ressortissants lui

ont remis l'équivalent de plus de 5 millions de FCFA. Ce montant représentait une année de cotisation à hauteur de 10 euros par adhérent.

PENDANT

Les membres de l'association DAGEL de Madina-Couta n'ayant pas participé au montage du projet, la gestion de la mise en œuvre a été déléguée aux autorités communales en concertation avec les autorités villageoises.

APRÈS 2003

Les allers et retours au pays des ressortissants du village permettaient de recevoir des nouvelles régulières concernant l'école, en plus des nouvelles individuelles reçues par le biais de la famille.

Les migrants n'ont pas mis en place de caisse particulière pour l'entretien de l'ouvrage. Cependant ils sont sollicités par le comité de gestion pour assurer financièrement les réparations.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2003

Avant la réalisation du projet, il existait un hangar en paille qui servait d'abris pour délivrer les cours. Il arrivait aussi que les enfants se déplacent à Maréna ou à Ségala pour poursuivre leur scolarité. Ces conditions précaires, ainsi que l'éloignement de la famille par rapport à l'école ont ainsi contraint beaucoup d'enfants à interrompre leur scolarité, arrivés à un certain âge.

PENDANT

Au niveau de la commune, un comité de pilotage en relation avec le chef de village et l'Imam a été mis en place pour gérer le chantier, l'imam s'occupant principalement de la gestion financière. Les travaux ont été réalisés par un prestataire sélectionné par la commune.

APRÈS 2003

Un comité est désigné responsable de l'établissement, en lien avec le chef de village, l'Imam et la commune. Pour assurer l'entretien, aucune cotisation n'a été mise en place pour assurer les réparations. En cas de besoin, on fait appel à l'association des ressortissants.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

L'établissement salarie 4 instituteurs ainsi qu'un directeur. Ceux-ci dispensent l'enseignement pour les 6 niveaux de l'école primaire.

• **POPULATION TOUCHÉE :** L'enseignement est ouvert à tous les enfants du village et des villages environnants ne possédant pas de telle infrastructure scolaire.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

5 250 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER :

La commune est très impliquée dans ce projet. Elle a fourni les plans, l'autorisation de construction et prend en charge les salaires des enseignants.



Un projet de co-développement, initié par les villageois, porté par la commune et accompagné par les ressortissants résidants en France.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée du projet vient de la commune et de la population locale. Depuis l'initiation de la phase de décentralisation, les communes commencent petit à petit à prendre en charge l'enseignement public et remplacer ainsi les écoles communautaires. C'était le cas pour la commune de Maréna Djombougou.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les villageois ont fait part au maire de la commune de la précarité des infrastructures scolaires. Suite aux discussions avec les autorités villageoises, le maire a mené une étude et a programmé une mission en France. Par la suite, il a présenté le projet aux ressortissants du village.



FINANCEMENT

Le projet a été financé par les ressortissants du village de Madina Couta en France. Cependant, il faut aussi noter que la commune apporte sa participation financière à travers le salaire des enseignants et la réalisation du dossier de projet. Quant aux villageois, leur participation s'est traduite, comme dans de nombreux cas, par la mise à disposition de bénévoles pour les travaux.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

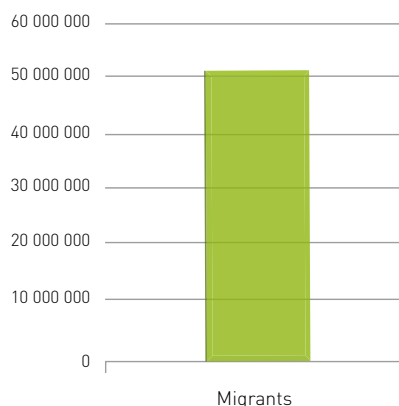
Cette étape du cycle de projet a été confiée à la commune (Maitre d'ouvrage). Celle-ci a mis en place un comité dans lequel sont aussi représentés les pouvoirs traditionnels villageois.



IMPACT ET ÉVALUATION

L'école continue de dispenser son enseignement aux enfants du village aujourd'hui. Aucune étape de mesure d'impact n'a été prévue formellement mais les liens familiaux et les voyages permettent de prendre des nouvelles régulières de l'établissement.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Développement Agriculture Elevage de Madina-Couta
DAGEL Madina-Couta, 77 rue de la fontaine de roi, foyer Belle ville. Président : Moctar Diallo 06 60 84 73 77
- **Les contacts au Sud :**

2003



Construction d'une route



entre Sabouciré Sambala et la Route Nationale Kayes-Bamako

AVANT 2003

L'association des ressortissants a été informée par le conseil de village du souhait de réaliser une piste permettant aux villageois d'accéder plus aisément à la route bitumée reliant Dakar à Bamako.

Des pourparlers ont eu lieu en France pour décider de la participation financière des membres de l'association.

Tous les ressortissants installés en France cotisent dans une caisse commune dédiée aux ouvrages collectifs portés par l'association. Les cotisations sont aujourd'hui de l'ordre de 60€ pour les personnes vivant en couple et 50€ pour les personnes célibataires.

PENDANT

Une fois le projet initié, avec l'accord de l'ensemble du village,

les travaux ont démarré.

L'association des ressortissants n'avait pas de représentant au village, hors mis le conseil du village.

APRÈS 2004

L'association des ressortissants n'est pas impliquée dans un quelconque processus de suivi à part à travers les visites personnelles au pays.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 2003

Afin de rejoindre la route principale goudronnée allant vers Kayes et Bamako, les habitants du village devaient emprunter un chemin parfois très boueux voir impraticable pendant l'hivernage. Ceci entraînait un isolement complet du village. Cet enclavement posait problème, que ce soit pour la santé quand il y a urgence, pour les activités commerciales et aussi pour les jeunes qui poursuivent leurs études en dehors du village.

Pour palier à cela, les villageois ont donc eu l'idée de construire une piste en latérite.

PENDANT

La gestion de la mise en œuvre du projet a été déléguée au conseil de village en collaboration avec l'association des jeunes pour le développement local du village. Cette association était elle-même appuyée par une ONG française, « une école un village ».

APRÈS 2004

Cette route appartient aux principaux usagers, c'est-à-dire les habitants du village eux-mêmes.

Aucun comité de suivi n'a été constitué pour ce projet.

En ce qui concerne l'entretien de la route, aucune cotisation spéciale n'est mise en place au niveau du village. Cependant, aucune difficulté de gestion n'a été relevée jusqu'à présent.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

Le projet est de pouvoir relier plus facilement la route nationale goudronnée depuis le village. Une piste en latérite a donc été réalisée pour éviter l'enclavement en période d'hivernage.

• POPULATION TOUCHÉE :

Toute la population du village de Sabouciré Sambala est touchée par ce projet, ce qui équivaut à environ 1800 personnes. D'autres habitants des villages

environnants bénéficient indirectement aussi de cet ouvrage mais il est difficile de le quantifier.

• COÛT TOTAL DU PROJET:

3 000 000 FCFA

• PARTENARIAT :

L'ONG « une école, un village » a appuyé l'association locale des jeunes pour le développement du village dans la gestion de l'ouvrage.



Une association entre villageois et ressortissants vivants en France pour lutter contre le désenclavement

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

La mise en place d'un comité chargé de l'entretien de la route aurait pu améliorer la qualité de ce projet. Il faut noter également l'absence d'implication de l'Etat pour la réalisation de cette piste.

LA-BAS

Pour ce type de projet, il est intéressant de consulter les instances communales pour solliciter une participation financière. La construction de pistes en latérite est couteuse, et demande aussi du matériel lourd (bulldozer). En ce qui concerne la mobilisation des bénéficiaires pour la force de travail, des assemblées générales extraordinaires doivent être provoquées plus souvent.



IDÉE

L'idée du projet est née au village, du fait des problèmes d'enclavement rencontrés chaque année pendant l'hivernage.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les habitants du village, à travers leur conseil de village ont présenté le projet à leur ressortissants installés en France, afin qu'ils apportent le financement. Les migrants, eux, étaient déjà parfaitement au courant des réalités de l'enclavement et ils ont été consultés pour la conception du projet.



FINANCEMENT

N'ayant pas les ressources financières au niveau du village, les habitants de Sabouciré Sambala ont fait appel à leurs ressortissants. Ce sont eux qui ont financé la totalité des travaux, avec une participation directe des bénéficiaires à travers leur force de travail.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

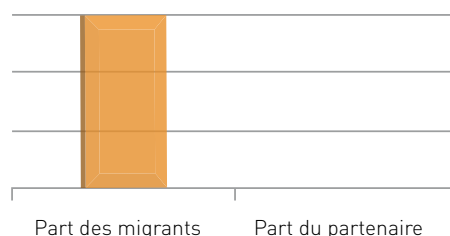
Le conseil de village et l'association des jeunes pour le développement du village ont pris en charge le suivi des travaux.



IMPACT ET ÉVALUATION

Aucune mission d'évaluation ni de mesure d'impact n'a été prévue pour ce projet.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

• Contacts Sabouciré-Sambala :

• **Contacts au Nord** : Siège de l'association des ressortissants de Sabouciré Sambala (ARSS) 27 rue Nationale 92 100 Boulogne. Président de l'association : Dalla Kanté 06 80 02 48 58

• **Contacts au Sud**: Moussa Sarr, chef de village de Sabouciré Sambala. Arrondissement de Ségala, Cercle de Kayes. Président de l'association villageoise : Garan Konouté (+223) 69 68 65 83.



2001

Construction d'un château d'eau et d'un système d'adduction



à Saboucire Sambala

AVANT 2001

Les migrants résidents en France ont eu l'idée d'un projet permettant d'améliorer l'accès à l'eau potable pour les habitants du village de Saboucisé Sambala. Après plusieurs réunions et une concertation avec la population locale, ils ont décidé de réaliser un projet d'adduction d'eau. Pour mener à bien le projet, ils ont recherché des partenaires avec l'aide technique du GRDR et ont directement participé par le biais de cotisations.

PENDANT

Les migrants ne se sont pas impliqués directement dans la phase de mise en œuvre. La responsabilité a été confiée aux services de l'Etat concernés et aux bénéficiaires directs à travers l'association villageoise.

APRÈS 2003

Les migrants ont connu des difficultés pour suivre le projet car ils n'étaient pas directement impliqués dans la gestion et la mise en œuvre.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2001

Le village de Saboucisé Sambala et les villages environnants s'approvisionnaient difficilement en eau potable à partir de marigots et de puits qui n'étaient pas recouverts. De ce fait, la qualité de l'eau n'était pas garantie, et il y avait de nombreuses maladies type diarrhée. Une étude sur la qualité de l'eau a d'abord dû être réalisée avant de mettre en place le projet.

PENDANT

La population du village a participé activement dans la réalisation du projet. L'association villageoise a assuré avec l'aide des services de l'Etat la mise en œuvre et les habitants ont fourni la main d'œuvre. Quant au prestataire, PS-Eau, il a été sélectionné par les services de l'Etat et le GRDR.

APRÈS 2003

L'ouvrage appartient à toute la population locale, il est géré par le comité de gestion d'eau de l'association villageoise. C'est ce dernier qui recherche et paie les employés et les réparateurs. Pour cela, une caisse a été prévue en cas de panne.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Château d'eau et système d'adduction d'eau dans le village de Saboucisé Sambala

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Toute la population des villages de Saboucisé Sambala, Maréna, Kabaté et Banaya de la Commune de Kolimbiné et des villages de Guimane, Niamega, Makhoyafara, Sékora de la Commune de Ségala.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
60 400 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Le financement a été assuré par trois catégories d'acteurs :
• Les migrants : 12 000 000 FCFA
• L'Etat (PNIR) : 48 000 000 FCFA
• Le GRDR : valorisation de l'étude de faisabilité estimée à 400 000 FCFA



Les différents partenariats techniques et financiers ont permis de réaliser un projet d'adduction d'eau potable à l'échelle intervillageoise.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

La création d'un comité de pilotage est une bonne chose dans ce type de projet, pour suivre l'évolution du projet mais aussi pour renforcer les liens entre les ressortissants vivants en France et les habitants du village.

LÀ-BAS



IDÉE

Le besoin d'accès à l'eau potable est connu des migrants et exprimé régulièrement par les habitants du village. Après consultation avec la population, les migrants ont identifié le problème de l'accès à l'eau potable comme prioritaire et ont décidé d'y remédier.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les migrants se sont mis d'accord rapidement sur l'idée de la réalisation d'un système d'adduction d'eau. Toutefois, il a fallu réaliser d'abord, avec l'aide des partenaires, une étude de faisabilité pour s'assurer de la qualité de l'eau avant de passer à l'étape suivante.



FINANCEMENT

Le projet a été financé par les migrants ainsi que par le programme national d'infrastructures rurales (PNIR). Le GRDR a apporté une aide complémentaire au niveau de l'étude de faisabilité.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

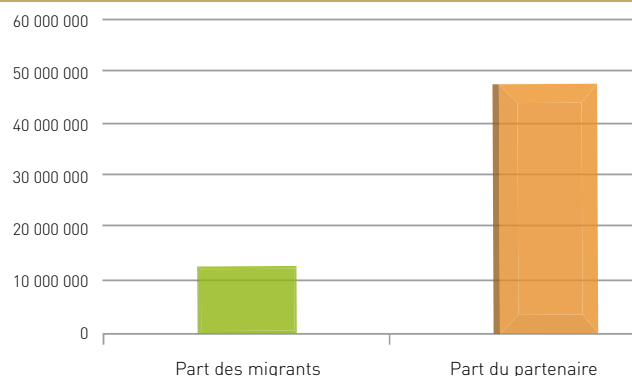
Cette étape clé du cycle de projet a été confiée au prestataire de l'Etat qui est le maître d'ouvrage en concertation avec le comité de gestion d'eau de l'association villageoise. Ce dernier assure le suivi actuel du projet.



IMPACT ET ÉVALUATION

Les effets de ce projet ont été notoires puisqu'il a permis à la population du village et des villages environnants d'accéder à l'eau potable. En conséquence, les maladies liées à une eau saumâtre ont diminué. Grâce au projet, les liens entre les migrants et les habitants de leur village d'origine ont été renforcés.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association des ressortissants de Sabouciré Sambala (ARSS)
27, rue Nationale 92 100 Boulogne
Président : Monsieur Dalla Kante 06 80 02 48 58
- **Les contacts au Sud** : Moussa Sarr, chef de village de Sabouciré Sambala
Arrondissement de Ségala, Cercle de Kayes
Président : Monsieur Garan Konouté (+223) 69 68 65 83



1975



Achat de trois pirogues

à Saboucire Sambala

AVANT 1975

Les migrants résidents en France ont eu l'idée d'un projet permettant d'améliorer la communication entre Sabouciré Sambala et les villages alentours. Après discussions et après avoir réuni la somme nécessaire à la réalisation du projet, ils ont décidé d'acheter trois pirogues pour naviguer sur les marigots reliant les villages.

PENDANT

Les migrants n'étaient pas impliqués directement dans la phase de mise en œuvre. La responsabilité a été confiée aux habitants de Sabouciré Sambala représentés par l'association villageoise.

APRÈS 1979

Les migrants ont connu des difficultés pour suivre le projet car ils n'étaient pas directement impliqués dans la gestion des pirogues qui a été confiée à un comité de gestion sur place.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1975

Le village de Sabouciré Sambala était un village enclavé faisant partie d'une association inter villageoise avec les villages environnants. Les habitants connaissaient des difficultés pour se rendre dans les villages voisins. Ils devaient notamment traverser le fleuve à la nage pendant la saison humide.

PENDANT

Une fois l'ensemble de la population du village concertée, celle-ci s'est organisée elle-même pour mettre en œuvre le projet sans l'intermédiaire de prestataires. Un comité de gestion a été créé sur place pour assurer le suivi du projet.

APRÈS 1979

Les villageois ont été satisfaits de la réalisation du projet. L'association intervillageoise a acheté de nouvelles pirogues au bout de quelques années. Cependant le renouvellement et la réparation des pirogues n'avaient pas été anticipés. Après un certain temps d'utilisation, l'état des pirogues s'est dégradé.

• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

Trois pirogues permettant de naviguer sur le marigot reliant le village de Sabouciré Sambala et les villages environnants.

• POPULATION TOUCHÉE :

Toute la population des villages de Sabouciré Sambala- Maréna-Mokhoyafara-Banaya.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

600 000 FCFA.

• PARTENARIAT FINANCIER :

La totalité du projet a été financée par les migrants.



L'achat de pirogues, un projet de désenclavement intervillageois.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Le projet ne doit pas seulement inclure la recherche de financements. Les migrants ont intérêt à s'investir durant tout le cycle du projet. En particulier, la question du suivi est primordiale afin d'assurer la pérennité des infrastructures sur la longue durée.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée est née au sein de l'association des ressortissants du village vivant en France et connaissant bien la situation là-bas.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les migrants se sont réunis plusieurs fois afin de déterminer ensemble quels étaient les besoins primordiaux exprimés par les habitants du village et auxquels les ressortissants vivant à l'étranger pouvaient répondre. Ils ont alors réfléchi à la meilleure solution afin de remédier à l'enclavement du village. Ils ont finalement décidé d'acheter des pirogues.



FINANCEMENT

Le financement a été entièrement assuré par les migrants. Il a fallu cotiser pendant plus de cinq années pour réunir la somme de 600 000 FCFA.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

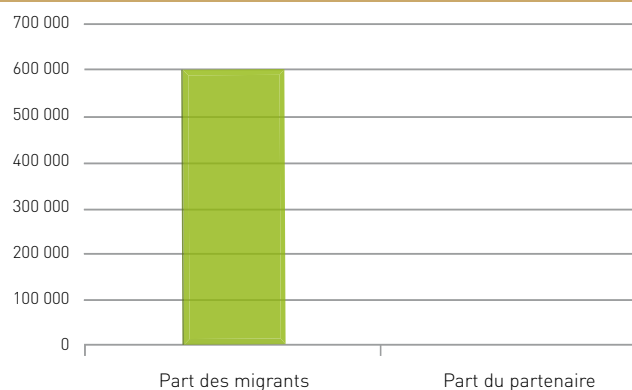
La mise en œuvre et la gestion du projet a été confiée à un comité de gestion villageois.



IMPACT ET ÉVALUATION

Les effets de ce projet ont été notoires durant les premières années puisque les pirogues ont permis d'améliorer la communication entre les villages de la région. Malheureusement, la rénovation des pirogues n'a pas été intégrée dans le projet lors de sa conception, ce qui n'a pas permis d'assurer sa pérennité : le matériel s'est dégradé et personne n'a assumé les réparations.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association des ressortissants de Sabouciré Sambala (ARSS)
27, rue Nationale 92 100 Boulogne
Président : Monsieur Dalla Kante 06 80 02 48 58
- **Les contacts au Sud** : Moussa Sarr, chef de village de Sabouciré Sambala
Arrondissement de Ségala, Cercle de Kayes
Président : Monsieur Garan Konouté (+223) 69 68 65 83



1975



Construction d'une mosquée en ciment

à Saboucire Sambala

AVANT 1975

Les ressortissants du village de Sabouciré Sambala se sont réunis en association dès 1969 et ont souhaité mener un premier projet de construction d'une mosquée. Les discussions autour de ce projet a duré plusieurs années, de même que la levée des fonds nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Ce projet a fait l'objet d'une contribution spéciale de la part des membres de l'association

à hauteur de 150 000 FCFA par personne, en plus des cotisations habituelles.

PENDANT

Après avoir monté ce projet dont ils assuraient le financement, les migrants n'ont pas jugé nécessaire de s'impliquer dans la phase de mise en œuvre qui a été menée par leur partenaire sur place : l'Association villageoise de Sabouciré Sambala.

APRÈS 1976

La gestion de la mosquée est assurée par une personne habitant le village. Malgré tout, les migrants interviennent régulièrement dans le financement de la réhabilitation, de l'entretien et de l'ameublement de l'édifice.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1975

Il existait déjà un bâtiment en banco qui servait de lieu de culte aux habitants du village mais son état se détériorait. Par ailleurs, l'endroit était insuffisant compte tenu du nombre de fidèles. La construction d'une mosquée plus spacieuse et en ciment semblait correspondre aux attentes des membres de l'association et des habitants de Sabouciré-Sambala.

PENDANT

Les habitants du village ont mis en œuvre la construction de la mosquée et ont recruté les prestataires. L'association des jeunes du village a également été mise à contribution pour la réalisation de ce projet.

APRÈS 1976

La mosquée appartient à tous les habitants du village. Sa gestion a été confiée à une personne responsable du suivi technique qui informe le Conseil du village ou l'Imam dès qu'un problème technique ou un besoin précis survient.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
La mosquée est construite en ciment.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Tous les habitants du village bénéficient désormais d'un lieu de culte décent. Les populations nomades sont également ponctuellement bénéficiaires de la construction de la mosquée. Plus de 1800 personnes sont aujourd'hui touchées par ce projet.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
1 500 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Le financement a été assuré dans sa totalité par les migrants à hauteur de 1 500 000 FCFA.



La construction de la mosquée de Sabouciré Sambala, un symbole des liens forts unissant les migrants et leur village d'origine

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée du projet est née lors de réunions des ressortissants du village de Sabouciré-Sambala vivant en France.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Le projet a été défini par les migrants et accueilli positivement par les villageois. C'est, comme chaque édifice de ce type, une marque de lien fort entre les villageois et les ressortissants de l'étranger.



FINANCEMENT

Le financement a été assuré en totalité par les migrants qui ont apporté chacun une contribution spécifique pour ce projet de 150 000 FCFA. Les habitants du village ont apporté leur contribution en force de travail.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

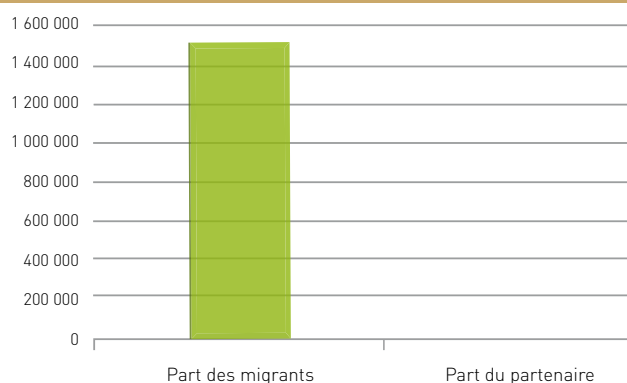
L'ouvrage est géré par le Conseil du village et l'Imam qui ont délégué une personne en charge du suivi technique.



IMPACT ET ÉVALUATION

L'ensemble des villageois sont satisfaits de la mosquée. Ce bâtiment construit il y a plus de trente ans leur sert aujourd'hui encore d'édifice religieux. Il permet la tenue de la prière du vendredi qui est également un temps de rencontre inter-villageois.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association des ressortissants de Sabouciré Sambala (ARSS)
27, rue Nationale 92 100 Boulogne
Président : Monsieur Dalla Kante 06 80 02 48 58
- **Les contacts au Sud** : Moussa Sarr, chef de village de Sabouciré Sambala
Arrondissement de Ségala, Cercle de Kayes
Président : Monsieur Garan Konouté (+223) 69 68 65 83



1992



Construction d'un forage

à Mokhoyafara

AVANT 1992

Les ressortissants de Mokhoyafara en France ont reçu une lettre officielle du chef de village leur demandant d'apporter leur soutien financier pour la réalisation d'un forage dans le village.

Ces derniers se sont réunis et ont accepté d'apporter leur appui financier.

Ils ont ainsi mis en place une cotisation trimestrielle spécifique de l'ordre de 30€.

PENDANT

Une fois le projet initié, avec l'accord de l'ensemble du village, les travaux ont démarré.

L'association de migrant n'avait pas de représentation locale, hors-mis le chef de village et ses cinq conseillers.

La gestion de la mise en œuvre du projet a donc été déléguée au conseil du village.

APRÈS 1992

A la fin des travaux, un document de réception de l'ouvrage (état des lieux) a été transmis aux migrants.

En plus du rapport, les migrants étaient tenus au courant de l'état des ouvrages à travers les liens personnels qu'ils ont au village et leurs visites pendant les vacances.

Aucune cotisation spécifique n'est mise en place pour assurer les réparations du forage en cas de besoin.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1992

L'Etat avait prévu de réaliser deux forages pour le village mais les habitants ont jugé ce projet insuffisant pour faire face à leurs besoins en eau potable.

Le conseil de village s'est réuni et a décidé de demander rapidement l'implication des migrants pour que l'entreprise, travaillant pour l'Etat, rajoute un forage supplémentaire, à la charge du village. Les services de l'Etat ont ainsi accepté de le réaliser à prix subventionné.

Avant cet ouvrage, la population s'approvisionnait à partir des cours d'eau secondaires souvent à sec durant la saison chaude ou alors dans des puisards traditionnels.

PENDANT

Le village n'ayant pas la possibilité de dégager des moyens financiers pour participer au projet, il a été décidé qu'ils participeraient directement à travers la main d'œuvre et les matériaux trouvés sur place.

Les travaux de construction ont duré moins d'une année, du fait notamment de la forte mobilisation de la population locale. Ce sont

des services de l'Etat qui se sont chargés de superviser l'ensemble des travaux.

APRÈS 1992

C'est une personne désignée par le chef de village et ses conseillers qui s'occupe de la gestion de l'ouvrage.

Les familles qui utilisent le forage cotisent régulièrement pour constituer un fonds pour les réparations et pour indemniser la personne qui s'occupe de l'entretien.

Si les fonds ne suffisent pas, une cotisation spéciale est mise en place.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

Le forage est bétonné et l'exhaure se fait à l'aide d'une pompe manuelle.

• POPULATION TOUCHÉE :

L'ensemble de la population du village bénéficie de l'ouvrage. Ceci représente 900 personnes, sans compter les utilisateurs saisonniers que sont les nomades de la région.

• COÛT TOTAL DU PROJET:

2 000 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER:

L'Etat est considéré comme un partenaire financier car il a subventionné la réalisation des travaux pour le forage.



Plus de 15 ans après, l'accès à l'eau potable est toujours sécurisé

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

La création d'un comité de pilotage est une bonne chose dans ce type de projet, pour suivre l'évolution du projet mais aussi pour renforcer les liens entre les ressortissants vivants en France et les habitants du village.

LÀ-BAS



IDÉE

Le besoin d'accès à l'eau potable est connu des migrants et exprimé régulièrement par les habitants du village. Cependant, ces derniers ont saisi l'opportunité de la présence de l'entreprise de forage mandatée par l'Etat pour suggérer la réalisation de ce projet.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Le diagnostic des besoins a été réalisé depuis plusieurs années déjà. Les villageois ainsi que les ressortissants étaient d'accord sur la nécessité d'agir sur l'accès à l'eau potable. La décision a été accélérée par la présence d'un projet de l'Etat ayant pour objectif de doter les villages de puits. Ainsi les villageois ont saisi l'occasion de leur présence pour compléter le projet en faisant appel aux migrants.



FINANCEMENT

Le projet a été financé par les migrants ainsi que par l'Etat à travers son prestataire de service qui a appliqué des tarifs subventionnés.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

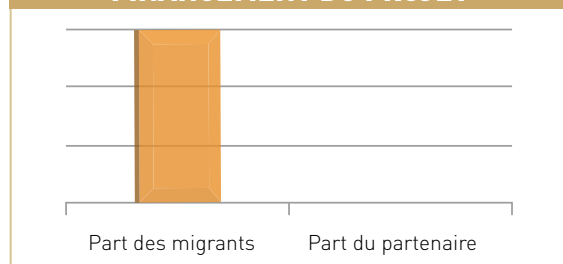
Cette étape clé du cycle de projet a été confiée au prestataire de l'Etat qui est le maître d'ouvrage en concertation avec le conseil du village.



IMPACT ET ÉVALUATION

Les liens établis entre la diaspora et les familles permettent de faire circuler l'information sur l'état de l'ouvrage, son utilité et la gestion qui en est faite. C'est donc de manière individuelle que cette étape se fait au sein de l'association, sans procédure formelle.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **L'AM**, association de Mokhoyafara, siège au foyer Drancy, 35 rue Alsace Lorraine, 93700 Drancy.

Le premier président de l'association s'appelle Diadié Diallo, actuellement retraité. Cette association a été constituée en 1963.

- **Les contacts au Sud** : Harouna Diallo, imam du village





1964



Construction d'une mosquée en banco

à Mokhoyafara

AVANT 1964

L'association des ressortissants de Mokhoyafara a été constituée en 1963. Pour les migrants, la construction d'une mosquée en Banco était une priorité qu'ils avaient identifié alors qu'ils résidaient dans le village. Ils ont chacun contribué à hauteur de 30 000 FCFA pour un fonds spécial dédié à la réalisation de ce projet.

PENDANT

Les migrants ont certes financé l'ensemble du projet mais ils ont laissé le soin aux habitants de Mokhoyafara de choisir les prestataires et de suivre l'avancement des travaux. A cette époque, les moyens de communication avec le village étaient moins développés donc ralentissaient le suivi et c'était aussi une manière de signifier qu'il s'agissait d'un projet collectif.

APRÈS 1964

Par le biais de l'imam, les ressortissants du village sont tenus informés des besoins liés à l'édifice religieux. Ils participent financièrement aux différents travaux de réhabilitation. Ainsi, ils ont décidé en 1991, en concertation avec les habitants du village, de faire construire une nouvelle mosquée plus grande et en ciment.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1964

Auparavant, les habitants du village exerçaient leur culte dans un bâtiment très précaire constitué de paille.

PENDANT

Le choix des prestataires pour la réalisation de l'ouvrage a été réalisé par le village qui a également participé à la construction de la mosquée en Banco en apportant une main d'œuvre bénévole, comme il est d'usage dans ce type de projet à caractère religieux. Les travaux ont ainsi été réalisés en quelques mois seulement.

APRÈS 1964

La population du village peut se réunir dans un endroit décent pour le culte et plus précisément pour la prière du vendredi. Cette prière rassemblait des habitants des villages voisins avant que ceux-ci ne disposent de leur propre édifice religieux. Enfin, les populations nomades sont également bénéficiaires de ce lieu de prière.

• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

Cette mosquée a été construite en Banco, en 1964, à la place de l'ancienne mosquée de paille. Les migrants ont par la suite décidé de construire une grande mosquée en ciment.

• POPULATION TOUCHÉE :

L'ensemble de la population du village soit 900 personnes environ ont pu bénéficier de ce nouveau lieu de

culte. Les populations nomades sont également touchées ponctuellement.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

450 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER :

Les migrants ont financé la totalité du projet à hauteur de 450 000 FCFA.



La construction d'une mosquée en banco à Mokhoyafara, un premier projet d'importance pour les migrants et leur village d'origine

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Nous regrettons de ne pas avoir pu construire une mosquée en ciment dès ce premier projet, faute de fonds suffisants et de partenariats. Ces obstacles ont été surmontés dans un projet ultérieur.

LÀ-BAS



IDÉE

Les migrants réunis en association ont eu l'idée de construire une mosquée de banco dans leur village d'origine. Ils ont identifié ce besoin comme prioritaire lorsqu'ils résidaient encore à Mokhoyafara et après de nombreux retours dans leur village.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

L'idée de l'association de migrants issus de Mokhoyafara a été accueillie très positivement par les villageois. Ce type de projet est symbolique mais aussi très important pour renforcer les liens entre les migrants et les villageois.



FINANCEMENT

Les migrants ont financé le projet dans sa totalité à hauteur de 450 000 FCFA. Les habitants du village ont apporté une main d'œuvre bénévole pour la confection des briques et pour la construction du bâtiment.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

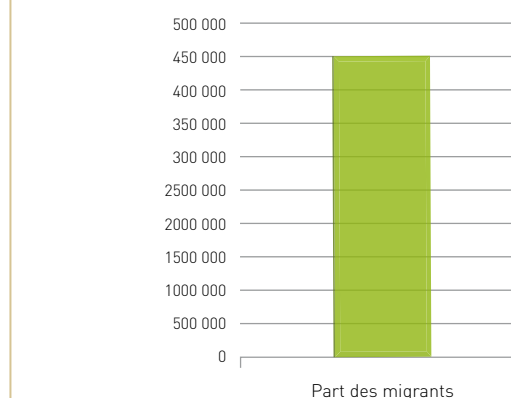
Un habitant du village se charge du suivi technique et informe le chef de village ou l'imam en cas de besoin. Les migrants participent financièrement à des travaux de réhabilitation et d'entretien.



IMPACT ET ÉVALUATION

Les migrants sont par la suite restés attentifs aux besoins des villageois en termes d'exercice du culte. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'ils ont réalisé un nouveau projet en 1991 destiné à remplacer la mosquée de Banco par une grande mosquée de ciment.

FINANCEMENT DU PROJET



Part des migrants

CONTACTS

• **Les contacts au Nord** : Association de Mokhoyafara, siège au Foyer Drancy, 35 Rue Alsace Lorraine, 93700 Drancy.

Représentant de l'association : Diallo Abdoulaye, 06 03 76 86 85 (selon l'enquête mais différent des fiches précédentes sur la même asso).

• **Les contacts au Sud** : Harouna Diallo, Imam du village.



1991



Construction d'une mosquée en ciment

à Mokhoyafara

AVANT 1991

Les vacances passées au pays par les ressortissants du village leur permettent de connaître les souhaits des villageois. Remplacer la mosquée en Banco par un édifice plus durable faisait partie des grandes priorités. L'un de ressortissants, à travers ses différents contacts avec d'autres diasporas, a permis d'identifier un organisme donateur pour la construction de son édifice. Après avoir consulté le village, le projet était lancé.

Pour compléter l'apport du donateur, chaque membre de l'association cotisait l'équivalent de 30€ par trimestre.

PENDANT

Une fois le projet initié, avec l'accord de l'ensemble du village, les travaux ont démarré. L'association des migrants n'avait pas de représentation au village. La gestion de la mise en œuvre du projet a donc été déléguée au conseil de village.

APRÈS 1991

Les allers et retours au pays des membres de l'association des ressortissants du village permettaient de recevoir des nouvelles régulières concernant l'édifice, en plus des nouvelles individuelles reçues par le biais de la famille.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1991

Le village bénéficiait d'une simple mosquée en banco et en paille dans laquelle tous les villageois venaient prier, particulièrement le vendredi. Cependant, chaque année, après la saison des pluies, il fallait rénover l'édifice.

PENDANT

Le village n'ayant pas la possibilité de dégager des moyens financiers pour participer au projet, il a été décidé qu'ils participeraient directement à travers la main d'œuvre et les matériaux trouvés sur place.

Les travaux de construction ont duré moins d'une année et en 1991, les villageois ont pu utiliser leur nouveau lieu de culte.

APRÈS 1991

La gestion de la mosquée est assurée par l'imam. C'est lui qui informe la population des besoins liés à la mosquée.

Une personne est chargée des travaux d'entretien et en informe l'imam ou le chef de village.

Aucune cotisation spécifique n'a été mise en place pour assurer les réparations. En cas de besoin, on fait appel à l'association des ressortissants pour les financer.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

Cette mosquée a été construite en 1991 pour remplacer la vieille mosquée en Banco. Celle-ci est construite en briques de ciment, et présente 1 grande salle de prière ainsi qu'un minaret dédié à l'appel à la prière.

• POPULATION TOUCHÉE :

La communauté musulmane du village, qui représente 99% des habitants, ce qui

correspond à 900 bénéficiaires sans compter les populations nomades.

• COÛT TOTAL DU PROJET:

52 000 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER:

Agence Almuntada Al Islami Mali. Participation à hauteur de 50 000 000 FCFA



La mosquée de Mokhoyafara, un ouvrage d'importance pour le village.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

La création d'un comité de pilotage est une bonne chose dans ce type de projet, pour suivre l'évolution mais aussi pour renforcer les liens entre les ressortissants vivants en France et les habitants du village.

LÀ-BAS



IDÉE

C'est un migrant, aujourd'hui de retour au Mali et en activité au Mali qui a eu l'idée de réaliser ce projet.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

La construction de Mosquées avec de bons matériaux (ciment) est un besoin exprimé par un grand nombre de villageois au Mali. Ce projet répond donc à un besoin identifié au préalable.



FINANCEMENT

La rencontre d'un membre d'un organisme donateur Musulman a été un élément moteur pour le financement de ce projet. Les donateurs ont financé 96%, et les migrants 4%. Les villageois, eux, ont décidé d'apporter une participation en force de travail.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

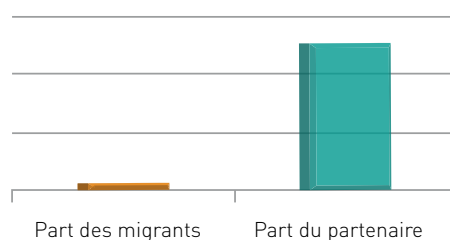
Cette étape clé du cycle de projet a été confiée à une seule et même personne, l'imam.



IMPACT ET ÉVALUATION

Les liens établis entre la diaspora et les familles permettent de faire circuler l'information sur l'état de l'ouvrage, son utilité et la gestion qui en est faite. C'est donc de manière individuelle que cette étape se fait au sein de l'association, sans procédure formelle.

FINANCEMENT DU PROJET



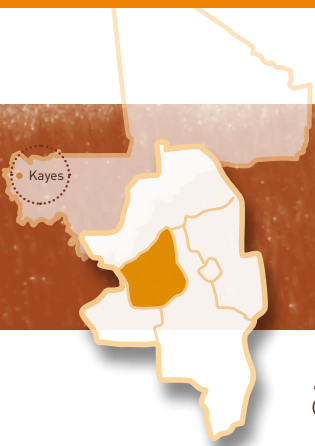
CONTACTS

- **L'AM**, assocation de Mokhoyafara, siège au foyer Drancy, 35 rue Alsace Lorraine, 93700 Drancy.

Le premier président de l'association s'appelle Diadié Diallo, actuellement retraité. Cette association a été constituée en 1963.

Les contacts au Sud : Harouna Diallo , imam du village





1999



Construction d'une école franco-arabe

à Banaya

AVANT 1995

Les ressortissants du village résidant en France se réunissent régulièrement. Parmi les sujets abordés, figurent les problèmes rencontrés par leurs familles au village. Après la construction de la mosquée qui était une réelle priorité, les migrants ont décidé, parmi d'autres actions, de réaliser une école franco-arabe. Cette décision a bien entendu été prise après avoir soumis le projet aux villageois avec, en parallèle, des démarches qui ont été entamées auprès de la Direction Régionale de

l'Education. Pour assumer financièrement le projet, environ 100 personnes ont cotisé pendant 4 ans.

PENDANT

L'association des migrants résidants en France ne s'est pas impliquée directement dans la mise en œuvre des travaux. Ce travail a été délégué à un comité de gestion au village qui supervisait le travail du chef de chantier et de son équipe.

APRÈS 1999

Les migrants participent toujours au bon fonctionnement de cet établissement à travers le salaire des 5 enseignants. En ce qui concerne les réparations, ils sont aussi sollicités ponctuellement pour apporter le financement nécessaire.

L'association en France s'est aussi fixée pour objectif d'apporter quelques améliorations : construire des latrines, un logement pour les enseignants ainsi qu'une clôture. Dernièrement (été 2010), une cotisation spéciale (200€/pers) a été instaurée.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1995

Les parents désireux de scolariser leurs enfants dans des structures franco-arabes n'avaient pas cette possibilité dans le village. Les enfants étaient alors confiés aux marabouts qui dispensaient leur enseignement gratuitement. Seulement, cet enseignement n'était pas assez complet pour permettre aux enfants désireux de le faire de rejoindre le système scolaire classique, en Arabe ou Français.

PENDANT

Le village à travers ses instances dirigeantes s'est chargé du recrutement du « maçon » chef de chantier pour la réalisation des travaux. Un comité de gestion a aussi été désigné par le village pour superviser son travail. Une attention particulière a été portée sur le respect des normes du ministère de l'éducation nationale concernant les établissements scolaires.

Le village n'ayant pas pu dégager des moyens financiers pour ce projet, la population a été impliquée à travers sa force de

travail ainsi qu'en fournissant les matériaux (sable, eau...) présents au village nécessaires à la construction de l'établissement.

APRÈS 1999

L'établissement est sous la responsabilité officielle de la commune. Un comité de gestion a été désigné. Il est composé de 10 membres et parmi ces membres, on compte des représentants de l'Association des Parents d'Elèves. Ce comité est chargé de la gestion des affaires courantes de l'établissement.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

L'école a été construite en ciment, avec des classes bien abritées du vent, du soleil et de la poussière ce qui permet de fournir un cadre d'apprentissage plus confortable pour les élèves.

• POPULATION TOUCHÉE :

Tous les enfants du village sont concernés ainsi que ceux des villages

environnants qui ne possèdent pas de tels établissements. Pour l'instant, l'école comporte 6 classes différentes.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

40 800 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER :

Aucun partenariat financier n'a été constitué.



4 ans de mobilisation pour l'amélioration des infrastructures scolaires du village

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Le projet est né au sein de l'association des ressortissants du village vivants en France. Ce sont eux qui ont pris la décision de financer un tel projet, sachant que le besoin était clairement identifié au niveau de leur village.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les liens individuels entretenus entre les migrants et le village leur permettent de connaître les besoins et attentes des familles au village. Le complément de concertation se fait aussi à travers les chefs de village en France et au Mali. Plus largement, les infrastructures scolaires de la zone sont largement insuffisantes au regard du nombre d'enfants concernés et c'est pour cela que le projet a été validé par la Direction Régionale de l'Enseignement



FINANCEMENT

Les migrants ont pris la décision de financer le projet avant de le soumettre, et d'assumer la totalité des coûts. Cependant, les villageois participent de manière indirecte à travers la main d'œuvre mise à disposition pour les travaux.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

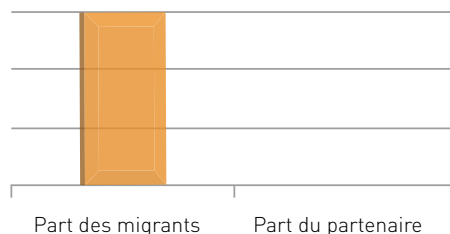
Un comité de gestion a été désigné par le village pour superviser le travail réalisé par le chef de chantier et son équipe.



IMPACT ET ÉVALUATION

Un lien permanent est maintenu entre l'école et les migrants. Le comité de gestion est chargé de rendre compte au conseil de village dont le chef est en contact direct avec le chef de village en France.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association des ressortissants de Banaya en France (Monsieur Touré Dioké représente l'association villageoise) 16 Boulevard Gouvion Saint-cyr 75017 Paris
- **Les contacts au Sud** : Couta, Amar savané, Directeur d'école

2008

Construction d'une école fondamentale



à Banaya

AVANT 2007

Les migrants résidents en France ont appris que certains villageois proposeraient de construire une école fondamentale d'enseignement en français. L'idée a mûri au sein de l'association et a fait l'objet de nombreuses rencontres, débats en France et au village. Par la suite, une fois que le projet a été accepté par tous, les migrants étaient très impliqués dans la phase de montage, pour leur apport financier et pour la recherche de partenaires financiers supplémentaires.

PENDANT

Après avoir monté et fait valider le projet par l'ensemble des partenaires, les migrants n'ont pas jugé important de s'impliquer dans la phase de mise en œuvre. La responsabilité a été confiée aux acteurs du village, dans un esprit collégial.

APRÈS 2008

Les migrants sont concernés par la suite de ce projet car leurs enfants au village bénéficient de l'enseignement de cette école. Quant à la gestion de l'établissement, les migrants ne sont sollicités que sur la partie financière pour assurer le maintien en bon état du bâtiment.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 2007

Depuis 2001, le maire de la commune (ancien migrant) avait dans l'idée un projet de construction d'une école pour proposer un enseignement en français aux enfants du village. Cette idée, bien que correspondant aux politiques de développement du secteur de l'éducation au Mali, n'a pas fait l'unanimité auprès de toutes les couches sociales du village (notamment chez les

anciens). Certaines personnes refusaient un tel établissement, préférant envoyer les enfants à l'école coranique de Koniakary.

PENDANT

Une fois l'ensemble du village d'accord sur ce projet, un chef de chantier a été recruté par le village et les travaux ont démarré, sous la supervision de la commune, responsable de la mise en œuvre du projet.

APRÈS 2008

Un comité de gestion a été désigné par le village pour gérer l'école fondamentale. Ce comité travaille en étroite collaboration avec la commune, les autorités villageoises ainsi que l'Association des Parents d'Élèves. Le salaire des enseignants, lui, est entièrement pris en charge par la commune.

• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

L'école est construite en matériaux solides qui permettent de résister aux effets de la saison des pluies et du vent.

• **POPULATION TOUCHÉE :** Tous les enfants du village de Banaya peuvent potentiellement bénéficier de l'enseignement de cette école. On peut même ajouter les enfants des villages voisins ne possédant pas de tel établissement, dans la limite

des places disponibles pour ne pas surcharger les classes.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
20 825 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
le financement a été assuré par trois catégories d'acteurs :
La commune : 11 000 000 FCFA
Les migrants : 5 895 000 FCFA
Label Paris Co-Développement Sud : 3 930 000 FCFA





La construction de l'école fondamentale de Banaya, un exemple de réussite d'un projet mené en concertation entre ici et là-bas.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Tout d'abord, pour un tel projet, il est important de réunir la totalité de l'argent nécessaire à la réalisation avant de démarrer. Le deuxième point concerne les écoles spécifiquement, où il est conseillé d'inclure les clôtures ainsi que la construction des logements des enseignants dans le dimensionnement du projet.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée est née chez certains acteurs de la commune de Maréna, dont le maire de l'époque. Cette idée était aussi partagée par un certain nombre de migrants et de villageois.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Cette étape fut assez longue et laborieuse car une partie de la population n'était pas favorable à ce projet. Il a donc fallu organiser nombre de réunions, de discussions, d'argumentations pour pouvoir récolter une adhésion massive à ce projet.



FINANCEMENT

Ce projet a bénéficié de cofinancements : les migrants, la commune ainsi que Label Paris Co-développement Sud. Les migrants se sont chargés de présenter le dossier à la mairie de Paris qui en a reconnu la qualité et a accepté d'apporter une participation financière, conditionnée à la participation de la commune.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

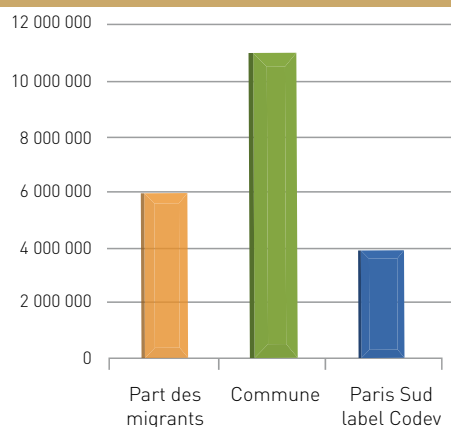
La gestion de la mise en œuvre c'est faite par un comité de gestion désigné par le village, et sous la responsabilité de la Commune. Par la suite, l'Association des Parents d'Elèves sera aussi impliquée dans la vie de l'établissement.



IMPACT ET ÉVALUATION

Les effets de ce projet sont encore mesurables aujourd'hui car les enfants de la zone continuent à bénéficier de cet apport. De plus, la gestion est assurée par des instances participatives ce qui renforce leur pérennité.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association des ressortissants de Banaya en France (Monsieur Touré Dioké qui représente l'association villageoise) 16 Boulevard Gouvion Saint-cyr 75017 Paris
- **Les contacts au Sud** : Couta, Amar savané, Directeur d'école



1974



Construction d'une mosquée en ciment

de Banaya

AVANT 1972

Les ressortissants se réunissaient régulièrement pour déterminer les priorités d'action dans le village. Il était clair, à l'époque, que la construction d'un édifice religieux pour les habitants faisait partie des priorités. Ils ont ainsi décidé d'unir leurs efforts pour offrir au village une belle mosquée.

PENDANT

Les migrants n'ont pas été impliqués directement dans les étapes de mise en œuvre. Ils étaient tenus au courant à travers leurs chefs de villages qui communiquaient régulièrement.

APRÈS 1974

La mosquée appartient au village. S'il existe des problèmes au niveau du bâtiment, les migrants sont mis à contribution pour les réparations à travers leur chef de village. Aujourd'hui, la mosquée existe et sert toujours de lieu de prière.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1972

Au village, avant la réalisation de ce projet, il existait une mosquée construite en banco. Les villageois ont très bien accueilli le projet des migrants.

PENDANT

Le conseil de village ainsi que l'imam se sont chargés de mettre en œuvre le projet. Ils ont embauché un maçon qui exerçait dans la ville de Kayes. Le village a aussi décidé d'apporter sa participation à travers la mise à disposition de main d'œuvre bénévole pour appuyer les travaux du chantier.

APRÈS 1974

La gestion de la mosquée a été transmise au frère de l'imam, comme cela peut se faire traditionnellement. C'est lui qui gère l'intendance de la mosquée et qui s'occupe de transmettre les informations au chef de village lorsqu'il y a besoin de réparations. Cependant, il faut noter que tout le monde est conscient que la mosquée appartient à tout le village.



• **DESRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :** la mosquée a été construite en ciment, avec une grande salle de prière pouvant accueillir tous les villageois ainsi qu'un minaret pour l'appel à la prière.

• **POPULATION TOUCHÉE :** Tous les habitants du village sont concernés. Cette mosquée peut aussi être utilisée

par les villages voisins ne bénéficiant pas d'un tel édifice.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :** 21 000 000 FCFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :** Aucun partenariat financier n'a été noué, les migrants ont assumé la totalité des coûts financiers de ce projet.



Un projet de construction de mosquée qui répondait clairement aux désirs des villageois.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée du projet est née au sein de l'association des ressortissants. Il faut savoir que cette idée était assez répandue dans la communauté malienne résidant en France et principalement chez les ressortissants de la région de Kayes.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Il n'a pas fallu énormément de concertation pour identifier le fait que ce projet répondait à un besoin réellement exprimé par les villageois.



FINANCEMENT

Le financement a été apporté par les cotisations des migrants résidents en France. Afin d'équilibrer les participations et par manque de moyens financiers, les villageois ont décidé d'apporter leur participation à travers la main d'œuvre bénévole.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

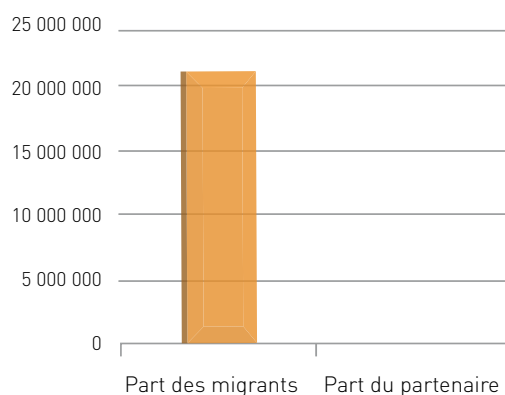
La mise en œuvre a été déléguée au conseil de village ainsi qu'à l'imam. Ceux-ci ont recruté un maçon et on suivi ces travaux.



IMPACT ET ÉVALUATION

Pour un village, il est important de posséder un lieu de culte correct permettant d'abriter tous les fidèles. La satisfaction des villageois est grande et la mosquée est très fréquentée.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Association des ressortissants de Banaya en France (Monsieur Touré Dioké qui représente l'association villageoise) 16 Boulevard Gouvion Saint-cyr 75017 Paris
- **Les contacts au Sud :**



1998



Construction d'une école fondamentale

à Niamiga

AVANT 1995

Les migrants issus du village de Niamiga, constitués en association, attachent une grande importance à l'éducation comme moyen de développement et avaient souhaité depuis 1963 faire construire à Niamiga une école fondamentale. Des positions différentes au sein de l'association puis la sécheresse de 1973 ont retardé la mise en œuvre du projet. Quelques années plus tard, en 1995, sous l'impulsion de membres très actifs de l'association, ce projet a finalement vu le jour.

Il s'agit donc d'une volonté constante parmi les migrants d'améliorer l'accès à l'éducation pour les jeunes de leur village d'origine.

PENDANT

Les migrants ont assuré le financement du projet dont la mise en œuvre a été déléguée aux habitants du village constitués en comité de suivi.

APRÈS 1998

Les migrants sont restés à l'écoute des besoins liés à l'éducation dans leur village d'origine. Ils ont mis en place

une caisse dont les fonds sont destinés spécifiquement aux éventuels besoins de réhabilitation ou d'entretien des infrastructures scolaires. Par ailleurs, l'association de migrants a mis en place en 2000 un nouveau projet de construction de salles dédiées à l'enseignement de deuxième cycle à Niamiga. Concernant la rémunération des instituteurs, les migrants ont d'abord pris en charge la totalité des salaires avant de déléguer peu à peu cette rémunération à la commune. Aujourd'hui, seul un enseignant est encore payé par l'association des migrants.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 1995

Il existait déjà une école à Niamiga mais celle-ci était en paille et ne pouvait accueillir que 84 élèves, soit une très faible part de la population (1425 habitants) du village. L'accès à l'éducation fondamentale était donc très inégalitaire parmi les jeunes.

PENDANT

La mise en œuvre du projet a été confiée entièrement à la population du village constituée en un comité de suivi. Ce comité réunit le chef du village, son conseiller, l'imam et l'association des parents d'élèves. C'est lui qui a désigné les prestataires chargés des travaux.

APRÈS 1998

L'association des parents d'élèves est spécifiquement chargée du suivi technique de l'établissement scolaire avec les enseignants. Le comité de gestion relaie les préoccupations techniques aux migrants qui financent des travaux de réhabilitation. La commune prend en charge les salaires de tous les enseignants de premier cycle à l'exception de l'un d'entre eux.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

Trois salles de classe en dur dédiées à l'enseignement de premier cycle ont été construites à Niamiga.

• **POPULATION TOUCHÉE :** L'ensemble des jeunes de Niamiga, un village de 1425 habitants, sont bénéficiaires de ce projet.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
28 140 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER :

Les migrants ont apporté la plus grande partie des fonds alloués au projet soit 23 640 000 répartis entre les migrants résidents en France et ceux vivant au Congo. L'UNICEF a apporté un cofinancement à hauteur de 4 500 000 FCFA.



La construction de l'école fondamentale de Niamiga, un exemple de réussite d'un projet mené en concertation entre ici et là-bas.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée d'améliorer l'accès des jeunes du village à l'éducation de premier cycle était présente dès la création de l'association des ressortissants de Niamiga mais plusieurs dizaines d'années ont été nécessaires pour concevoir un projet et le mettre en œuvre.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Ce projet a été réalisé en concertation avec les habitants du village. Il répondait en effet à un besoin en matière d'éducation identifié par les migrants suite à des contacts réguliers et soutenus avec leur village d'origine.



FINANCEMENT

L'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, a été mis en relation avec l'association des migrants par la Direction Régionale de l'Éducation de Kayes. Les migrants ont cotisé pendant de nombreuses années à hauteur de 50 FF par mois et par personne. Ils ont ainsi réunis le montant nécessaire au projet. Cet apport a été complété par l'UNICEF dont la contribution s'élève à 4 500 000 FCFA et par la main d'œuvre bénévole des habitants du village.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

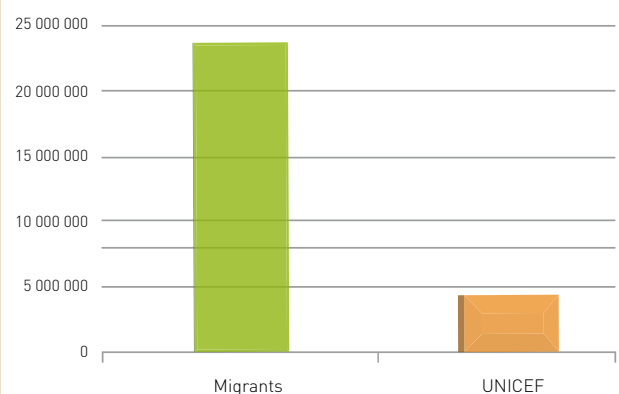
C'est l'association des parents d'élèves et les enseignants qui se chargent de du suivi du fonctionnement de l'établissement. Le comité de gestion informe quant à lui les migrants en cas de problème technique ou de besoin lié à l'éducation dans le village pour ce qui est du financement.



IMPACT ET ÉVALUATION

Grâce à ce projet éducatif, tous les enfants ont désormais accès à un enseignement scolaire fondamental.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

• **Les contacts au Nord** : L'association Lakhafia des Ressortissants de Niamiga Résidents en France (ALRNRF)
24 rue Roche brune 93 100 Montreuil - Tel : 01 48 51 75 83

• **Les contacts au Sud** : Association villageoise de Niamiga. Président : Kounkou Dambélé.

2009

Construction d'une école de deuxième cycle



à Niamiga

AVANT 2000

Les migrants issus du village de Diataya ont toujours considéré l'éducation comme une priorité pour le développement de leur village d'origine. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'ils ont fait construire en 1995 une école fondamentale de premier cycle. Étant restés à l'écoute des besoins du village en matière d'éducation, ils ont compris la nécessité de construire de nouveaux bâtiments réservés cette fois à l'enseignement de second cycle.

PENDANT

Le financement du projet a été assuré par l'association de migrants mais c'est le village qui a choisi les prestataires et assuré le suivi des travaux. C'est un mode de fonctionnement qui a déjà fait ses preuves auparavant.

APRÈS 2009

Les migrants sont en lien avec le comité de gestion local de l'ouvrage. Ils apportent un soutien financier aux éventuels besoins de réhabilitation ou d'entretien, voire d'équipement des infrastructures scolaires grâce à une caisse spécifique.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2000

La seule école du village a été construite en 1995 par les migrants. Néanmoins, celle-ci ne délivrait qu'un enseignement primaire. Les enfants devaient donc quitter l'école encore jeunes et n'avaient pas accès à un enseignement de deuxième cycle dans leur village.

PENDANT

La population du village s'est fortement associée au projet. Ainsi, ce sont des personnalités locales qui ont réalisé les démarches administratives en vue d'obtenir un permis de construire. Les prestataires des travaux ont été choisis en concertation par le chef du village et l'imam.

APRÈS 2009

Cette école de second cycle a été intégrée dans le comité de gestion déjà existant mis en place pour le premier cycle. Ainsi ce sont les parents d'élèves constitués en APE, le chef du village, son conseiller et l'imam qui gèrent actuellement l'établissement scolaire.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

Trois salles de classe en dur, trois logements pour le directeur et deux enseignants, de nouvelles latrines et un bureau ont été construits à Niamiga.

• **POPULATION TOUCHÉE :** La population jeune du village est bénéficiaire de ce projet.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

36 804 055 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER :

Les migrants ont apporté la totalité du financement.



La construction de l'école de deuxième cycle de Niamiga, un projet qui assure la continuité et la complémentarité avec les actions antérieures de co-développement.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée de renforcer les infrastructures scolaires déjà présentes et de créer trois niveaux supplémentaires du second cycle est venue de l'association des ressortissants de Niamiga vivant en France, à la faveur d'un dialogue avec les institutions sur le sujet.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Grâce aux contacts réguliers entre les migrants et le comité de gestion de l'école fondamentale pré-existant, un diagnostic concerté a permis d'élaborer le projet de construire de nouvelles salles de classe.



FINANCEMENT

Les migrants ont cotisé pendant plusieurs années à hauteur de 50 FF par mois et par personne afin de réunir le montant total destiné à construire trois salles supplémentaires et de nouvelles infrastructures scolaires à Niamiga. L'Etat contribue quant à lui à la rémunération des enseignants du second cycle. Enfin, la participation du village est valorisée à travers de la main-d'œuvre bénévole qui a travaillé à la construction de ces bâtiments.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

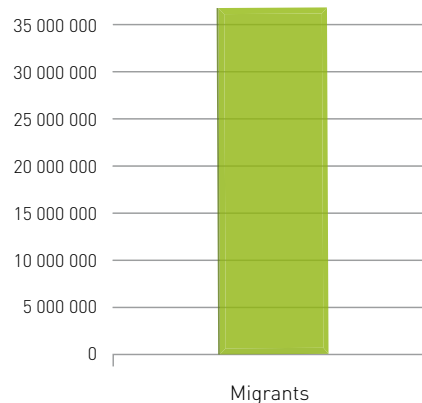
Le suivi de ces nouvelles infrastructures est effectué par le comité de gestion de l'école fondamentale. Ce comité est composé du chef de village, de son conseiller, de l'Imam et de l'APE. Les migrants ont mis en place un fonds spécifique pour le soutien des activités de l'école et d'éventuels travaux de réhabilitation.



IMPACT ET ÉVALUATION

Grâce au renforcement de l'école de Niamiga, les élèves peuvent désormais suivre un enseignement scolaire sur six niveaux. Ce projet a considérablement allongé la durée de scolarisation des enfants du village.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

• **Les contacts au Nord** : L'association Lakhafia des Ressortissants de Niamiga Résidents en France (ALRNRF)
24 rue Roche brune 93 100 Montreuil - Tel : 01 48 51 75 83

• **Les contacts au Sud** : Association villageoise de Niamiga. Président : Kounkou Dambélé.



1986



Creusement d'un puits à grand diamètre

à Niamiga

AVANT 1986

Les migrants originaires de Niamiga rassemblés dans l'Association Lakhafia des Ressortissants de Niamiga Résidents en France (ALRNRF) ont identifié l'accès à l'eau potable comme un besoin prioritaire des habitants de leur village d'origine.

PENDANT

Les migrants ont laissé à l'association villageoise le soin de choisir les prestataires et d'assurer le suivi des travaux.

APRÈS 1986

Une fois ce projet financé, les migrants ont délégué le suivi et l'entretien de l'ouvrage à la population locale.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1986

Avant le creusement de ce puits à grand diamètre, les villageois devaient se rendre au marigot de Kolimbiné distant de plusieurs kilomètres du village pour obtenir de l'eau ce qui rendait les conditions sanitaires difficiles.

PENDANT

Les habitants du village ont accepté le projet proposé par l'association des migrants et ont décidé de sa mise en œuvre. Ils ont ainsi choisi le puisatier qui se chargerait du creusement du puits.

APRÈS 1986

Le suivi technique a été assuré par la population locale mais de manière informelle, sans qu'un comité de suivi ait été institué. Ce puits, faute d'entretien, a été détruit trois ans après son creusement.



• **DESRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Creusement d'un puits à grand diamètre dans le village de Niamiga.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
L'ensemble de la population du village ainsi que les nomades présents temporairement sont bénéficiaires de ce projet.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
1 600 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Les migrants de l'association Lakhafia des Ressortissants de Niamiga Résidents en France (ALRNRF) ont financé dans sa totalité le projet du puits grand diamètre.



Le creusement d'un puits à Niamiga réunit migrants et villageois pour améliorer l'accès à l'eau potable du village.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Les migrants regrettent qu'un comité de suivi n'ait pu être mis en place à l'époque, ce qui aurait permis l'entretien de cet ouvrage et une meilleure collaboration entre leur association et les habitants du village autour du besoin essentiel d'accès à l'eau potable.

LÀ-BAS



IDÉE

Les migrants sont restés à l'écoute des besoins de leur village d'origine par leurs déplacements fréquents à Niamiga et par les contacts qu'ils entretenaient avec les membres de leur famille vivant là-bas. Ils ont ainsi pu identifier le manque d'accès à l'eau potable comme un obstacle important au développement de leur village d'origine.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les habitants du village ont accepté positivement ce projet et y ont participé en choisissant le puisatier responsable et en assurant un suivi des travaux.



FINANCEMENT

Les migrants ont mis en place une cotisation exceptionnelle de 50 FF par personne et par mois afin de financer en totalité le creusement de ce puits dont le coût total s'élevait à 1 600 000 FCFA.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

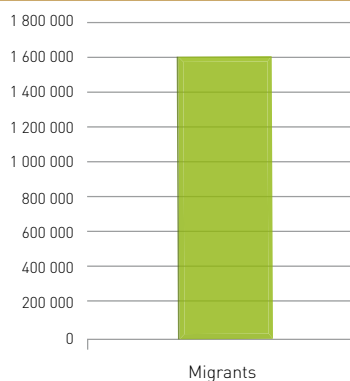
La mise en œuvre du projet a été déléguée aux habitants du village. Le suivi technique de l'ouvrage n'a pas fait l'objet d'un comité spécifique.



IMPACT ET ÉVALUATION

L'ensemble des habitants du village ainsi que les nomades ont bénéficié de ce projet durant trois ans, avant que le puits ne tombe en désuétude, par manque d'entretien.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : L'association Lakhafia des Ressortissants de Niamiga Résidents en France (ALRNRF)
24 rue Roche brune 93 100 Montreuil - Tel : 01 48 51 75 83
- **Les contacts au Sud** :
Association villageoise de Niamiga. Président : Kounkou Dambélé.



1986

Acquisition d'une ambulance pour le centre de santé



à Niamiga

AVANT 1981

Les ressortissants de huit villages, dont celui de Niamiga se sont réunis en France pour former l'association inter-villageoise Labankonjuma. C'est au sein de ce rassemblement que les migrants ont identifié un besoin commun à leurs villages : l'accès aux soins pour les malades. En parallèle du projet de construction d'un

centre de santé commun aux villages, cette association a également voulu doter ce centre d'une ambulance pour faciliter le transport des malades en cas d'urgence.

PENDANT

L'association des migrants a assuré le financement et l'acheminement par bateau de l'ambulance puis sa gestion a

été délégué au personnel du centre de santé.

APRÈS 1986

L'entretien de la voiture a été assuré par le personnel local du centre de santé. Les migrants ne sont plus intervenus financièrement dans les réparations ou l'achat d'une nouvelle ambulance.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1981

Les malades étaient auparavant évacués vers Kayes dans des charrettes tractées par des chevaux ou des ânes. Une fois le centre de santé créé, les efforts d'amélioration des conditions sanitaires se sont orientés vers le transport des malades des différents villages vers Niamiga mais aussi de Niamiga à Kayes.

PENDANT

Une fois que les migrants ont acheminé l'ambulance, c'est le personnel du centre de santé qui s'est chargé de son entretien et des réparations à fournir. Ces opérations ont été financées par les fonds propres du centre de santé.

APRÈS 1986

Depuis 1986, plusieurs autres voitures ont remplacé celle acheminée par les migrants vers Niamiga. L'achat de ces ambulances a été financé par le centre de santé lui-même.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

L'ambulance était un véhicule capable d'assurer l'acheminement des malades au vue de l'état des routes de la zone.

• POPULATION TOUCHÉE :

Les 1425 habitants du village de Niamiga ainsi que la population des villages de Banaya (commune de Maréna) et Dialané, Kabaté, Kouroukoula, Kanama Kounou, Gaméra et Tafacirga (commune de Kabaté) sont bénéficiaires de ce projet.

• COÛT TOTAL DU PROJET : ...

• PARTENARIAT FINANCIER :

L'association Lakhafia des Ressortissants de Niamiga Résidents en France ont contribué à hauteur de 875 000 FCFA pour ce projet. Le reste du montant a été apporté par les autres associations des ressortissants des villages touchés par le centre de santé.



L'acquisition d'une ambulance, une amélioration de plus apportée aux services sanitaires pour les habitants du village.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Une des difficultés de ce projet réunissant plusieurs associations villageoises de migrants a été la prise de décision concertée et efficace. La cotisation de nombreux migrants répartis dans ces différentes associations peut également être un facteur de blocage du projet.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée d'équiper le centre de santé d'une ambulance a émergé des débats entre les différentes associations de migrants de l'association Labankonjuma.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les villageois ont accueilli positivement ce projet qui intervenait en complément de la construction du centre de santé commun aux différents villages.



FINANCEMENT

Une cotisation exceptionnelle a été lancée au sein des différentes associations de migrants, dont celle de Niamiga. Chaque migrant a contribué à hauteur de 35 000 FCFA. L'association Lakhafia des Ressortissants de Niamiga Résidents en France a ainsi réuni 875 000 FCFA qu'elle a apportés au projet.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

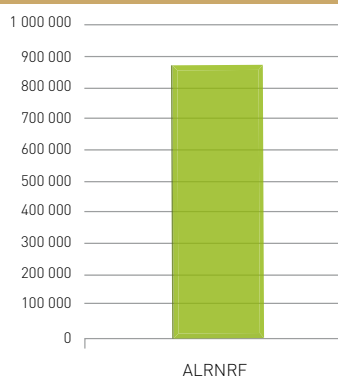
De la conception du projet à sa réalisation, plusieurs années ont été nécessaires à la construction du centre de santé et donc à l'apport d'une ambulance pour ce centre. L'entretien de l'ambulance a été entièrement délégué au personnel local du centre de santé.



IMPACT ET ÉVALUATION

Grâce à cette ambulance il est désormais aisé d'évacuer les malades en danger vers la ville de Kayes et d'assurer le lien entre tous les villages et le centre de santé. Ce transport se fait dans de bonnes conditions et participe au meilleur état de santé des habitants des villages concernés. De plus, le centre de santé est autonome dans sa gestion et peut, grâce à ses fonds propres, assurer lui-même l'achat et l'entretien de nouvelles ambulances. C'est un bon exemple de projet pensé par les migrants et totalement approprié par la population locale.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : L'association Lakhafia des Ressortissants de Niamiga Résidents en France (ALRNRF)
24 rue Roche brune 93 100 Montreuil - Tel : 01 48 51 75 83
- **Les contacts au Sud** :
Association villageoise de Niamiga. Président : Kounkou Dambélé.



1998



Construction d'une grande mosquée en ciment

à Niamiga



AVANT 1998

PENDANT

L'association des migrants a laissé le soin à la population locale de choisir les prestataires et de suivre la mise en œuvre du projet sur place.

APRÈS 1998

Un comité de suivi a été mis en place dans le village de Niamiga. Les migrants n'ont pas de pouvoir de décision dans ce comité mais restent à l'écoute des besoins concernant l'exercice du culte dans leur village d'origine par des contacts réguliers avec les autorités du village par exemple. Ils participent également financièrement à l'entretien et à la réhabilitation de la grande mosquée.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 1998

Un première mosquée construite par un particulier habitant le village servait déjà de lieu de culte pour toute la population. Néanmoins, celle-ci était trop petite. Pour assister à la prière du vendredi qui rassemble un grand nombre de personnes, les villageois devaient se rendre dans des villages voisins. Enfin, la mosquée précédente était construite en Banco, un matériau de construction moins solide que le ciment.

PENDANT

Le chef du village et l'Imam ont choisi en concertation le maçon responsable de la construction de la grande mosquée, lui-même habitant du village. Par la mise à disposition de sa main-d'œuvre bénévole, le village a fortement contribué à la réalisation du projet.

APRÈS 1998

L'ouvrage est désormais géré par un comité de suivi qui rassemble cinq personnes dont le chef du village et son conseiller ainsi que l'Imam. L'entretien et le suivi technique de la mosquée est assuré par une personne du village qui informe le comité en cas de problème technique. Le comité se charge également d'acheter le matériel nécessaire à Kayes, grâce aux fonds envoyés par les migrants.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**

La grande mosquée a été construite en ciment.

• **POPULATION TOUCHÉE :**

L'ensemble de la population du village soit 1425 personnes environ sont bénéficiaires de ce projet.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**

65 000 000 FCFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :**

Les migrants présents en France ainsi qu'au Congo (au nombre de 8) ont financé ce projet en totalité à hauteur de 65 000 000 FCFA.



La mosquée de Niamiga, un exemple de collaboration entre les migrants installés dans différents pays sur un même projet au village.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Les migrants réunis en association ont eu l'idée de construire une mosquée de banco dans leur village d'origine. Ils ont identifié ce besoin comme prioritaire lorsqu'ils résidaient encore à Mokhoyafara et après de nombreux retours dans leur village.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

L'idée de l'association de migrants issus de Mokhoyafara a été accueillie très positivement par les villageois. Ce type de projet est symbolique mais aussi très important pour renforcer les liens entre les migrants et les villageois.



FINANCEMENT

Les migrants présents au Congo et en France (l'ALNRNF) ont cotisé chaque mois à hauteur de 50 FF par personne. En un an ils ont ainsi rassemblés le montant nécessaire au financement total du projet. Les villageois ont apporté une main-d'œuvre bénévole pour la construction de cette mosquée.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

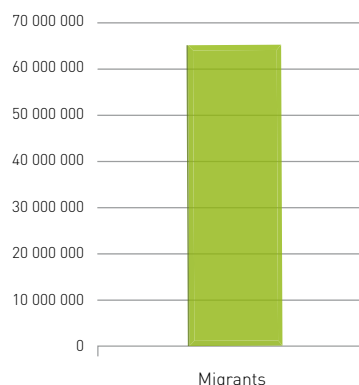
Quelques mois seulement ont été nécessaires pour mettre en œuvre le projet. Les fonds rassemblés par les migrants ont été alloués en mars 1998 au chef du village et à l'Imam qui étaient responsables du suivi des travaux et qui ont choisi le prestataire parmi les habitants du village. Aujourd'hui, ils sont présents dans le comité de gestion de la mosquée qui relaie aux migrants les éventuels problèmes techniques qui pourraient survenir. Ces derniers financent des travaux d'entretien ou de réhabilitation.



IMPACT ET ÉVALUATION

Grâce à ce projet, les habitants de Niamiga soit environ 1425 personnes, peuvent exercer le culte dans des conditions décentes. La mosquée étant plus grande que la précédente, cela permet de rassembler une plus large part de la population lors de la grande prière du vendredi.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : L'association Lakhafia des Ressortissants de Niamiga Résidents en France (ALNRNF)
24 rue Roche brune 93 100 Montreuil - Tel : 01 48 51 75 83
- **Les contacts au Sud** : Association villageoise de Niamiga. Président : Kounkou Dambélé.



1987



Construction d'une grande mosquée en ciment

à Kontela

AVANT 1986

L'association Sinessigui réunit les ressortissants des villages de Kontéla et Alahina depuis 1986. L'un des premiers projets de l'association a été de construire une mosquée en dur dans le village de Kontéla. A travers cette initiative, les migrants souhaitent renforcer les liens qu'ils entretiennent avec leurs territoires d'origine malgré leur expatriation.

Leur objectif est également d'améliorer les conditions d'exercice du culte des villageois

PENDANT

Les travaux de construction ont démarré dès l'allocation des fonds par les migrants et ont duré trois mois. Ils ont été suivis par les autorités du village mais aussi par l'un des membres de l'association de retour à Kontéla pour l'occasion.

APRÈS 1987

Les migrants ont ensuite délégué le suivi de l'ouvrage aux habitants du village. Ils assurent néanmoins un soutien financier aux éventuels travaux de réhabilitation grâce à une caisse spécifique.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 1986

Les villageois disposaient déjà d'une mosquée mais celle-ci était de taille réduite. Si les prières quotidiennes pouvaient y être menées, les habitants devaient toutefois se rendre à Sero pour la grande prière du vendredi qui est un temps fort de rassemblement des habitants d'un même village.

PENDANT

L'initiative des migrants de construire une grande mosquée plus solide a donc été relayée dans le village qui a apporté sa main d'œuvre bénévole à la réalisation du projet et qui a recruté le prestataire.

APRÈS 1987

Actuellement, la mosquée est toujours le principal édifice religieux du village. Il permet aux habitants de plusieurs villages, dont Kontéla, ainsi qu'aux nomades de s'y réunir. La gestion de cet édifice est confiée au chef du village. Si des travaux sont nécessaires, l'Imam peut apporter des fonds issus de dons des villageois (ce système est appelé aumône) et les migrants peuvent apporter un financement ponctuel.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
La mosquée construite est en ciment.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Les habitants du village de Kontéla (912 habitants) mais aussi de Alahina, Mmaniara, Gandega, Bougoutrou et Kouniandji ainsi que les nomades sont touchés par le projet.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
12 000 000 FCFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Les migrants ont assuré la totalité du financement de ce projet.



La construction d'une grande mosquée en ciment dans le village de Kontéla, un symbole fort d'unité entre les migrants ici et les villageois là-bas.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'initiative de ce projet revient aux migrants originaires de Kontéla et Alahina. Ils ont identifié le besoin de remplacer la mosquée déjà existante par un édifice plus grand et en ciment grâce à des contacts réguliers avec leur famille vivant dans le village et grâce à de nombreux allers-retours entre la France et leur village.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

La population a été consultée et surtout associée au projet. Un migrant membre de l'association de retour pour les vacances dans son village d'origine a pu dialoguer avec les habitants sur l'idée de construire une nouvelle mosquée à Kontéla.



FINANCEMENT

Au sein de l'association Sinessigui, chaque personne a contribué à hauteur de 525 000 FCFA afin de réunir les 12 000 000 FCFA nécessaires à la construction de l'édifice. La main-d'œuvre bénévole du village a été indispensable à la réalisation de ce projet.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

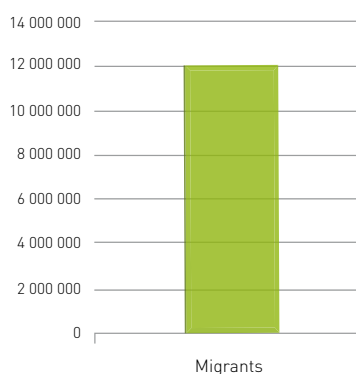
Le suivi de l'ouvrage est assuré essentiellement par le chef du village et l'Imam. Aujourd'hui, les migrants restent attentifs aux éventuels problèmes techniques et ont constitué une caisse spécifique pour financer toute entreprise de réhabilitation qui serait nécessaire.



IMPACT ET ÉVALUATION

Grâce à ce projet, les habitants de nombreux villages voisins, de Kontéla et de Alahina ainsi que les populations nomades peuvent exercer leur culte en toute sérénité. La prière du vendredi peut se dérouler dans cet édifice et permet aux habitants de se rassembler en grand nombre à cette occasion.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

• **Les contacts au Nord** : Association Sinessigui - Foyer Sona Coutra, 93055 Pantin

• **Les contacts au Sud** : Association villageoise d'Alahina et Kontela
M. Biré Konaté, président : 7508 7500



2000



Construction d'une medersa en ciment

à Kontéla

AVANT 2000

L'objectif de l'association Sinessigui réunissant les ressortissants de Kontéla et Alahina est de contribuer au développement de ces deux villages. Le renforcement des infrastructures scolaires est donc considéré par les membres de cette association comme une priorité. Dès 1988, ils formulent l'idée de doter la medersa de

Kontéla de salles de classe en dur. Il a fallu attendre plusieurs années pour que ce projet aboutisse notamment pour réunir les fonds nécessaires.

PENDANT

La réalisation du projet a été confiée aux habitants du village. A Kontéla, un comité a été désigné afin de suivre la réalisation et de coordonner les travaux.

APRÈS 2000

Les migrants restent attentifs aux besoins en matière d'éducation de leurs villages d'origine. Ils ont constitué une caisse destinée à financer d'éventuels travaux de réhabilitation ou un achat important de fournitures scolaires.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2000

La medersa accueillait déjà des élèves. Néanmoins ses locaux étaient insuffisants et les bâtiments étaient en banco et en paille. Les conditions d'enseignement étaient donc très précaires.

PENDANT

Le chef de village a souhaité associer les services de l'Etat à ce projet en effectuant les démarches auprès du chef d'arrondissement pour obtenir un permis de construire. Il a également choisi en collaboration avec les migrants le prestataire responsable des travaux.

APRÈS 2000

L'association des parents d'élèves et le comité de gestion constitué des autorités locales sont désormais chargés d'assurer le suivi technique de l'établissement. Ils informent les migrants des besoins en fournitures scolaires ou en travaux de réhabilitation. La rémunération des enseignants est assurée directement par le village à travers une contribution de chaque famille.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Trois salles de classe ont été construites en ciment pour la medersa du village.

• **POPULATION TOUCHÉE :** L'ensemble de la population jeune du village de Kontéla bénéficie de ce projet.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
7 000 000 FCFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Les migrants ont financé la totalité du projet grâce à des cotisations régulières.



La construction de salles de classe en ciment pour la medersa de Kontéla, l'exemple d'un projet mené en concertation entre ici et là-bas

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Les migrants avaient depuis plusieurs années le projet de renforcer la medersa de Kontéla afin d'améliorer l'accès à l'éducation des jeunes de leur village d'origine et ainsi contribuer à son développement.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Ce projet a fait l'objet d'une concertation entre les migrants et les villageois. Ainsi, les migrants ont d'abord dialogué avec le chef du village afin de connaître le mieux possible les besoins en éducation de Kontéla. Lors de la réalisation de ce projet, ce sont les migrants et les habitants du village qui ont choisi ensemble le prestataire responsable des travaux.



FINANCEMENT

Les migrants ont financé l'ensemble de ce projet grâce à des cotisations régulières de 5FCFA puis 10F par mois et par membre de l'association. Deux années ont été nécessaires pour rassembler les 7 000 000 FCFA mobilisés pour la construction de ces trois salles de classe. Le village a quant à lui contribué en apportant une main-d'œuvre bénévole à la réalisation du projet.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

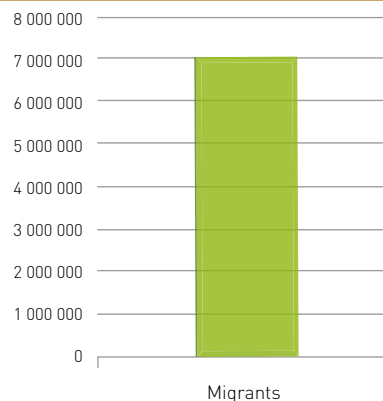
Le suivi de l'établissement est aujourd'hui assuré conjointement par l'association des parents d'élèves et le comité de gestion.



IMPACT ET ÉVALUATION

Grâce à la construction de ces salles de classe en ciment, les jeunes des villages de Kontéla (un village de 912 habitants) peuvent étudier dans de bonnes conditions.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association Sinessigui - Foyer Sona Coutra, 93055 Pantin
- **Les contacts au Sud** : Association villageoise d'Alahina et Kontela
M. Biré Konaté, président : 7508 7500



1994



Creusement d'un puits à grand diamètre

à Kontéla

AVANT 1993

Les migrants originaires de Kontéla et Alahina ont depuis longtemps considéré l'accès à l'eau potable de leur village d'origine comme un objectif prioritaire de leur action. Ainsi, ils avaient déjà réalisé un premier projet hydraulique en 1973. Ce premier puits s'étant effondré, ils ont décidé de participer à un projet inter-villageois de renforcement de l'accès à l'eau potable dans la région. En 1993 les ressortissants des villages de l'arrondissement de Diaboumbera ont formé un réseau inter-villageois appelé

Eramakono (ou Sabouniouma pas compris dans la feuille enquête). Ce réseau cherchait à unir les ressources des différentes associations de migrants autour d'un même projet : l'installation d'infrastructures hydrauliques dans l'arrondissement de Diaboumbera.

PENDANT

Après avoir identifié les besoins de la population locale en eau potable, l'association Sinessigui a participé au sein du réseau inter-villageois à la recherche de partenaires techniques et financiers tels que le GRDR et

Ingénieurs Sans Frontières (ISF). Ce sont ces partenaires qui ont assuré la mise en œuvre du projet d'approvisionnement du village en eau potable, grâce à un apport financier important des associations de migrants.

APRÈS 1994

Les migrants restent attentifs à l'évolution des besoins en eau potable grâce aux nombreux contacts informels qu'ils entretiennent avec leur village d'origine. Ainsi les migrants apportent un soutien financier lorsque des travaux de réparation doivent être entrepris.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1993

Le puits creusé en 1973 dans le village grâce à l'aide des migrants de l'association Sinessigui s'est effondré, compromettant l'accès à l'eau potable pour l'ensemble de la population. Les habitants ont dû s'approvisionner à nouveau au niveau des puisards. Une situation similaire touchait les villages voisins appartenant à l'arrondissement de Diaboumbera. Les villageois

ont dialogué à ce sujet avec les ressortissants de leurs villages et ont ensemble identifié un besoin commun de renforcer, voire de creuser de nouvelles installations d'accès à l'eau potable.

PENDANT

Les villages ont mis en place une association inter-villageoise jumelle du réseau constitué par les associations de migrants. Cette association appelée Eramakono ou Sabouniouma (même question que tout à l'heure) a permis la participation

des populations locales au projet, l'une des conditions posées par les partenaires technique et financier.

APRÈS 1994

Plusieurs puits ont été creusés par l'association Ingénieurs Sans Frontières dans différents villages de l'arrondissement. Le village de Kontéla a été équipé d'un puits dès 1994. Il est toujours fonctionnel et bénéficie aux habitants de Kontéla, Alahina et aux nomades soit environ 1240 personnes.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Fonçage d'un puits à grand diamètre à Kontéla

• **POPULATION TOUCHÉE :**
L'ensemble de la population des villages de Kontéla et Alahina ainsi que les populations nomades, soit environ 1240 personnes, bénéficient désormais d'un accès à l'eau potable.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
20 000 000 CFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
L'association Ingénieurs Sans Frontières (ISF) a apporté son aide financière et technique à ce projet.
Migrants : 5 000 000 FCFA
ISF : 15 000 000 FCFA



Depuis 15 ans, l'accès à l'eau potable est sécurisé à Kontéla.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Ce sont les ressortissants en France qui ont eu l'idée, après plusieurs concertations, de mutualiser leurs efforts et d'avoir des actions avec une portée géographique plus large.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Le diagnostic a donc été commun entre les populations locales et les migrants issus de Kontéla et de l'ensemble de l'arrondissement concerné. L'association Ingénieurs Sans Frontières a également contribué à identifier et préciser les besoins en eau potable du village.



FINANCEMENT

ISF a contribué pour une majeure partie au financement de ce projet en apportant 15 000 000 FCFA. Les associations de migrants réunies dans le réseau inter-villageois ont quant à elle réuni 5 000 000 FCFA. Parmi elles, l'association Sinessigui a contribué à cet apport grâce aux cotisations régulières de ses membres qui s'élevaient à 5FCFA par mois et par personne.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

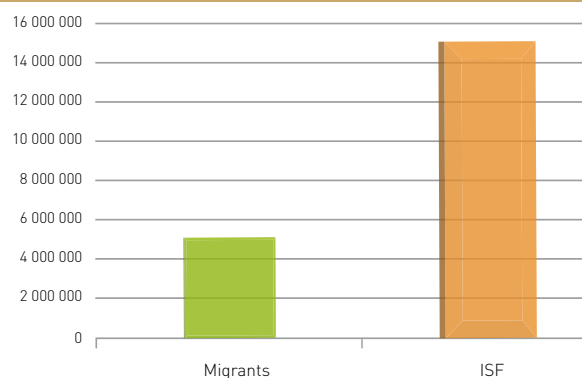
Après la réalisation de ce projet en plusieurs étapes par l'association partenaire ISF, les migrants continuent à assurer un suivi technique et financier de l'ouvrage. Ce suivi reste pour le moment informel et fonctionne par les canaux de communication habituels entre les villages d'origine et les migrants.



IMPACT ET ÉVALUATION

Depuis plus de 15 ans, les habitants des villages de Kontéla et de Alahina ainsi que les nomades consomment l'eau de ce puits. L'accès à l'eau potable est désormais assuré dans ces villages.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association Sinessigui - Foyer Sona Coutra, 93055 Pantin
- **Les contacts au Sud** : Association villageoise d'Alahina et Kontela
M. Biré Konaté, président : 7508 7500



1974



Creusement d'un puits à grand diamètre

à Kontéla

AVANT 1973

L'un des premiers objectifs de l'association Sinessigui qui rassemble les ressortissants des villages de Kontéla et Alahina était d'améliorer l'accès à l'eau potable dans ces deux villages. Ils avaient identifié ce besoin lorsqu'ils y vivaient. C'est pour cette raison qu'ils ont été décidé par les membres de l'association de creuser un puits à Kontéla.

PENDANT

Ce sont les villageois qui ont assuré la réalisation du projet. Les migrants sont intervenus financièrement en réunissant les fonds nécessaires puis ont délégué le suivi et la mise en œuvre du projet.

APRÈS 1974

Grâce à des contacts réguliers avec les habitants de leur village d'origine, les migrants sont restés attentifs à l'évolution de l'ouvrage. Ils ont contribué au financement de travaux d'entretien des installations hydrauliques. Quand ce puits s'est effondré il y a quelques années, l'association Sinessigui a élaboré un projet visant à installer de nouvelles infrastructures hydrauliques.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 1973

Les habitants de Kontéla et Alahina n'avaient aucun accès à l'eau potable. Ils devaient s'approvisionner à des puisards dont la qualité de l'eau est très variable. Le creusement d'un puits était nécessaire à l'approvisionnement en eau potable des villages.

PENDANT

Les villageois ont choisi les puisatiers responsables des travaux de fonçage du puits. Ils ont apporté une main-d'œuvre bénévole indispensable à l'avancement des travaux.

APRÈS 1974

L'entretien et le suivi de l'installation hydraulique s'est fait de manière informelle par les habitants du village de Kontéla et de manière irrégulière.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Creusement d'un puits dans le village de Kontéla.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Les habitants de Kontéla et Alahina ainsi que les populations nomades, soit 1240 personnes, ont été bénéficiaires de ce projet.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
4 000 000 FCFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Les migrants ont financé la totalité du projet grâce à une contribution exceptionnelle.



Les ressortissants installés en France ont, à travers ce projet, répondu à un besoin urgent d'améliorer l'accès à l'eau potable de leur village d'origine.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

L'association regrette qu'à cette époque aucun mécanisme de suivi n'ait été mis en place.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée de creuser un puits revient à l'association Sinessigui dont les membres savaient, grâce à des contacts étroits et réguliers avec les villageois, que les besoins en eau potable du village étaient très importants et urgents.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

La population a été consultée par les migrants et a accueilli positivement leur initiative. Les habitants ont choisi les prestataires responsables de mener les travaux de fonçage du puits et y ont participé bénévolement.



FINANCEMENT

Chaque membre de l'association a contribué de manière exceptionnelle et à hauteur de 200 000 FCFA par personne afin de mener à bien le projet de creusement d'un puits à Kontéla. Ils ont ainsi pu réunir 4 000 000 FCFA.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

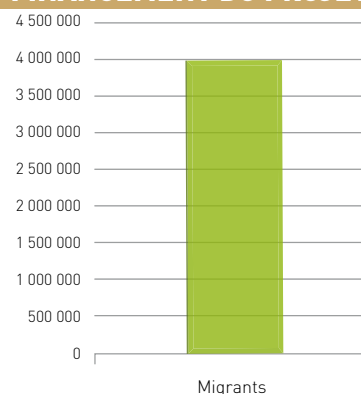
L'installation hydraulique a été entretenue notamment grâce au soutien financier constant des migrants. On faisait appel à eux dès qu'un problème financier survenait.



IMPACT ET ÉVALUATION

Pendant plusieurs dizaines d'années, les habitants de Kontéla, de Alahina et les populations nomades, soit 1240 personnes, ont eu un accès à l'eau potable dans ce village. Ce puits ne fonctionne plus depuis dix ans environ suite à son effondrement. Il a été remplacé par de nouveaux ouvrages dont l'un d'entre eux est issu d'un nouveau projet des migrants mené en 1993.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association Sinessigui - Foyer Sona Coutra, 93055 Pantin
- **Les contacts au Sud** : Association villageoise d'Alahina et Kontela
M. Biré Konaté, président : 7508 7500



1983



Construction d'une mosquée en ciment

à Kouniandji

AVANT 1980

Les ressortissants du village de Kouniandji en France se sont constitués en association dès 1962. Cette association avait d'abord pour objectif de financer les opérations de rapatriement des corps. Mais dans les années 1980, l'AVKF (association villageoise de Kouniandji en France) a élaboré plusieurs projets de développement dans le village de Kouniandji. Le premier de ces projets était celui de la construction d'une

mosquée en ciment. Il témoigne d'une volonté de faire évoluer l'association et de renforcer les liens entre le village d'origine et les migrants.

PENDANT

Un des membres de l'association s'est rendu à Kouniandji en 1983 afin de suivre, avec l'Imam et le chef du village, l'avancée des travaux de construction de la mosquée, totalement financés par l'AVKF. Ces travaux ont duré trois mois et ont été réalisés par un prestataire choisi en

collaboration entre les autorités villageoises et l'association de migrants.

APRÈS 1983

Les migrants ont constitué une caisse spécifique pour l'entretien et les travaux de réhabilitation de la mosquée. Des fonds peuvent donc être alloués sur demande de la population locale. Grâce à ce suivi de l'état du bâtiment par les migrants, l'édifice sert encore aujourd'hui de lieu de culte pour la population locale.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1980

Une mosquée de banco faisait d'abord office de lieu de culte. Sa capacité d'accueil était suffisante pour les cérémonies quotidiennes mais ne permettait pas aux habitants d'y célébrer la prière du vendredi, un moment fort de rassemblement de tout le village. Ils devaient se rendre dans des villages voisins, distants de plusieurs kilomètres. De plus, l'état de l'édifice n'était pas convenable.

PENDANT

Consultés par un membre de l'association AVKF de retour dans son village, la population locale a accueilli positivement l'idée développée par les migrants. Ainsi, elle a contribué par sa main d'œuvre bénévole à la réalisation de l'ouvrage.

APRÈS 1983

La mosquée appartient à tous les villageois qui en assurent l'entretien bénévolement. La gestion de l'ouvrage est assurée par le chef de village en concertation avec l'Imam. Les habitants sont en lien régulièrement avec les migrants de l'association et peuvent dialoguer avec eux au sujet de l'état général du bâtiment.



• **DESRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
La mosquée est construite en ciment.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
La population de Kouniandji, soit 600 habitants, est bénéficiaire de ce projet.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
3 000 000 FCFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Les migrants ont financé la totalité de ce projet.



La construction d'une mosquée en dur à Kouniandji, un symbole fort des liens unissant le village à ses ressortissants expatriés.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

En 1980, les ressortissants du village de Kouniandji réunis en association ont réfléchi à la manière dont ils pourraient améliorer les conditions d'exercice de culte dans leur village d'origine. Ils souhaitent également montrer de manière symbolique que leur attachement au village était toujours important malgré leur expatriation.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Le diagnostic d'une défaillance de la première mosquée à accueillir toute la population dans de bonnes conditions a été effectué en concertation entre le village et les migrants. L'un des membres de l'association rentré au village pour l'occasion a pu être le relais des préoccupations des uns et des autres.



FINANCEMENT

L'ensemble de la somme nécessaire à la construction d'une nouvelle mosquée en ciment a été réuni après six mois de cotisations exceptionnelles. Chaque migrant a contribué à hauteur de 200 FF par personne, ce qui a permis de rassembler 3 000 000 FCFA.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

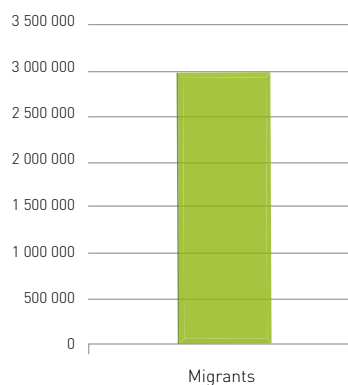
Le chef du village et l'Imam assurent la gestion de la mosquée, même si celle-ci appartient à toute la population. Les migrants restent attentifs à l'évolution des besoins des habitants concernant l'exercice du culte. Par exemple, ils ont mis en place une caisse dont les fonds sont destinés à d'éventuels travaux de réhabilitation.



IMPACT ET ÉVALUATION

Depuis presque trente ans, le village dispose d'une mosquée en bon état. Les habitants peuvent donc se rassembler pour célébrer les cérémonies les plus importantes et exercer le culte dans des conditions décentes.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association villageoise de Kouniandji en France (AVKF)
Foyer AFTAM, 21 Allée des Peupliers, 93270 SEVRAN
Président : Ali Kaou Diallo
- **Les contacts au Sud** :



Installation d'une pompe éolienne

1988



à Kouniandji

AVANT 1981

L'association villageoise de Kouniandji en France (AVKF) a identifié le besoin en eau potable comme étant prioritaire pour son village d'origine. Alors que quatre puits venaient d'être creusés en 1981 par l'Etat malien en partenariat avec une ONG italienne, les migrants ont choisi de munir l'un de ces puits d'une pompe éolienne. Lors de ses vacances dans son village d'origine, l'un des ressortissants a pu faire un devis et une étude sur l'opportunité d'un tel projet. L'association réunie en

assemblée générale a modifié ce projet mais a décidé de l'entériner et de le mettre en œuvre. Quatre ans ont néanmoins été nécessaires pour lever les fonds au sein de l'association.

PENDANT

La mise en œuvre du projet a été déléguée par les migrants à un comité de suivi des travaux constitué d'habitants du village. Les migrants ont toutefois formé deux personnes sur place afin qu'elles soient en mesure de réparer la pompe en cas de problème technique.

APRÈS 1988

Les migrants sont restés attentifs à l'état de fonctionnement de la pompe éolienne. Ils ont constitué une caisse spécifique destinée à financer d'éventuelles réparations. Bien que la pompe ne soit plus utilisée aujourd'hui, ils consacrent cette caisse à l'entretien des pompes manuelles présentes sur les trois autres puits du village, ce qui contribue à assurer l'approvisionnement en eau potable du village, conformément à leur souhait.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1981

Les habitants du village de Kouniandji n'avaient qu'un accès réduit à l'eau potable puisqu'ils devaient se rendre dans les villages voisins distants de 5km pour y puiser de l'eau. Les trois puits réalisés par l'Etat et une ONG italienne ont donc été essentiels pour améliorer les conditions de vie des villageois. Néanmoins, des pompes sont également indispensables pour que ces puits soient utilisables.

PENDANT

Les villageois ont donc accepté le projet d'une pompe éolienne de manière très positive. Consultés par un migrant en voyage dans son village d'origine, ils ont pu réagir à ce projet. Le chef du village, son conseiller et l'imam ont supervisé l'avancement des travaux réalisés par un technicien local. Les bénéficiaires de ce projet, soucieux d'apporter leur contribution, l'ont fait à travers la main d'œuvre bénévole mise à disposition pour les travaux.

APRÈS 1988

Un comité de gestion a été mis en place une fois la pompe éolienne installée. Réunissant le chef du village, son conseiller et l'imam, il est le relai entre les deux personnes formées aux techniques de réparation de l'ouvrage et les migrants qui peuvent apporter un soutien financier à ces réparations.



• **DESRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :** Installation d'une pompe éolienne sur l'un des quatre puits alimentant en eau potable le village de Kouniandji.

• **POPULATION TOUCHÉE :** La population de Kouniandji soit 600 habitants ainsi que celle des villages voisins (Alahina, Madina et Gourel Bokki) sont bénéficiaires de ce projet.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :** 6 200 000 FCFA

PARTENARIAT FINANCIER : Les migrants ont financé la totalité de ce projet.



L'installation d'une pompe éolienne dans le village de Kouniandji, un projet issu du diagnostic poussé des migrants sur les besoins de leur village d'origine.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Les migrants originaires de Kouniandji étaient préoccupés par l'accès à l'eau potable de leur village d'origine. Ils ont considéré le creusement des quatre puits comme une opportunité de se greffer à se projet en installant une pompe éolienne.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Ce projet a été réfléchi en concertation avec le village d'origine puisqu'un des membres de l'association s'y est rendu afin de réaliser un devis avec un prestataire local et pour consulter la population locale sur leur intérêt vis-à-vis du projet.



FINANCEMENT

Les 6 200 000 FCFA nécessaires au financement de ce projet ont été réunis sur quatre ans par les migrants grâce à des cotisations de 10FF par mois et par personne auxquelles se sont ajoutées des contributions exceptionnelles de 200FF par mois et par personne.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

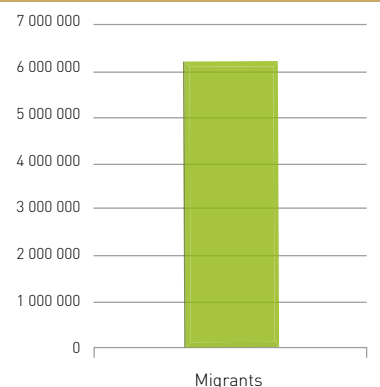
Le suivi du projet est effectué en partenariat entre l'association de migrants et le comité de gestion situé dans le village. Les migrants ont délégué le suivi technique à des référents formés pour réparer la pompe dans le village. Ils assurent néanmoins le financement de ces opérations.



IMPACT ET ÉVALUATION

Durant deux ans, la pompe éolienne a permis aux 600 habitants du village ainsi qu'aux habitants des villages voisins de Alahina, Madina et Gourel Bokki de puiser l'eau potable. Suite à de nombreux problèmes techniques, la pompe éolienne n'a plus été utilisée, mais a été remplacée par les pompes manuelles des trois autres puits.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Association villageoise de Kouniandji en France (AVKF)
Foyer AFTAM, 21 Allée des Peupliers, 93270 SEVRAN
Président : Ali Kaou Diallo
- **Les contacts au Sud :**

2009

Construction de trois salles pour l'école coranique



à Kouniandji

AVANT 2008

L'association des ressortissants de Kouniandji en France considère l'éducation des jeunes de leur village d'origine comme un objectif prioritaire de leur action. Après avoir mené des projets de renforcement des lieux de culte et d'amélioration de l'installation hydraulique dans ce village, les migrants ont souhaité effectuer un diagnostic des besoins en éducation de Kouniandji. Ils ont d'abord participé à la rémunération de l'enseignant de l'école coranique

pendant de nombreuses années. Après consultation de leurs proches vivant là-bas et grâce à de fréquents retours dans le village, ils ont ensuite décidé de doter l'école coranique de trois salles de classe en banco.

PENDANT

Les migrants ont choisi de déléguer la gestion des travaux aux autorités locales qui sont sur place. Ils suivent néanmoins régulièrement l'avancée des travaux dont ils assurent le financement.

APRÈS 2009

Les activités de l'association des villageois de Kouniandji en France (AVKF) mènent plusieurs projets de front en ce moment. Trois tranches du montant total alloué à la construction des salles scolaires ont déjà été versées mais cela n'a pas été suffisant pour finaliser le projet. Les migrants cotisent actuellement par le biais de contributions régulières afin de réunir la somme nécessaire pour achever les travaux.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2008

Depuis 1989, les jeunes de Kouniandji pouvaient bénéficier d'un enseignement religieux mais aussi généraliste et fondamental à l'école coranique du village. Le bâtiment de l'école était un hangar en paille qu'il fallait reconstruire régulièrement et qui n'assurait pas de bonnes conditions d'étude pour les élèves.

PENDANT

Après des rencontres et des contacts réguliers entre les migrants et la population locale, le projet de construire trois salles de classe en banco a été entériné. Les habitants du village ont souhaité participer à la réalisation de ce projet d'une part en choisissant eux-mêmes le prestataire du projet et d'autre part en apportant bénévolement une main d'œuvre essentielle à la réalisation du projet.

Le chef du village, ses conseillers ainsi que l'Imam ont été chargés par les migrants d'assurer le suivi général des travaux.

APRÈS 2009

Le projet est actuellement en cours. Ainsi, les élèves pourront bientôt étudier dans des salles de banco, un matériau plus solide que la paille. Les trois classes auront enfin une plus grande capacité d'accueil ce qui permettra à plus de jeunes du village d'avoir accès à l'éducation coranique.



• **DESSCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :** L'école coranique est dotée de trois salles de classe en banco.

• **POPULATION TOUCHÉE :** L'ensemble de la population jeune de Kouniandji (600 habitants au total) bénéficie de ce projet.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :** 8 000 000 FCFA ont déjà été versés par les migrants. Cette somme sera bientôt complétée par une nouvelle tranche de versement.

• **PARTENARIAT FINANCIER :** Les migrants ont financé la totalité de ce projet.



La construction de trois salles de classe à Kouniandji, un projet en cours qui illustre les efforts de concertation entre le village et les migrants sur le thème de l'éducation.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Les migrants ont maintenant quelques années de recul sur cette expérience bien que le projet soit toujours en cours. Selon eux, il est préférable de se concentrer sur un seul projet et de le mener à son terme avant d'en débiter un autre.

LÀ-BAS



IDÉE

L'association AVKF contribuait déjà à rémunérer l'enseignant de l'école coranique. Après plusieurs contacts et voyages dans leur village d'origine, les migrants ont décidé d'aller plus loin dans le soutien à l'éducation en construisant trois salles de classe en banco pouvant accueillir les élèves.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Ce besoin a été identifié après de nombreuses rencontres entre les membres de l'association eux-mêmes et entre ces membres et les habitants du village. Le chef du village, ses conseillers et l'Imam sont les principaux interlocuteurs des migrants et permettent d'organiser cette concertation.



FINANCEMENT

8 000 000 FCFA ont pour le moment été versés pour la réalisation de ce projet au prestataire chargé de construire les salles de classe. Cette somme a été réunie après plusieurs années de cotisations régulières à hauteur de 80€ par migrant et par an.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

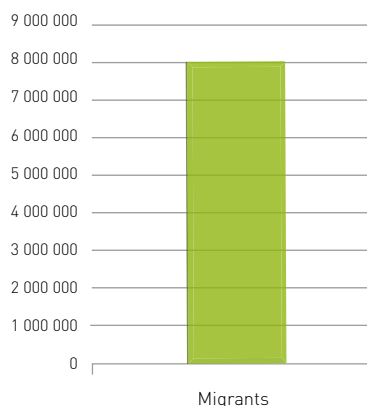
Les travaux ont été gérés par les autorités locales et réalisés par un prestataire local.



IMPACT ET ÉVALUATION

Le projet est en cours mais les travaux de construction ont dû être interrompus temporairement. En effet, les migrants mènent plusieurs projets tels que celui de mise en place d'une coopérative agricole. Ils ne peuvent donc assurer la réalisation de ces salles de classe de manière aussi rapide qu'ils l'avaient prévu. Néanmoins, les élèves de Kouniandji pourront bientôt étudier dans de meilleures conditions. La capacité d'accueil renforcée de l'école permettra d'accroître le niveau scolaire des jeunes du village.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association villageoise de Kouniandji en France (AVKF)
Foyer AFTAM, 21 Allée des Peupliers, 93270 SEVRAN - Président : Ali Kaou Diallo
- **Les contacts au Sud** :



1999



Construction d'une mosquée en banco

de Diataya

AVANT 1999

L'association Sininissigui regroupant les ressortissants d'Alahina et Kontéla résidents en France souhaitait mobiliser ses membres pour aider les habitants du village. Ils ont alors pensé à construire une mosquée en banco et ont soumis l'idée aux villageois. La mosquée joue en effet un rôle central dans la vie sociale du village, c'est là où tous les habitants se regroupent.

PENDANT

Les migrants ne se sont pas impliqués directement dans la phase de mise en œuvre. La responsabilité a été confiée aux habitants du village. En déléguant les tâches, les migrants responsabilisent ainsi les villageois.

APRÈS 2000

Les migrants interviennent lorsque des réparations importantes sont à faire pour préserver la mosquée.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 1999

Il existait bien un lieu de prière auparavant. Mais c'était un hangar en bois qui ne pouvait servir que pour les prières quotidiennes. Pour la prière du vendredi, les habitants devaient se rendre dans le village voisin de Madina-Couta.

PENDANT

C'est le village qui a souhaité se charger de la mise en œuvre du projet. Les habitants ont sélectionné eux-mêmes le puisatier après plusieurs entretiens.

APRÈS 12000

La mosquée appartient à tout le monde. Cependant la gestion est confiée à l'imam en collaboration avec le chef du village. Des membres de la communauté s'occupent volontairement de l'entretien. Les villageois après la réussite de ce projet souhaitent construire maintenant une mosquée en ciment mais ils n'ont pas les financements nécessaires.

• **DESRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Construction d'une mosquée en banco dans le village d'Alahina.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Toute la population musulmane du village d'Alahina et du village de Kontéla

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
1 200 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Le financement a été assuré intégralement par les migrants par le biais de cotisations régulières.



La mosquée, une nouvelle marque de renforcement des liens entre les migrants et les villageois au Mali.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée du projet est née au sein de l'association des ressortissants du village en France. Les migrants voulaient aider les habitants du village.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les migrants ont proposé le projet aux villageois qui l'ont tout de suite accueilli positivement. La décision finale de construire une mosquée en banco a été prise conjointement.



FINANCEMENT

Les migrants ont financé entièrement la mosquée en banco par le biais de cotisations mensuelles. Les villageois ont aidé en apportant la main d'œuvre.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

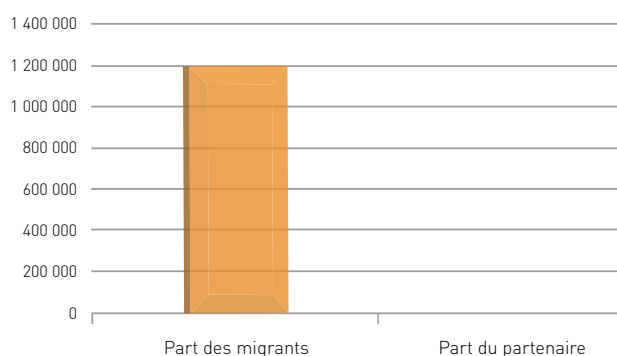
Cet ouvrage est géré par l'Iman et le chef de village. L'entretien est assuré volontairement par quelques villageois tandis que les réparations sont payées par les migrants.



IMPACT ET ÉVALUATION

La mosquée est une marque de lien fort entre les migrants et les habitants de leur village d'origine. Tous les habitants sont satisfaits de l'ouvrage qui est maintenant un lieu très important pour le village. Ils aimeraient maintenant pouvoir construire une mosquée en dur afin d'assurer sa pérennité.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association Sinessigui
Foyer Sona Coutra, 93055 Pantin
- **Les contacts au Sud** : Association villageoise d'Alahina et Kontela
M. Biré Konaté, président : 7508 7500



1998



Fonçage d'un puits

à Alahina

AVANT 1998

Les migrants résidents en France savaient que le village d'Alahina manquait d'eau car ils avaient eux-mêmes souffert de cette situation auparavant. Après avoir établi les besoins des habitants, ils les ont consultés et leur ont proposé de construire rapidement un puits.

PENDANT

A l'époque, il était difficile de communiquer avec le village. C'est pourquoi les migrants ont choisi de ne pas s'impliquer directement dans la mise en œuvre et ont délégué la tâche à la population du village.

APRÈS 1999

Les migrants ne sont impliqués aujourd'hui qu'à travers les différentes sollicitations venant du village pour pallier aux manques de moyens pour assurer les réparations.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1998

Il y avait un manque d'eau considérable dans le village d'Alahina. La population devait s'approvisionner à partir de puisards dont l'eau était de mauvaise qualité et provoquait de nombreuses maladies.

PENDANT

C'est le village qui a souhaité se charger de la mise en œuvre du projet. Les habitants ont sélectionné eux-mêmes le puisatier après plusieurs entretiens.

APRÈS 1999

Toute la population du village est concernée par l'entretien du puits. Malheureusement il n'y a pas de caisse prévue pour aider à payer les réparations et la population connaît des difficultés par rapport à l'entretien de l'ouvrage hydraulique. Surtout l'eau du puits est trop salée pendant la saison des pluies, ce qui oblige les habitants à se rendre dans le village de Kontla.

• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Construction d'un puits dans le village d'Alahina.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Toute la population du village d'Alahina et les populations nomades de passage dans le village.

• **COÛT TOTAL DU PROJET:**
1 200 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER:**
Le financement a été assuré intégralement par les migrants par le biais de cotisations régulières.



Par leurs actions, les migrants aident les villageois à accéder aux biens de première nécessité.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Les ressortissants du village vivant en France voulaient aider la population de leur village d'origine. Aider les habitants à accéder à l'eau potable était le plus urgent selon ce qu'ils avaient pu voir lorsqu'ils habitaient encore dans le village.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les migrants se sont réunis pour déterminer comment ils pourraient remédier au manque d'eau potable et ils ont décidé, en accord avec la population locale, de construire un puits.



FINANCEMENT

Durant un an, les migrants ont cotisé mensuellement afin de réunir la somme nécessaire au projet. Ils ont entièrement financé l'ouvrage hydraulique.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

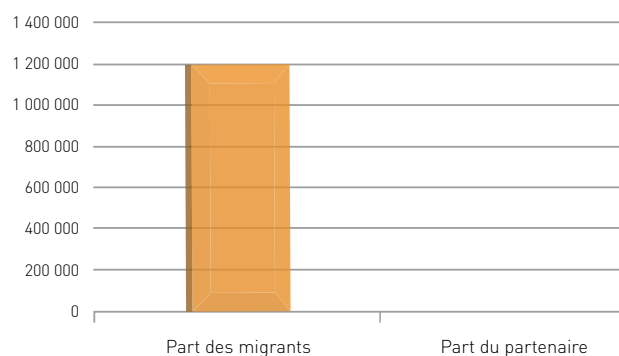
La population du village s'est chargée de mettre en œuvre le projet et de sélectionner un puisatier. C'est elle aujourd'hui qui s'occupe de l'entretien et du suivi du projet. Les migrants apportent une aide complémentaire si des réparations importantes sont nécessaires.



IMPACT ET ÉVALUATION

Grâce à ce projet, la population du village et les populations nomades ont accès à un point d'eau potable durant une grande partie de l'année. Ceci a permis de diminuer les maladies liées à l'eau saumâtre. Malheureusement ce puits n'est pas suffisant pour garantir une eau potable toute l'année puisque l'eau du puits devient trop salée à la saison sèche.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association Sinessigui
Foyer Sona Coutra, 93055 Pantin
- **Les contacts au Sud** : Association villageoise
d'Alahina et Kontela
M. Biré Konaté, président : 7508 7500



1973



Construction d'un puits

à Guiffi

AVANT 1973

Les ressortissants du village de Hamdallaye en France se retrouvent au sein du Regroupement des Ressortissants de Tambacara (nom du canton de l'époque). A cette date, la loi n'autorisait pas en France la constitution d'association des étrangers. Sollicités par leur village d'origine pour financer un puits à grand diamètre, les migrants répondent positivement et rapidement à l'appel : après des

échanges entre ici et là-bas, en moins d'un an, les migrants collectent l'argent nécessaire pour débiter les travaux la même année.

PENDANT

Les ressortissants ont été impliqués durant la construction du puits pendant un an. La responsabilité du projet était assurée par le conseil de village, comme cela se faisait traditionnellement dans ces cas là.

APRÈS 1973

Les migrants bénéficient indirectement du puits car il bénéficie à leur famille restée au village, et directement quand ils reviennent au village.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 1973

L'accès à l'eau potable est très problématique dans la zone. Les puits traditionnels s'assèchent pendant une grande partie de l'année et la qualité de l'eau y est parfois très mauvaise.

PENDANT

C'est le conseil de village, présidé par le Chef de village appuyé par ses conseillers qui se charge de gérer les financements apportés par les migrants et de recruter les prestataires pour la construction du puits.

APRÈS 1973

L'accès à une eau potable est clairement facilité par la construction de ce puits



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

• POPULATION TOUCHÉE :

tous les habitants du village de Guiffi, soit environ 400 personnes.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

prêt de 1 000 000 incluant la valorisation de la main d'œuvre villageoise

• PARTENARIAT FINANCIER : le projet a été intégralement financé par les migrants à hauteur de 1 000 000 FM. Cependant, les villageois ont contribué à sa réalisation par leur main d'œuvre estimée à 150 000 FM.



La Construction d'un puits à Guiffi, un exemple de réussite d'un projet mené en concertation entre ici et là-bas.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'accès à l'eau potable est une priorité pour toutes les familles du village et les ressortissants le savent bien. A cette époque là, la majorité des projets réalisés étaient des projets d'accès à l'eau potable ou des projets d'ouvrages facilitant la pratique du culte musulman.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les villageois ont proposé ce projet aux migrants qui ont aussitôt accepté, marquant ainsi les relations très fortes et solidaires entre les ressortissants et les villageois.



FINANCEMENT

Le financement a été assuré à 75% par les ressortissants. Les villageois ont contribué à hauteur de 25% du projet par leur participation manuelle aux travaux.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

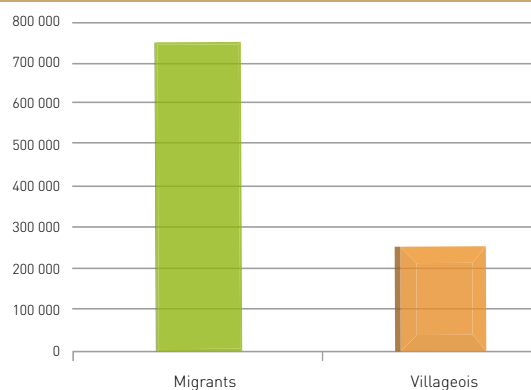
Le puits est actuellement géré par le conseil du village.



IMPACT ET ÉVALUATION

L'impact de ce projet est vital pour la population qui manquait d'accès à l'eau potable. Ce sont les ressortissants qui ont financé les deux puits existant au village.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- Les contacts au Nord : Association des ressortissants de Tambacara. Monsieur Aboudou Doucouré.
- Les contacts au Sud :



1981



Construction de la mosquée du vendredi

à Ouelegala

AVANT 1981

C'est en 1981 que la loi autorise les ressortissants étrangers vivant en France à créer une association qui relève du régime de droit commun. Les ressortissants de la commune de Tambakara, comme toutes les associations, n'avaient pas attendu cette date là pour développer des projets dans leur commune d'origine... Le village de

Ouelegala n'ayant pas de grande mosquée, les ressortissants ont proposé aux villageois de monter ce projet, ils l'ont accepté d'emblée.

PENDANT

Le mode de mise en œuvre du projet était classique. Les migrants déléguaient cette responsabilité aux plus hautes autorités villageoises, ne

pouvant pas assurer eux-mêmes un suivi soutenu depuis la France.

APRÈS 1981

Les ressortissants sont très satisfaits du projet qui bénéficie à leurs familles restées au village. Ils continuent d'assurer l'entretien financier de la mosquée.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 1981

La population devait aller à Tambakara, village situé à près de 10km, pour faire leur prière de vendredi. Ces déplacements étaient assez contraignants, notamment pour les personnes âgées.

PENDANT

C'est le chef de village, appuyé par ses conseillers, qui endossait la responsabilité de mener à bien la construction de cette mosquée. Ceci passe par la gestion financière, le choix des prestataires de service ainsi

que la supervision des travaux. Les villageois ont apporté leur concours en offrant leur force de travail.

APRÈS 1981

La mosquée appartient aujourd'hui à la population locale.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

• POPULATION TOUCHÉE :

La population locale de Ouelegala soit plus de 1700 habitants en 2006.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

30 000 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER :

Les ressortissants ont financé la totalité du projet.



La construction de la mosquée de la grande mosquée à Ouelegala, une nouvelle marque de solidarité des migrants envers leur village d'origine.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée du projet émane des ressortissants vivant en France.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les ressortissants ont soumis le projet aux villageois qui l'ont rapidement accepté.



FINANCEMENT

Le financement de 30 000 000 FCFA a été entièrement pris en charge par les ressortissants.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

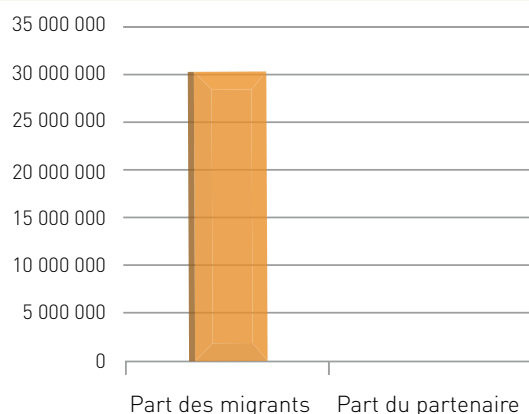
Comité de gestion de la mosquée présidé par l'imam
L'entretien est assuré par l'association des migrants en France.



IMPACT ET ÉVALUATION

La population peut aller prier dans le village le vendredi. La cohésion sociale est maintenue, non seulement au pays mais aussi entre les villageois et les ressortissants résidents en France.

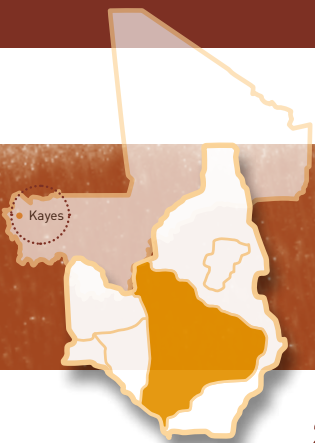
FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Solidarité et Développement de Tambacara.
24, place le Moriolle , 93100 Montreuil.
M. DOUCOURE Boro
- **Les contacts au Sud** : Groupement du village présidé par le chef du village.

2004



Construction de la grande mosquée



à Guidéourou

AVANT 2004

En 1996, les ressortissants vivant en France sont sollicités par les villageois pour reconstruire la mosquée du vendredi en ciment. L'Association des ressortissants pour le Développement de Guidéouré a répondu positivement à leur appel.

PENDANT

Si l'idée du projet émerge en 1996, le temps de réunir les fonds des 24 cotisants à hauteur de 10 euros par mois a été long. La construction de la mosquée sera achevée en 2004.

APRÈS 2004

Les ressortissants sont toujours impliqués dans ce projet puisqu'ils assurent l'entretien financier de la grande mosquée.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2004

Il y avait une ancienne mosquée en banco, chaque année, il fallait opérer une réhabilitation chaque année, ce qui coûtait cher et devenait problématique pour tout le monde. Une partie des locaux a même sombré à cause des pluies hivernales. De plus, la population partait à Tambacara c'est-à-dire à 3 kilomètres du village pour aller faire sa prière du vendredi.

PENDANT

La population a participé à la construction de la grande mosquée, elle a mis à disposition sa force de travail durant toute la durée des travaux.

APRÈS 2004

Aujourd'hui, la mosquée est construite en ciment, la population peut pratiquer la prière du vendredi dans le village, ce qui apporte un soulagement certain à tout le monde, particulièrement les personnes âgées.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
La mosquée est construite en ciment.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
La population du village de Guidéouré soit 400 habitants.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
5 000 000 FCFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :** Le projet a été totalement financé par les ressortissants résident en France.



La construction de la grande mosquée révèle les liens forts entre les ressortissants et les villageois restés au Mali.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Ne pas perdre patience, se battre jusqu'à ce qu'on ait gain de cause. Avoir un lieu de culte bien fait et propre était une des grandes priorités de l'ensemble des villageois, qu'ils soient expatriés ou non.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée émane de la population locale qui a sollicité les ressortissants en France pour financer ce projet.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Plusieurs réunions de concertation et d'échange ont permis de monter le projet sereinement et de récolter les cotisations nécessaires.



FINANCEMENT

Le projet a été entièrement financé par les ressortissants à hauteur de 5 000 000 FCFA.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

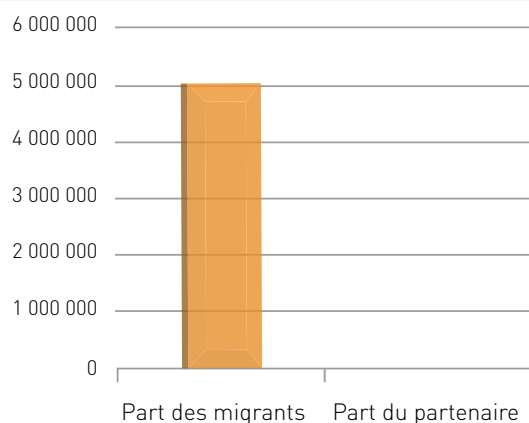
Le Chef de village et ses conseillers assurent le suivi et l'appui financier est pris en charge par les ressortissants. L'ouvrage appartient aux habitants du village, sous la responsabilité du chef de village.



IMPACT ET ÉVALUATION

Aujourd'hui, la mosquée est construite en ciment, la population pratique sa prière de vendredi dans le village. L'ensemble de la population est satisfaite.

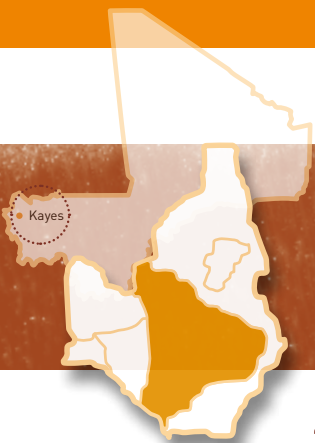
FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association pour le Développement de Guidéouré.
Référénts : samba Doucouré, Mody Doucouré
- **Les contacts au Sud** : Chef de village, Diango Doucouré.

2003



Construction d'une Medersa de 3 classes



à Guidéouré

AVANT 2003

Les ressortissants de Guidéouré vivant en France se sont regroupés en Association pour le Développement de Guidéouré. Le constat des difficultés d'accès à l'école du village était partagé avec la population locale. L'idée de créer cette école a émergé depuis 2000. Les temps d'échanges avec les

villageois, le montage du projet et surtout la phase de collecte des financements nécessaires ont duré 2 ans. Le projet de construire 3 classes franco-arabe a été commencé en 2002.

PENDANT

Les ressortissants ont participé à toutes les étapes du projet. Ils ont organisé des réunions

régulièrement afin de définir les modalités de cotisations et suivre l'avancée du projet.

APRÈS 2003

Ces classes bénéficient à leurs enfants et proches restés au village.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2003

Les élèves n'avaient pas de classe dans leur village et étaient obligés de se rendre à pied à l'école la plus proche, située à trois kilomètres de leur domicile, à Tambacara. Du fait de la distance, beaucoup d'élèves abandonnaient leur parcours scolaire.

PENDANT

Au village, un comité de suivi du projet a été mis en place, sous la responsabilité du chef de village. Les habitants ont participé aux travaux de réalisation des bâtiments.

APRÈS 2003

Aujourd'hui, 60 élèves suivent les cours dans la Medersa. Mais l'Etat n'a pas encore mis à disposition l'enseignant de français. Ainsi,

pour l'instant, les élèves suivent des cours uniquement en arabe. L'ouvrage appartient au village, sous la responsabilité du chef de village, et la population et l'entretien est financé par les ressortissants.

A la base, l'initiative visait l'enseignement en français et en arabe, mais à défaut d'avoir des enseignants en langue française, l'école ne délivre que des cours en arabe.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
La Medersa est construite en ciment.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Le village de Guidéouré soit environ 400 habitants.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
5 000 000 francs Cfa

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
La totalité du projet a été financé par les ressortissants.



La Construction d'une Medersa dans le village de Guidéouré, symbole du désir de faciliter l'accès à l'éducation pour tous.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Les parents allaient être découragés d'envoyer leurs enfants à l'école. L'Etat doit jouer son rôle mais il ignore les souffrances de son peuple. Un conseil : Ne pas perdre patience, se battre jusqu'à ce qu'on ait gain de cause et avoir des bons partenaires.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée de ce projet était dans tous les esprits, ici et là-bas. Une fois la possibilité de financer un tel projet arrivée, les démarches ont été mises en route.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

La concertation se fait régulièrement à travers les liens existants entre le chef de village au pays et le chef de village en France.



FINANCEMENT

5 000 000 francs FCFA répartis en 24 cotisants soit environ 10 euros/ mois pendant 2 ans.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

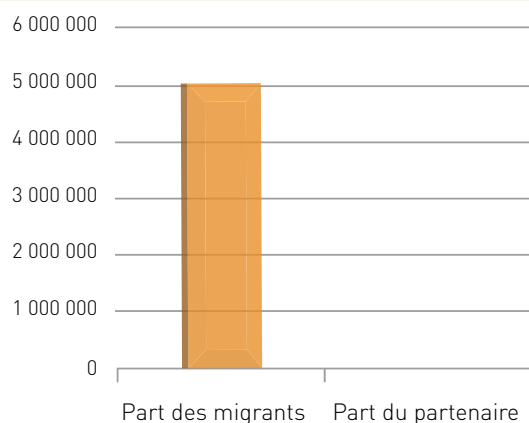
Le Chef de village et ses conseillers assurent le suivi et l'appui financier est assuré par les ressortissants.



IMPACT ET ÉVALUATION

Aujourd'hui, soixante élèves vont dans les trois classes. Mais l'Etat n'a pas encore mis à disposition l'enseignant de français. De ce fait, les élèves n'apprennent que les cours arabes.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association pour le Développement de Guidéouré.
Réfèrent : Samba Doucouré ou Mody Doucouré
Foyer Petit Pierre.
- **Les contacts au Sud** : Conseil de village, représenté par le chef de village, Diango Doucouré.



1996



Construction d'un pont de traversée

entre les villages de Sambaga et Koméoulou

AVANT 1996

Les ressortissants des deux villages ont décidé de s'unir pour réaliser un pont, en concertation avec les populations concernées pour rendre praticable la route qui mène en Mauritanie. Ces deux zones sont limitées dans leur déplacement pendant la saison des pluies à cause de la

crue de la rivière qui les sépare entre eux d'une part, et de la Mauritanie d'autre part.

PENDANT

Les migrants ont participé à tous les étapes du projet et ont cotisé pour réunir tous les fonds nécessaires.

APRÈS 1996

Les ressortissants sont toujours impliqués dans le projet : ils participent à l'entretien de l'ouvrage.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1996

Les habitants ne pouvaient pas se déplacer durant la saison des pluies.

PENDANT

Un regroupement composé de chaque localité a assuré le suivi du chantier. Les populations locales ont mis à disposition leur main d'œuvre.

APRÈS 1996

Le problème d'enclavement est complètement résolu. Les habitants peuvent effectuer leur déplacement sans entrave. L'ouvrage appartient aux deux villages.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Pont de traversée

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Les villages de Sambaga et de Koméoulou

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
30 000 000 FCFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Les ressortissants ont financé la totalité du projet.



une action concertée entre les 2 villages
et les 2 associations de ressortissants pour lutter
contre le désenclavement.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

L'Etat doit jouer son rôle mais il n'est jamais présent. Conseils : Courage. Car le bienfait n'est jamais perdu, selon les écritures saintes, chaque acte posé, a une récompense pour son auteur, faisons le bien tant que nous pouvons.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée est venue des ressortissants vivant en France.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les ressortissants se sont concertés avec les villageois pour que le projet puisse voir le jour, le problème de l'enclavement étant connu de tous depuis longtemps.



FINANCEMENT

Les ressortissants ont financé la totalité du projet.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

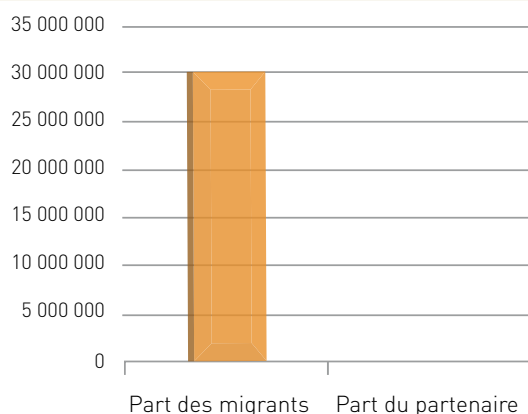
Un regroupement composé chaque localité a assuré le suivi du chantier. Les ressortissants ont assuré l'appui financier, les populations locales ont assuré la main d'œuvre locale. Chaque village a son comité qui assure le suivi et l'entretien de l'infrastructure.



IMPACT ET ÉVALUATION

Les habitants peuvent se déplacer sans danger.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association des travailleurs maliens de Sambaga en France .
Kalidou SOUJOUNOU.
Foyer Petit Pierre.
- **Les contacts au Sud** : Regroupement des membres du village. Tama Diawara.



1982



Construction de la grande mosquée

de Sambaga

AVANT 1982

Les ressortissants, en concertation avec la population locale ont décidé de construire une grande mosquée en béton. La population locale allait prier dans l'ancienne mosquée qui était en banco. Il fallait alors la réhabiliter après chaque hivernage, ce qui engendrait des coûts importants. Les villageois ont répondu très positivement à la proposition des ressortissants.

PENDANT

Les migrants ont participé à toutes les étapes du projet. Un comité de gestion au village était responsabilisé pour suivre l'état des travaux. Les ressortissants prenaient des nouvelles auprès d'eux.

APRÈS 1982

Face au manque de moyens des villageois pour assurer l'entretien de la mosquée, ce sont les ressortissants qui apportent leur appui financier.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1982

La population allait prier dans l'ancienne mosquée qui était en banco.

PENDANT

Le regroupement local a assuré la mise en œuvre et le suivi du projet. Les habitants ont participé à la construction de la mosquée par la mise à disposition de leur main d'œuvre bénévole.

APRÈS 1982

C'est le regroupement local qui assure l'entretien de la mosquée, avec l'appui financier des ressortissants.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
La mosquée est construite en ciment.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
les villages de Sambaga et Koméolou soit environ 4000 habitants.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
1 000 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
L'intégralité du projet a été financée par les ressortissants.



La construction de la grande mosquée de Sambaga renforce les liens entre les migrants et les villageois au Mali.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Courage. Car le bienfait n'est jamais perdu, selon les écritures saintes, chaque acte posé, a une récompense pour son auteur, faisons le bien tant que nous pouvons. Construire une mosquée a des récompenses non mesurables.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée du projet émane des ressortissants vivant en France.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les ressortissants ont proposé le projet aux villageois qui l'ont accepté très positivement.



FINANCEMENT

Les 250 ressortissants ont partagé le montant total. Les cotisations ont été réalisées une fois le montant du projet défini. Le cout total du projet s'élève à l'équivalent de 1 000 000 FCFA. Les villageois ont participé à la construction par leur main d'œuvre bénévole.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

La population locale a constitué la main d'œuvre locale. Le comité de gestion local a assuré le suivi du projet. La population locale assure l'entretien et l'appui financier est assuré par les ressortissants. Aujourd'hui, la mosquée appartient au village.



IMPACT ET ÉVALUATION

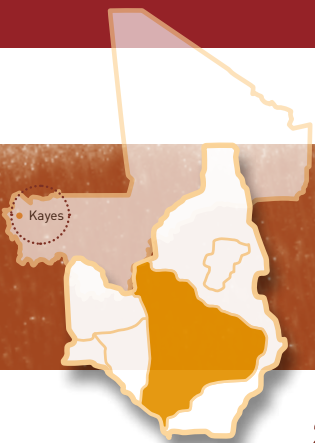
Tous les villageois sont satisfaits de la construction de la grande mosquée. Les couts sont amoindris car ils n'ont plus besoin de réhabiliter l'ancienne mosquée chaque année qui était en banco.

FINANCEMENT DU PROJET

CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Regroupement des ressortissants de Sambaga en France
Réfèrent : Kalidou SOUJOUNOU ou Bandiougou Ba cissé Diawara
Foyer Petit Pierre
- **Les contacts au Sud** : Regroupement des membres du village.
C'est une structure non officielle, n'ayant pas son récépissé.
Réfèrent : Tama Diawara

2004



Construction d'un centre de santé communautaire



à Sambaga

AVANT 2004

Les membres de l'association des travailleurs maliens de Sambaga en France ont décidé de créer un centre de santé dans leur village d'origine. L'idée était présente dans les esprits depuis longtemps et c'est en 2004 qu'elle a pu se concrétiser.

PENDANT

Les ressortissants ont validé la constitution du comité de gestion villageois qui serait responsabilisé quant au suivi des travaux.

APRÈS 2004

Aujourd'hui, le centre de santé est géré par un comité qui a pour mission de gérer les affaires courantes ainsi que faire le lien avec les autorités villageoises et les ressortissants. Ces derniers continuent aujourd'hui à payer les salaires des matrones.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2004

Le village de Sambaga ne bénéficiait pas de centre de santé. La population était contrainte de se déplacer dans le village de Tambacara pour se faire soigner, situé à plus de 4 km de leur village.

PENDANT

Le comité de gestion du projet a été mis en place et responsabilisé pour assurer la bonne conduite des travaux, sous la responsabilité du chef de village. Le reste des habitants du village ont apporté leur contribution à travers une main d'œuvre bénévole et disponible.

APRÈS 2004

Le centre de santé appartient au village. Le personnel soignant à savoir : l'infirmier d'Etat, les matrones étaient pris en charge par les ressortissants. Depuis 2010, l'Etat s'est engagé à payer l'infirmier d'Etat, les matrones restent à la disposition des ressortissants.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

• POPULATION TOUCHÉE :

Le village de Sambaga c'est-à-dire près de 2000 habitants.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

47 500 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER :

Le projet a été intégralement financé par les ressortissants du village vivants en France.



La construction d'un centre de santé communautaire à Sambaga marque l'engagement fort des migrants pour le développement de leur pays d'origine.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Même s'il y a un centre de santé à Tambacara, le problème d'acheminement des malades surtout pour les urgences allait demeurer constant. L'Etat doit jouer son rôle en dotant chaque village des infrastructures sanitaires. Courage. Car le bienfait n'est jamais perdu, selon les écritures saintes, chaque acte posé a une récompense pour son auteur, faisons le bien tant que nous pouvons.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée a émergé chez les ressortissants vivant en France.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Cette étape fut très rapide puisque le projet fut monté et réalisé en un an à partir du moment où la décision a été prise de réaliser ce centre.



FINANCEMENT

Le financement a été entièrement assuré par les ressortissants qui ont cotisé pour réaliser le projet. La population résidente au village, comme dans la plupart des cas, a participé par sa force de travail bénévole. Cette force de travail a été estimée à une valeur de 1 000 000 FCFA.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

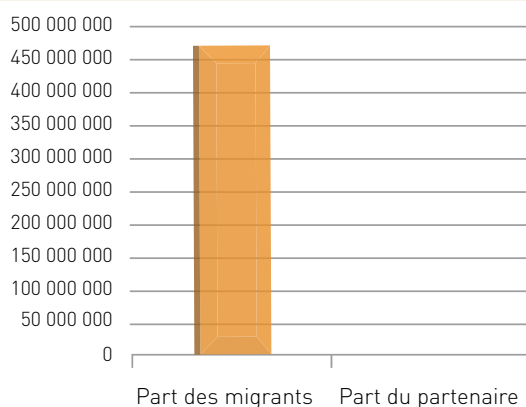
Un comité représentatif de chaque localité touchée par le centre (villages voisins) a assuré le suivi du chantier. Les ressortissants ont assuré l'appui financier, les populations locales ont assuré la main d'œuvre. L'ouvrage appartient au village. Le personnel soignant à savoir : l'infirmier d'Etat, les matrones étaient pris en charge par les ressortissants, jusqu'en 2010, date à partir de laquelle le salaire de l'infirmier est pris en charge par le Ministère de la Santé. Les matrones, elles, sont toujours salariées par les cotisations des ressortissants vivant en France.



IMPACT ET ÉVALUATION

L'ensemble de la population de Sambaga (soit près de 2000 hab.) est très satisfaite de ce projet : elle peut se soigner à proximité et à moins besoin de se déplacer jusqu'au centre de santé communautaire de Tambacara. Grâce à ce projet, le groupement villageois et les ressortissants ont obtenu de l'Etat qu'il prenne en charge le salaire de l'infirmier.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association des travailleurs maliens de Sambaga en France.

Référent : Kalidou SOUKOUNA

Foyer Petit Pierre

- **Les contacts au Sud** : Regroupement des membres du village, structure non officielle, n'ayant pas son récépissé.

Référent : Tama Diawara



1975



La construction d'un puits à grand diamètre

à Goumbi

AVANT 1975

Les ressortissants vivant dans différents pays d'Afrique et en France se sont concertés pour répondre au problème d'accès à l'eau dans leur village d'origine. En concertation avec la population, ils ont décidé de construire un puits à grand diamètre pour alimenter les habitants du village en eau potable.

PENDANT

Les ressortissants ont participé aux phases de lancement du projet : l'identification, la conception et la recherche de financements. Ils ont ensuite remis la responsabilité de la gestion du projet au comité sur place.

APRÈS 1975

Les ressortissants bénéficient indirectement de l'accès à l'eau potable via leurs familles restées au pays.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 1978

Le quartier de Goumbi est situé à une distance de 3 km de Koméoulou. Aussi, l'accès à l'eau est difficile pour les habitants. Le manque d'eau a toujours été un problème récurrent dans la localité donc une priorité pour tous les membres du village. Les femmes, chargées de la corvée d'eau, passaient parfois la nuit autour du seul puits de la zone.

PENDANT

Un comité de gestion présidé par le chef de village a contracté avec le bureau d'études YAYA CAMARA qui a monté et assuré la réalisation de l'ouvrage. Les habitants de Goumbi ont contribué à la réalisation du projet via la mise à disposition de mains d'œuvre bénévoles.

APRÈS 1978

Les villageois ont pu bénéficier de cette source d'eau potable depuis lors, ce qui permet non seulement de satisfaire aux besoins journaliers mais aussi de diminuer les risques de maladie contractées lors de la consommation d'eaux de surface par exemple. Enfin, la corvée d'eau est en partie atténuée par ce type de puits.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

• POPULATION TOUCHÉE :

Les habitants du village de Goumbi soit 1000 habitants.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

1 500 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER :

Le projet a été entièrement financé par les ressortissants du village.



La construction d'un puits à Goumbi répond à une priorité pour les villageois et les ressortissants du village installés à l'étranger.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Un conseil : faire des études sérieuses sur un projet avant de démarrer.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée émane des ressortissants qui se sont concertés entre eux (vivant de par le monde) et avec les villageois au Mali.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

L'ensemble des ressortissants ont échangé sur la pertinence de ce projet et se sont concertés avec les villageois au Mali.



FINANCEMENT

Le projet a été entièrement financé par les ressortissants à hauteur de 1 500 000 FCFA. Deux ressortissants, l'un vivant au Gabon et l'autre au Congo ont plus d'argent et ont donc cotisé davantage à ce projet. Sinon, le coût a été partagé entre tous les ressortissants de tous les pays : Etats-Unis, France, Congo-Brazza, Centrafrique, Côte D'ivoire, ainsi que les commerçants de Bamako originaires de Goumbi.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

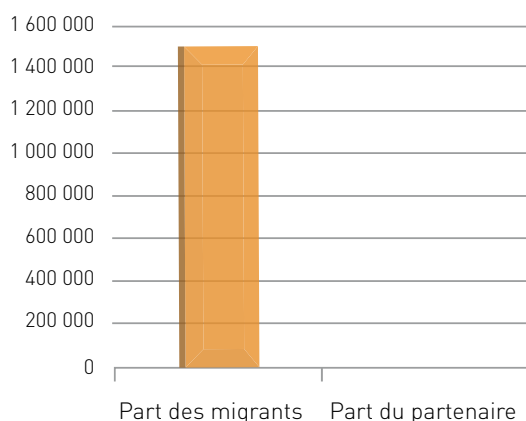
La mise en œuvre de l'ouvrage a été assurée par une société prestataire. Cependant, il n'existe pas de comité de gestion.



IMPACT ET ÉVALUATION

Le projet a réussi et a permis aux habitants du village d'avoir une source d'eau potable saine pendant toute l'année.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association communautaire franco-malienne pour l'Aide au développement du village de Koméoulou. Foyer centenaire Montreuil.
- **Les contacts au Sud** : Chef de village.



2007



La construction de 3 forages

à Goumbi

AVANT 2007

la population du village grandit avec les années, les besoins en eau potable aussi. Les ressources en eau potable devenaient limitées. C'est ainsi que les ressortissants du village vivant à l'étranger, dans plusieurs pays différents, se sont concertés pour mettre en place un projet commun de renforcement de l'accès à l'eau potable à travers la réalisation de 3 forages.

PENDANT

Les ressortissants ont participé à presque toutes les phases du projet : l'identification, la conception, les financements et le suivi de la mise en œuvre. Cette dernière étape se faisant en gardant le contact avec le comité désigné sur place pour assurer cette responsabilité.

APRÈS 2007

Malheureusement, le projet n'a pas pu aboutir. La zone du Diafounou est réputée pour son accès difficile à la ressource en eau. Beaucoup de forages ont échoué du fait de mauvaises conditions pédologiques. C'est ce qui est arrivé puisque les techniciens n'ont pu accéder à la nappe phréatique après quelques essais.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2007

Le manque d'eau a été toujours été un problème récurrent dans la localité donc une priorité pour tous les membres du village. Les femmes passaient la nuit autour du seul puits existant, le stress hydrique était persistant.

PENDANT

la population locale a contribué à la réalisation du projet via sa main d'œuvre. Le Programme National d'Infrastructures Régional (PNIR) administré par l'état malien et la direction nationale de l'hydraulique a sélectionné le prestataire ayant creusé les forages. Mais celui-ci n'a pas trouvé d'eau dans les sols.

APRÈS 2007

Le problème de l'accès limité à l'eau potable reste entier dans le village puisque le projet de construction des 3 forages a été un échec.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

• POPULATION TOUCHÉE :

• COÛT TOTAL DU PROJET :
6 000 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER :

Le projet a été entièrement financé par les expatriés du village.



Un projet qui a tenté de répondre aux besoins d'accès à l'eau potable dans une zone où l'accès y est très difficile.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée émane des ressortissants.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION



FINANCEMENT

Le projet a été entièrement financé par les ressortissants à hauteur de 6 000 000 FCFA. Le coût a été partagé entre tous les ressortissants de tous les pays : Etats-Unis, France, Congo-Brazza, Centrafrique, Côte D'ivoire, ainsi que les commerçants vivant à Bamako.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

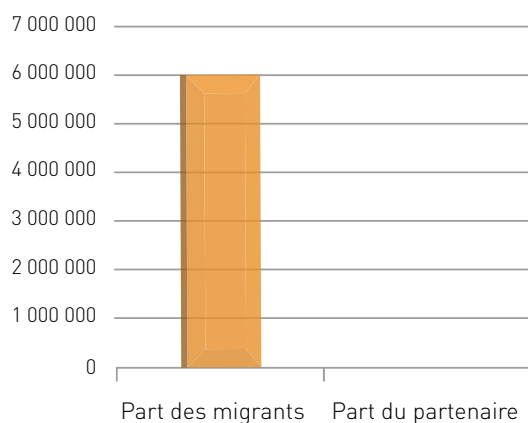
Un comité de gestion ad hoc, sous la responsabilité du chef de village a suivi les travaux mis en œuvre par le PNIR. Comme il n'y a pas eu d'eau avec les trois forages, son rôle s'est arrêté là.



IMPACT ET ÉVALUATION

L'impact est nul en termes d'accès à l'eau potable. Seules les connaissances sur les affleurements rocheux et l'absence de nappe phréatique dans cette zone ont été enrichies.

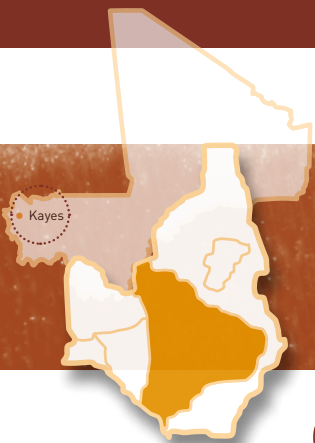
FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord :** Association communautaire franco-malienne pour l'Aide au développement du village de Koméoulou. Foyer centenaire Montreuil.
- **Les contacts au Sud :**

2005



Clôture du cimetière



de Koméoulou

AVANT 2005

Les ressortissants vivant dans différents pays d'Afrique et en France, en concertation avec les villageois, ont décidé de monter un projet pour clôturer le cimetière du village.

PENDANT

Les ressortissants ont participé aux phases de lancement du projet : identification, conception et rassemblement des financements nécessaires. Ils n'ont cependant pas jugé opportun de s'impliquer dans la mise en œuvre.

APRÈS 2005

Les ressortissants ne sont plus impliqués dans le suivi du projet qui est géré localement.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2005

Le cimetière n'était pas clôturé.

PENDANT

Une commission ad hoc pilotée par le Chef de village a recruté des maçons locaux. La population a participé à la construction des infrastructures via leur main d'œuvre.

APRÈS 2005

L'ouvrage appartient au village. L'entretien de la clôture est effectué localement par une commission représentée par le chef de village. Elle recrute ponctuellement des prestataires locaux pour assurer l'entretien.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

• **POPULATION TOUCHÉE :**
L'ensemble des résidents du village soit 3000 habitants.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
750 000 FCFA ou 17 500 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER :

Le projet a été entièrement financé par les ressortissants.



La clôture du cimetière de Koméoulou, une nouvelle marque de renforcement des liens entre les migrants et les villageois au Mali.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Ce type de projet fait partie des demandes conjointes entre les ressortissants et les habitants du village concerné.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

La concertation elle aussi est naturelle, de part les contacts existants entre les habitants du village et les ressortissants en France.



FINANCEMENT

Sinon, le coût est partagé entre tous les ressortissants de tous les pays : Etats-Unis, France, Congo-Brazza, Centrafrique, Côte d'Ivoire et les ressortissants commerçants de Bamako au Mali (avec certaines participations plus importantes de la part de certains ressortissants). Les villageois y ont aussi contribué par leur force de travail.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

Le suivi de la mise en œuvre a été assuré par une commission présidée par le chef de village. Il n'y a pas de comité de gestion mais une caisse est prévue pour les réparations ponctuelles faites par des prestataires locaux. La population participe à l'entretien des infrastructures via sa force de travail.



IMPACT ET ÉVALUATION

FINANCEMENT DU PROJET

CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association communautaire franco-malienne pour l'Aide au développement du village de Koméoulou.
Foyer centenaire Montreuil. Bakary Tandia.
- **Les contacts au Sud** : Chef de village



1966



La construction de la mosquée

de Djinguéré

AVANT 1966

Les ressortissants vivant dans différents pays d'Afrique et en France se sont concertés pour construire une mosquée en béton et rassembler les financements nécessaires. Après avoir consulté l'avis de la population, qui était unanime autour de ce projet, ils ont décidé de construire un lieu de culte approprié.

PENDANT

Les ressortissants ont participé aux phases de lancement du projet : l'identification, la conception et la recherche de financements.

APRÈS 1966

Les ressortissants bénéficient indirectement de ce projet via leurs familles restées au village et quand ils rentrent en vacances dans leur village d'origine. Participer à la construction d'un lieu de culte de cette nature constitue aussi une grande fierté pour les ressortissants installés en France.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1966

Les gens priaient dans l'ancienne mosquée construite en banco mais il fallait la réhabiliter et assurer son entretien après chaque saison des pluies, ce qui représentait un investissement important.

PENDANT

Un comité de gestion sous la responsabilité du chef de village et de l'imam assurait le suivi des travaux.

APRÈS 1966

La population est très satisfaite de la nouvelle mosquée. L'ouvrage appartient à la population locale.



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Mosquée en béton.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Les habitants du quartier de Djinguéré

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
500 000 FCFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Les ressortissants ont financé l'intégralité du projet.



La construction de la mosquée de Djinguéré témoigne des liens forts unissant les migrants et leur village au Mali.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Un conseil : encourager les musulmans à construire un lieu de culte approprié.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée émane des ressortissants mais le projet a été d'emblée accueilli très positivement par les villageois.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les ressortissants vivant en Afrique, en France et aux Etats-Unis se sont concertés et ont échangé avec les villageois lors de visites au village sur ce projet. Ce projet a reçu l'adhésion de tous.



FINANCEMENT

Le projet a été entièrement financé par les ressortissants à hauteur de 500 000 FCFA. Deux ressortissants, l'un vivant au Gabon et l'autre au Congo ayant plus d'argent, ont cotisé davantage à ce projet. Sinon, le coût est partagé entre tous les ressortissants de tous les pays : Etats-Unis, France, Congo-Brazza, Centrafrique, Côte D'ivoire, ainsi que les commerçants de Bamako originaires du village. Enfin, la population a contribué à la réalisation du projet par la mise à disposition de sa main d'œuvre.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

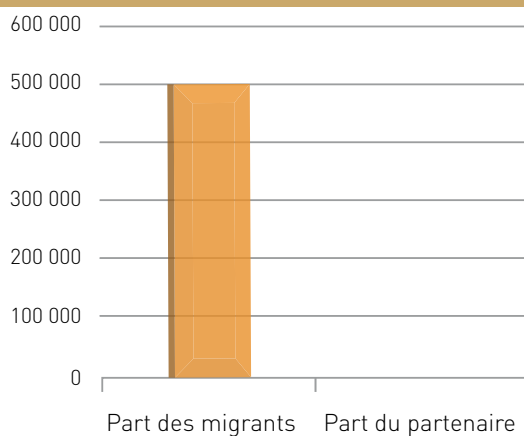
Un comité de gestion gère l'entretien de la mosquée. Il recourt aux services des maçons locaux. La caisse est alimentée par l'aumône des religieux. La population participe également par sa force de travail à l'entretien des infrastructures.



IMPACT ET ÉVALUATION

La population est satisfaite, elle dispose d'un lieu de culte approprié.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association communautaire franco-malienne pour l'Aide au développement du village de Koméoulou.
Foyer centenaire à Montreuil.
- **Les contacts au Sud** : Chef de village



1997



La construction du château d'eau

de Komeoulou

AVANT 1997

Les ressortissants vivant dans différents pays d'Afrique et en France se sont concertés pour répondre au problème d'accès à l'eau dans leur village d'origine. En concertation avec la population, ils ont décidé de construire un château d'eau à Koméoulou. L'idée du projet date de 1995 et il a fallu un an à l'ensemble des ressortissants pour rassembler les cotisations nécessaires pour financer le projet.

PENDANT

Les ressortissants ont participé à l'ensemble des phases du projet : l'identification, la conception, les financements et le suivi de la mise en œuvre.

APRÈS 1997

Depuis la réalisation du château d'eau, ce sont des instances mises en place au village qui s'occupent de la gestion de l'ouvrage.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1997

Le manque d'eau a toujours été un problème récurrent dans la localité donc une priorité pour tous les membres du village. Les femmes passaient la nuit autour du seul puits, le stress hydrique était permanent.

PENDANT

Un comité de gestion présidé par le chef du village a contacté le Bureau d'études YAYA CAMARA qui a monté et réalisé la construction du château d'eau. Par ailleurs, la population a mis à disposition sa force de travail pour la réalisation de l'ouvrage.

APRÈS 1997

Chaque famille du village a un robinet et parfois deux suivant le nombre de ménages par famille. Au total, environs 160 robinets et une fontaine publique gratuite dans chaque lieu public ont été installés. Pour assurer la maintenance de l'ouvrage, des jeunes ont été formés. Ils sont également membres du comité de gestion et assurent l'entretien et la réparation.

• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Château d'eau, 160 robinets, quelques fontaines publiques

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Le village de Komeloulou soit 3000 habitants.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
198 000 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Le projet a été totalement financé par les ressortissants de Koméoulou vivant à Bamako, en Afrique, Etats-Unis et en France.



La construction du château d'eau de Komeoulou, un projet réussi issu de la concertation des ressortissants de Koméoulou dans le monde et des villageois au Mali.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Nous sommes très satisfaits du projet mais nous rencontrons quelques difficultés de gestion de l'infrastructure par le comité de gestion.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée a émané des ressortissants du village à l'étranger.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

C'est une étape qui se base sur les expériences passées. Les ressortissants n'en étaient pas à leur premier projet de facilitation de l'accès à l'eau potable, le besoin étant très présent dans la zone.



FINANCEMENT

Le projet a été entièrement financé par les ressortissants à hauteur de 198 000 000 FCFA. Deux ressortissants, l'un vivant au Gabon et l'autre au Congo ont cotisé davantage à ce projet. Sinon, le coût est partagé entre tous les ressortissants de tous les pays : Etats-Unis, France, Congo-Brazza, Centrafrique, Côte D'ivoire, les ressortissants commerçants de Bamako au Mali. Enfin, la population a contribué à la réalisation du projet par la mise à disposition de sa main d'œuvre.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

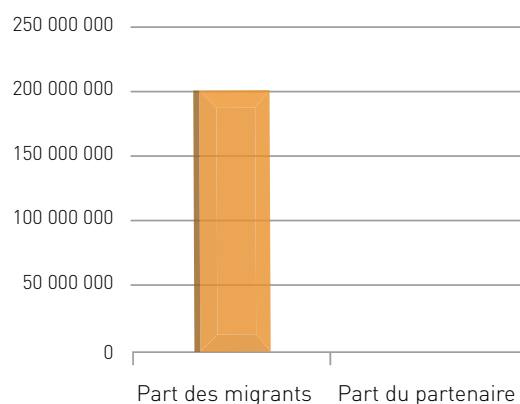
Il y a un comité de gestion, présidé par le chef du village qui s'occupe de l'ouvrage. Le paiement de l'eau sert à alimenter la caisse. Le salaire des membres du comité de gestion et les frais de la réparation sont prélevés dans cette caisse.



IMPACT ET ÉVALUATION

Chaque famille du village a accès à l'eau potable à son domicile. Des fontaines publiques permettent également un accès à l'eau gratuit.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association communautaire franco-malienne pour l'Aide au développement du village de Koméoulou. Foyer centenaire Montreuil.
- **Les contacts au Sud** :



1971



La construction de la mosquée

de Konsiga

AVANT 1971

Les ressortissants vivant dans différents pays d'Afrique et en France se sont concertés pour construire une mosquée en béton et rassembler les financements nécessaires. Après avoir consulté l'avis de la population, qui était unanime autour de ce projet, ils ont décidé de construire un lieu de culte approprié.

PENDANT

Les ressortissants ont participé aux phases de lancement du projet : l'identification, la conception et la recherche de financements. La mise en œuvre a été laissée sous la responsabilité du chef de village, de l'imam et de ses conseillers.

APRÈS 1971

Les ressortissants bénéficient indirectement de ce projet via leurs familles restées au village et quand ils rentrent en vacances dans leur village d'origine.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1971

Les gens priaient dans l'ancienne mosquée construite en banco mais il fallait la réhabiliter et assurer son entretien après chaque saison des pluies, ce qui représentait un investissement important en temps et travail.

PENDANT

Un comité de gestion sous la responsabilité du chef de village assurait le suivi des travaux.

APRÈS 1971

La population est très satisfaite de la nouvelle mosquée. L'ouvrage appartient à l'ensemble des villageois ainsi qu'à ceux des villages voisins qui viennent prier le vendredi à Konsiga.

• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Mosquée en béton.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Les habitants du quartier de Konsiga.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
6 750 000 FCFA.

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Les ressortissants du village ont financé l'intégralité du projet.



La construction de la mosquée de Konsigha représentait un projet de grande importance pour l'harmonie sociale au village et avec les expatriés.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Un conseil : encourager les musulmans à construire un lieu de culte approprié.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée émane des ressortissants mais le projet a été d'emblée accueilli très positivement par les villageois.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les ressortissants vivant en Afrique, en France et aux Etats-Unis se sont concertés et ont échangé sur ce projet avec les villageois lors de leurs différentes visites. Ce projet a reçu l'adhésion de tous.



FINANCEMENT

Le projet a été entièrement financé par les ressortissants à hauteur de 6 750 000 FCFA. Tous les ressortissants de tous les pays ont participé financièrement à ce projet: Etats-Unis, France, Congo-Brazza, Centrafrique, Côte D'ivoire, les ressortissants commerçants de Bamako au Mali. Enfin, la population a contribué à la réalisation du projet par la mise à disposition de sa main d'œuvre.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

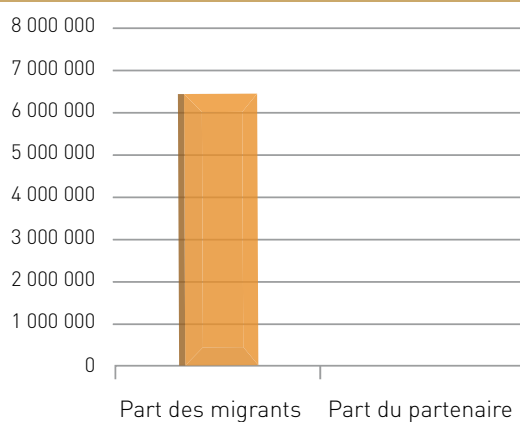
Un comité de gestion gère l'entretien de la mosquée. Il recourt aux services des maçons locaux. La caisse est alimentée par l'aumône des religieux et sert à assurer l'entretien de l'édifice. La population participe également par sa force de travail à l'entretien des infrastructures.



IMPACT ET ÉVALUATION

La population est satisfaite, elle dispose d'un lieu de culte approprié.

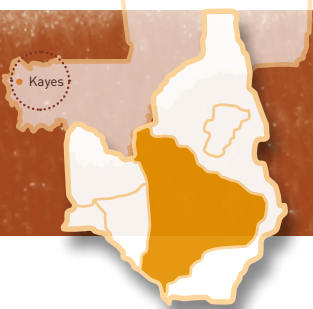
FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association communautaire franco-malienne pour l'Aide au développement du village de Koméoulou.
Foyer centenaire à Montreuil.
- **Les contacts au Sud** : Chef de village

2002



La construction de 3 classes et la clôture du premier cycle



à Koméoulou

AVANT 2002

Les ressortissants de Koméoulou vivant en Afrique, en France et à Bamako se sont concertés avec la population pour développer un projet favorisant la scolarisation des élèves. Avec l'accord des villageois, ils ont rassemblé les financements nécessaires pour construire 3 classes et clôturer le 1er cycle scolaire.

PENDANT

Les ressortissants ont participé aux phases de lancement du projet : identification, conception et rassemblement des financements nécessaires. Ils n'ont cependant pas jugé opportun de s'impliquer dans la mise en œuvre.

APRÈS 2002

Les migrants ne sont pas impliqués dans le suivi des travaux. Cette responsabilité a été déléguée à un comité villageois désigné sur place.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 2002

Les infrastructures scolaires existantes étaient insuffisantes pour accueillir tous les enfants scolarisables du village et des environs. Les classes étaient saturées et les professeurs en sous effectif.

PENDANT

Une commission ad hoc pilotée par le Chef de village a suivi la réalisation des travaux. Des maçons locaux ont été recrutés. La population locale a été impliquée dans la mise œuvre par sa contribution physique aux travaux.

APRÈS 2002

L'ouvrage appartient au village et est géré par un comité mixte, regroupant autorités traditionnelles, parents d'élèves et instance communale.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Tous les jeunes du village et des alentours en âge d'aller à l'école.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
17 050 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER :

Ce projet a été entièrement financé par les migrants.



Avec la croissance de la population, les infrastructures scolaires existantes sont insuffisantes pour le village et les environs.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Si on n'avait pas construit ces classes, les enfants continueraient d'apprendre exclusivement l'enseignement coranique ou seraient contraints d'aller dans d'autres communes ou à Kayes pour apprendre le français.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée émane des ressortissants et a aussitôt été accueillie très positivement par la population locale.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION



FINANCEMENT

Le montant total soit 17 050 000 FCFA a été réparti entre les ressortissants de la France, USA, Gabon, Congo-Brazza, Mali (les ressortissants commerçants à Bamako) avec une participation particulière de deux ressortissants, l'un vivant au Gabon, l'autre au Congo Brazzaville.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

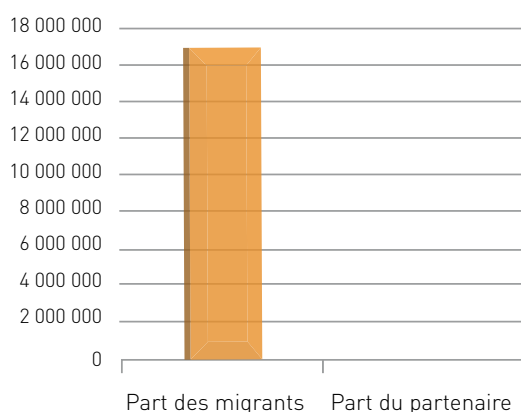
Le chef de village préside une commission qui recrute ponctuellement des prestataires locaux pour assurer l'entretien. Une caisse cotisation est prévue à cet effet.



IMPACT ET ÉVALUATION

Les enfants peuvent être scolarisés dans leur localité et poursuivre ainsi leurs études.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association communautaire franco-malienne pour l'Aide au développement du village de Koméoulou.
Foyer centenaire Montreuil.
- **Les contacts au Sud** : Chef de village



1997

Construction de l'Hôtel de ville

de Tambacara

AVANT 1997

Les ressortissants membres du regroupement des ressortissants des villages de Diafounou Gory sont, depuis leur arrivée, très impliqués dans la vie et le développement de leur commune. Au moment de la décentralisation, ils ont été sollicités pour appuyer

l'émergence des nouvelles instances communales, en mettant en place un projet de construction de la mairie.

PENDANT

Les travaux ont duré une année et se sont réalisés sans trop d'implication des ressortissants français.

APRÈS 1997

Le village de Tambacara, chef lieu de commune, possède un bâtiment correct pour la mairie qui est utilisé encore aujourd'hui.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1997

La loi sur la décentralisation au Mali est à peine effective à cette époque là. Le découpage est acté et les instances se mettent petit à petit en place. Par contre, les moyens sont souvent faibles pour démarrer toutes les nouvelles activités que la commune doit prendre en charge. Ainsi, l'intervention des migrants est très importante.

PENDANT

Le regroupement villageois a assuré la mise en œuvre du projet. La population a participé à la réalisation des travaux en mettant à disposition sa force de travail bénévole.

APRÈS 1997

Le maire de la commune, ainsi que les employés et ses conseillers travaillent encore actuellement dans ces locaux construits avec un grand apport des migrants.



• **DESSCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Construction d'un local en ciment pour la mairie.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
population de la commune de Diafounou Gory soit environ 17 000 habitants.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
33 000 000 F CFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :**



Dès l'entrée en fonction des communes, les migrants ont tout de suite apporté leur soutien.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée est née des discussions entre les migrants et les villageois, à la suite de la loi sur la décentralisation



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

La connexion avec le village était suffisamment bien établie de longue date pour qu'il y ait une réelle prise en compte des aspirations des habitants de Tambacara.



FINANCEMENT

Le financement a été assuré en totalité par les ressortissants installés à l'étranger.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

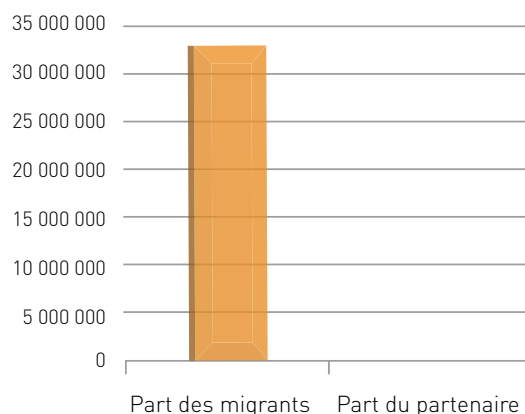
Le comité villageois s'est chargé du déroulement du chantier. Depuis, les infrastructures appartiennent à la commune qui en assure par la même l'entretien.



IMPACT ET ÉVALUATION

L'impact de ce type de projet est difficilement mesurable mais il se place surtout au niveau des liens forts entre les migrants et les instances communales. La commune elle, sait que les migrants sont des acteurs de poids pour le développement de la localité et ce premier projet est un signe fort de désir de collaboration.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Solidarité et Développement de Tambacara.
24, place le Moriolle, 93100 Montreuil.
Contact : M. Boro DOUCOURE.
- **Les contacts au Sud** : Mairie de Diafounou Gory



1997



Adduction d'eau potable

à Tambacara

AVANT 1997

L'association des Ressortissants « Solidarité et Développement de Tambacara », comme la plupart des associations de ressortissants du Bassin du Fleuve Sénégal était préoccupée par le manque d'accès à l'eau potable dans leur village d'origine. En concertation avec les villageois, les 9 membres du bureau de l'association se sont mobilisés pour construire des partenariats et rassembler les fonds nécessaires pour réaliser ce projet d'adduction d'eau potable.

PENDANT

Une fois le projet validé par les représentants villageois, l'association a sollicité l'appui de la Société d'Economie mixte du département 92 où Charles Pasqua était Conseiller général à l'époque, pour qu'ils puissent réaliser les études. Ce partenariat a pu notamment voir le jour car l'un des membres de l'association travaillait dans le département. Une fois les financements acquis, les migrants n'ont pas jugé pertinent de s'impliquer dans la phase de mise en œuvre.

APRÈS 1997

La réalisation d'un système d'adduction d'eau potable permet aux migrants d'avoir l'esprit tranquille sur les questions d'approvisionnement en eau potable de leur famille : risques sanitaires diminués, pas de pénuries, et fin de la corvée d'eau pour les familles. Aujourd'hui, le projet est entièrement géré et financé par le village par un système de facturation auquel tout le monde adhère.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1997

Le village comptabilisait quelques puits mais qui ne satisfaisaient pas complètement les besoins en eau potable. Il fallait se rendre tous les jours au puits (parfois plusieurs fois par jour) et transporter les bidons jusqu'à la concession. La corvée d'eau restait assez pénible, notamment pour les femmes et les enfants.

PENDANT

Un regroupement, présidé par le chef de village a assuré la mise en œuvre des réalisations. La population constituait la main d'œuvre locale.

APRÈS 1997

L'adduction d'eau bénéficie à tout le village : chaque famille a un robinet et les femmes peuvent vaquer à d'autres activités. L'ouvrage appartient à la population et son entretien est assuré par un comité local de gestion de l'eau.



- **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Construction d'un château d'eau, de 2 forages de 12 m³/h, un réservoir de 110 m³ ; 283 branchements individuels et 5 pour les espaces publics.
- **POPULATION TOUCHÉE :**
La population de Tambacara soit près de 4000 habitants.

- **COÛT TOTAL DU PROJET :**
160 000 000 FCFA
- **PARTENARIAT FINANCIER :**
Le projet a été financé par les ressortissants et le Conseil Général des Hauts de Seine. .



Le projet d'adduction d'eau potable à Tambacara est un projet de grande envergure, que ce soit au niveau de la population touchée et du partenariat constitué.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée du projet est née au sein de l'association des ressortissants du village vivant en France.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les migrants ont proposé le projet d'adduction d'eau aux villageois qui l'ont tout de suite accepté. Ce projet, de part son coût important montre les relations très fortes qui unissent les ressortissants à leur village d'origine.



FINANCEMENT

Association des ressortissants : 90 000 000 FCFA
Conseil général Hauts-de-Seine : 70 000 000 FCFA



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

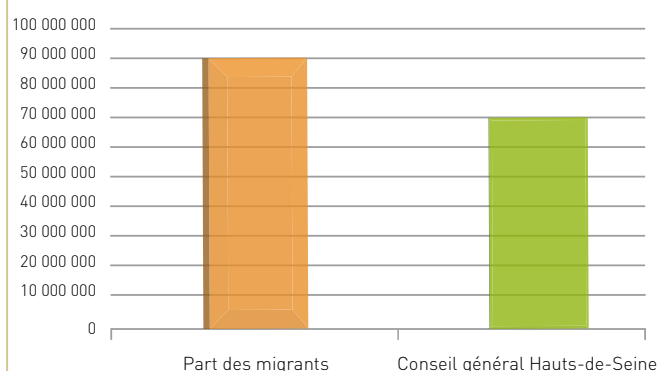
Le regroupement a assuré la mise en œuvre des réalisations. Un comité local de gestion d'eau assure l'entretien et veille au paiement régulier des abonnements. L'entretien et l'amortissement sont assurés par les bénéfices tirés des abonnements et servent à alimenter la caisse pour les réparations et l'achat du carburant pour le groupe électrogène. La commune ne participe pas à l'entretien de l'ouvrage.



IMPACT ET ÉVALUATION

Ce projet a considérablement modifié la vie du village : chaque famille a désormais un robinet dans sa concession ce qui permet notamment aux femmes de libérer du temps et de l'énergie pour d'autres activités (petits commerces, maraîchage...).

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : L'association des Ressortissants « Solidarité et Développement de Tambacara ». Référent : M. DOUCOURE Boro. 24, place le Moriolle, 93100 Montreuil.
- **Les contacts au Sud** : Regroupement présidé par le Chef de Village.



1997



Construction d'une école/ d'un second cycle

à Tambacara

AVANT 1997

L'association des ressortissants de Tambacara a monté un projet de construction d'un 2nd Cycle (équivalent d'un collège dans le système français), permettant aux élèves du village et des alentours de poursuivre leur scolarité sur place. Le projet a été soumis aux autorités villageoises qui l'ont tout de suite accepté.

PENDANT

L'association des ressortissants a mobilisé les fonds nécessaires par des cotisations auprès des membres de l'association. Cependant, au-delà de la question du financement, les résidents en France ne se sont pas impliqués directement dans la mise en œuvre. Ils ont délégué ce pouvoir au comité élu sur place.

APRÈS 1997

Les migrants restent impliqués et bénéficient de ce projet car il permet à leurs enfants restés au village de poursuivre leur scolarité. C'est une grande fierté pour eux.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1997

Les élèves étaient obligés de se rendre jusqu'à Yélimané (plusieurs dizaines de km), chef lieu de cercle, pour poursuivre leur second cycle.

PENDANT

Un comité de gestion, élu par le village, présidé par le chef du village, a assuré la mise en œuvre du projet.

APRÈS 1997

Les élèves peuvent poursuivre leur scolarité au village. L'école appartient à la commune.



• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

• POPULATION TOUCHÉE :

Les jeunes scolarisable en second cycle à Tambacara ainsi que les hameaux voisins.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

150 000 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER :

Le projet a été entièrement financé par les migrants.



les efforts des migrants se poursuivent pour créer les meilleures conditions de scolarisation des enfants du village.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Les ressortissants résidents en France ont porté l'idée de la construction d'un second cycle. Elle vient en complément de l'école fondamentale de premier cycle qui existait déjà dans le village depuis les années de colonisation française.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Cette phase de diagnostic permet de réunir un maximum d'éléments de contexte pour faire ressortir les besoins des habitants du village et d'adapter les actions en fonction de ceux-ci. Cette étape est facilitée spontanément par les liens forts établis entre les résidents en France et les résidents au village.



FINANCEMENT

Le projet a été entièrement financé par les ressortissants résident en France.



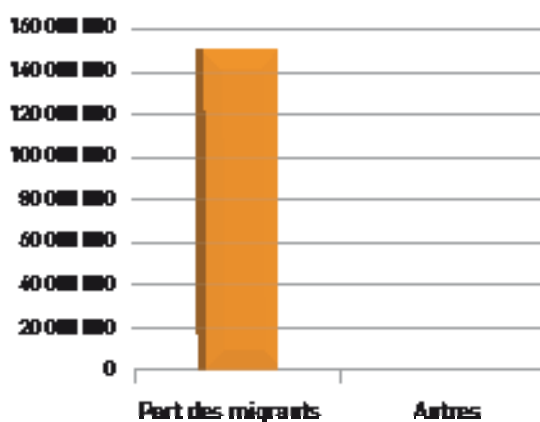
MISE EN ŒUVRE/SUIVI



IMPACT ET ÉVALUATION

Les élèves peuvent poursuivre leur cycle secondaire dans le village. Ils peuvent ainsi obtenir leur diplôme de l'école fondamentale.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- Les contacts au Nord : 24, place le Moriole, 93100 Montreuil.
M. DOUCOURE Boro
- Les contacts au Sud : Groupement du village présidé par le chef du village.



1997



Electrification du village

de Tambacara

AVANT 1997

Les ressortissants de quatre villages de la commune se sont regroupés au sein d'une structure inter-villageoise, dénommée Immigration, Développement, Sahel (IDS) créée en 1995. L'objectif principal est l'introduction de l'électrification rurale pour satisfaire les besoins d'énergie de leur village d'origine. L'idée a été soumise et rapidement acceptée par les villageois puisque le projet a été réalisé sur une période de 2 ans. Les ressortissants ont été et restent très impliqués durant toute la phase du projet.

PENDANT

Le bureau de l'association des ressortissants a alors sollicité en 1995 la Société Electricité de France (EDF) pour leur appui en vue d'électrifier leurs villages. Les négociations ont permis de créer un cadre d'études et de travail impliquant les deux partenaires : Plusieurs missions au Mali ont été nécessaires afin de s'imprégner de la réalité du terrain et de s'enquérir de l'environnement général à la mise en œuvre d'un tel projet. Après cette phase, un document de projet a été co-rédigé par l'association des ressortissants et la société EDF. Il a été soumis

à l'Etat malien pour avis. Après plusieurs réunions de concertation, l'Etat malien est devenu le partenaire exécutif à travers sa filiale Société d'Energie et d'Electricité.

APRÈS 1997

La Société des Services Décentralisés (SSD) via la société Energie Du Mali (EDM) a aussi recruté en accord avec l'association des ressortissants, un ancien émigré pour superviser et veiller au bon fonctionnement des installations et assurer le relai entre la population locale et la société prestataire.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1997

La population assurait ses besoins en électricité à l'aide des lampes à pétrole, des torches et exceptionnellement l'utilisation d'un groupe électrogène.

PENDANT

Chaque village a envoyé deux jeunes en vue d'apprendre la maintenance et les réparations. Ensuite, ces jeunes ont été recrutés par la SSD : ils assurent les travaux de maintenance et réparation ainsi que le suivi et la collecte des règlements des factures (sous forme d'abonnement). La SSD a assuré

la maîtrise d'œuvre du projet. La population locale a participé comme main d'œuvre locale à la réalisation du bâtiment abritant les installations.

APRÈS 1997

C'est la Société des Services décentralisés qui gère l'électricité du village. L'ouvrage appartient à la SSD



• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
L'électricité est produite entièrement par les groupes électrogènes.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
Les habitants des 4 villages concernés de manière collective ainsi que 123 familles ayant un raccordement jusque dans leurs concessions..

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
le financement a été assurée par :
- Les ressortissants : 41 800 000 FCFA
- EDF international :
- EDM :



L'électrification du village de Tambacara, un projet fort liant les ressortissants en France et leurs proches restés au village.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée vient des ressortissants qui l'ont proposée aux villageois.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

De nombreuses réunions de concertation ont eu lieu avec la population et les ressortissants ainsi que plusieurs missions des partenaires maliens et français sur le terrain.



FINANCEMENT

Ce projet a bénéficié de cofinancements grâce à la mobilisation bénévole des ressortissant résident en France qui ont pris de leur temps pour démarcher les partenaires.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

Le SSD gère l'ouvrage aujourd'hui. Les jeunes formés et recrutés par la SSD assurent l'entretien.



IMPACT ET ÉVALUATION

123 familles et d'autres se sont raccordés au fil du temps. Cependant, toutes les familles ne sont pas satisfaites car le prix de l'abonnement est élevé, pour une famille qui a deux ampoules et une prise, elle doit payer la somme de 25000 francs CFA par mois. Certaines familles ont réduit leurs besoins, d'autres n'ont toujours pas accès à l'électricité, faute de moyens.

FINANCEMENT DU PROJET

CONTACTS

- Les contacts au Nord : 24, place le Moriole, 93100 Montreuil.
M. DOUCOURE Boro
- Les contacts au Sud :



1986



Construction d'un centre de santé

à Niamiga

AVANT 1981

Les membres de l'association inter-villageoise Labankouniouma ont décidé de monter un projet de construction d'un centre de santé en 1981. Ce centre devait répondre à un besoin identifié pour les habitants des 8 villages représentés dans l'association : Niamiga et Banaya (commune de Maréna) et Dialané, Kabaté, Kouroukoula, Kanama Kounou, Gaméra et Tafacirga (commune de Kabaté). Cependant, une longue période de discussion et de sensibilisation a été

nécessaire pour convaincre les villageois de la pertinence d'un tel projet.

Une fois le projet validé, il a fallu du temps pour réunir la somme nécessaire au démarrage des travaux. Les migrants ont en parallèle noué un partenariat financier avec une ONG française, la CIMADE.

PENDANT

En 1984, 40% de la somme totale étaient réunis (ce qui correspondait à la part que devaient apporter les bénéficiaires) et les questions

administratives réglées. Les travaux ont ainsi pu démarrer. En France, l'association Labankouniouma se tenait informée de l'évolution des travaux à travers leur représentant au village.

APRÈS 1986

Les membres de l'association ne sont pas trop impliqués dans la gestion du Centre de Santé depuis sa mise en route. Ils ne sont sollicités que pour des compléments financiers.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1981

Il n'existait aucune infrastructure de santé dans les villages concernés. En cas d'urgence ou de maladie grave, il fallait se rendre à Kayes (30-40km) pour recevoir des soins adaptés. Les villageois ont été informés du projet des migrants. Cependant, il a fallu de longs pourparlers avant que le projet ne soit officiellement validé par tous. Les démarches

ont ensuite été entamées auprès des services de santé de l'Etat pour obtenir les autorisations nécessaires.

PENDANT

L'association inter-villageoise locale a recruté un entrepreneur pour réaliser les travaux. Tout ceci s'est déroulé sous la supervision générale de la Direction Régionale de la Santé.

APRÈS 1986

un comité de gestion a été constitué pour gérer le centre. Du personnel qualifié a été recruté et les salaires sont couverts par les bénéfices réalisés par les activités. Aujourd'hui, le centre est toujours fonctionnel et permet d'assurer une bonne couverture de soins pour les 8 villages concernés.

• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

• POPULATION TOUCHÉE :

Les habitants des 8 villages cités plus hauts bénéficient des apports du centre de santé

• COÛT TOTAL DU PROJET : 40 000 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER : CIMADE



CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

Le projet a été initié par l'association des ressortissants des 8 villages résidents en France. L'idée a été soumise aux villageois. Il a fallu, pour faire accepter l'idée dans les villages, beaucoup de discussions, d'explications et un grand travail de sensibilisation.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

un grand travail de concertation a été mis en œuvre et porté par les migrants. Ils ont organisé beaucoup de discussions, de rencontres au Mali et de sensibilisations pour obtenir l'adhésion de tous à ce projet.



FINANCEMENT

La partie apportée par les migrants est scindée en 2 : la part donnée par les ressortissants de Niamiga qui représente 22% du montant total et celle des autres villages réunis qui représente 18%. La CIMADE a apporté les 60% restants.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

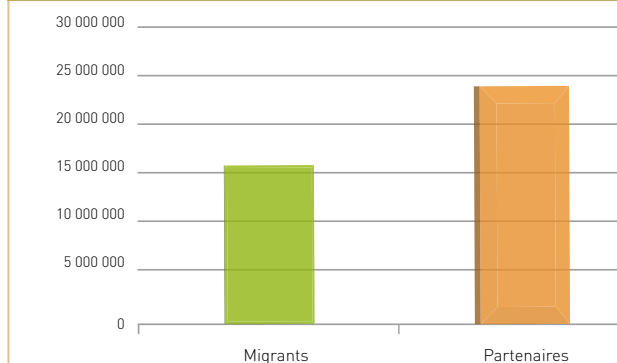
La phase de mise en œuvre était à la charge des villageois. Un comité de gestion a été désigné pour superviser les travaux et pour gérer le centre une fois achevé.



IMPACT ET ÉVALUATION

Les familles des migrants peuvent bénéficier des soins de base dans leurs villages respectifs. Le centre de santé fonctionne toujours aujourd'hui et les activités semblent suffire pour assurer sa pérennité.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : L'association Lakhafia des Ressortissants de Niamiga Résidents en France (ALNRNF)
24 rue Roche brune 93 100 Montreuil - Tel : 01 48 51 75 83
- **Les contacts au Sud** :



1965



Construction d'un espace de repos pour les personnes âgées

à Komeoulou

AVANT 1965

L'association communautaire franco-malienne pour l'Aide au développement du village de Koméoulou était sensible au sort des personnes âgées et au besoin d'avoir un espace de rencontres pour les « vieux » du village, notamment aux abords de la mosquée. Ils ont donc décidé, en concertation avec la population locale de construire un lieu d'accueil pour les personnes âgées.

PENDANT

Les ressortissants ont participé aux phases de lancement du projet : identification, conception et rassemblement des financements nécessaires.

APRÈS 1965

Les migrants peuvent bénéficier de cet espace d'accueil quand ils reviennent au Mali et les personnes âgées au village ne manquent pas de les remercier.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 1965

Les mosquées et les places des villages possèdent souvent des endroits de repos et de socialisation, notamment utilisés par les personnes âgées. Ces endroits étaient jusqu'à présent réalisés avec des matériaux (bois, paille) qui nécessitaient une reconstruction chaque année.

PENDANT

Les projets de ce type sont souvent gérés directement par le chef de village et ses conseillers qui s'occupent de recruter les manœuvres et de l'approvisionnement des matériaux.

APRÈS 1965

Les personnes âgées ont désormais un espace convivial où ils peuvent se retrouver, discuter et se reposer. Les infrastructures appartiennent à la population locale.

• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

• POPULATION TOUCHÉE :

Tous les habitants du village, mais principalement les personnes âgées.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

700 000 FCFA.

• PARTENARIAT FINANCIER :

Les ressortissants en France ont financé la totalité du projet à hauteur de 700 000 FCFA.



La construction d'un espace de repos pour les personnes âgées, un projet issu de la concertation entre les migrants et les villageois au Mali.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée a émergé chez les ressortissants résidant en France mais le projet a été rapidement accepté par les villageois au Mali.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les ressortissants vivant en France, durant leur visites au Mali ont rencontré les villageois et le chef du village afin d'échanger et de se concerter sur ce projet.



FINANCEMENT

Les ressortissants en France ont financé la totalité du projet à hauteur de 700 000 FCFA. Les villageois y ont aussi contribué par leur force de travail.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

Le suivi de la mise en œuvre a été assuré par le chef de village. Il n'y a pas de comité de gestion mais une caisse est prévue pour les réparations ponctuelles assurées par des prestataires locaux.



IMPACT ET ÉVALUATION

Ce projet a obtenu la satisfaction de toute la population et créé une émulation pour construire d'autres espaces de ce type, dans chaque quartier.

FINANCEMENT DU PROJET

CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association communautaire franco-malienne pour l'Aide au développement du village de Koméoulou. Foyer centenaire à Montreuil.
- **Les contacts au Sud** :



2000



Construction d'une école franco-arabe

à Sabouciré-Sambala

AVANT 1993

Les migrants issus du village de Sabouciré Sambala se sont constitués en association dès 1969. Ils ont considéré l'éducation comme un besoin prioritaire de leur village et ont formé très tôt le projet d'y construire une école franco-arabe. Les migrants ont pris contact avec les services centralisés de l'Etat pour obtenir un éventuel soutien de leur part.

Cette démarche n'ayant pas abouti à l'époque, ils ont décidé de poursuivre leur projet et de le financer en totalité.

PENDANT

L'association des ressortissants de Sabouciré Sambala a délégué la mise en œuvre du projet aux habitants du village. Ce sont toutefois les migrants qui en ont assuré le financement.

APRÈS 2000

Bien que la gestion technique du bâtiment scolaire ait été confiée à l'association des parents d'élèves et à un comité de gestion, les migrants contribuent financièrement à l'entretien du bâtiment et à son équipement dès que cela est nécessaire par le biais d'une caisse.

ACTES ICI ET LA-BAS

AVANT 1993

L'accès à l'enseignement scolaire était très difficile pour les enfants et les jeunes du village qui devaient parcourir 7km à pied et franchir un cours d'eau pour atteindre l'école la plus proche située dans le village voisin de Marena.

PENDANT

Les habitants du village ont constitué un comité de gestion qui s'est chargé de la sélection des entrepreneurs chargés de la construction du bâtiment et à suivre l'avancée des travaux.

APRÈS 2000

Un comité de gestion rassemblant les autorités du village et l'association des parents d'élèves se réunit régulièrement pour discuter des problèmes éventuels dans la gestion de l'établissement scolaire. Il attribue les fonds de la caisse à l'entretien et à l'équipement de l'école.

• **DESSCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Un bâtiment réservé à l'enseignement scolaire franco-arabe a été construit dans le village de Sabouciré Sambala.

• **POPULATION TOUCHÉE :** L'ensemble de la population jeune du village est concernée par ce projet ainsi que les enfants des villages alentours ne disposant pas d'infrastructure scolaire.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
68 161 489 FCFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
L'association des migrants a financé la totalité du projet par des contributions régulières de ses membres.



La construction de l'école franco-arabe de Sabouciré Sambala, une priorité pour l'avenir du village.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Il faut associer les acteurs institutionnels (Etat et institutions décentralisées) à la réalisation d'un projet comme celui-ci. En effet, l'école est devenue publique et les services de l'Education Nationale sont automatiquement impliqués dans sa gestion.

LÀ-BAS



IDÉE

Les migrants issus du village de Sabouciré Sambala ont identifié le manque d'infrastructures scolaires et ont formulé le projet de construire une école franco-arabe dans leur village d'origine.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les ressortissants de Sabouciré Sambala connaissent très bien les réalités du village et notamment le manque d'infrastructures scolaires. Ils n'ont pas eu de mal à identifier la nécessité de construire une école, avec l'approbation des habitants du village, car les enfants du village sont aussi leurs enfants.



FINANCEMENT

Le projet a été financé dans sa totalité par les migrants à hauteur de 68 161 489 FCFA. Les migrants ont apporté de 50 à 60€ par mois (selon leur situation familiale) pendant plus de quatre ans afin de rassembler ces fonds. Le village a complété cet apport par la mise à disposition de sa main d'œuvre bénévole.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

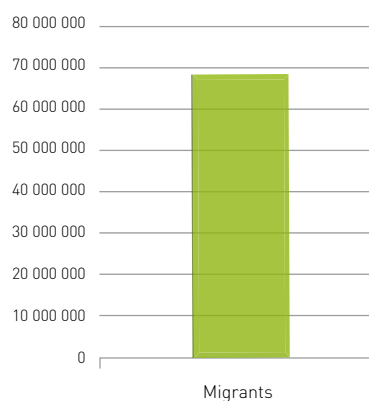
Aujourd'hui, un comité de gestion de l'ouvrage regroupe l'association des parents d'élèves ainsi que les autorités locales. Ce comité est doté d'une caisse spécifique à l'entretien de l'école. La caisse est approvisionnée par les migrants.



IMPACT ET ÉVALUATION

Grâce à la construction de cette école franco-arabe, les jeunes de Sabouciré Sambala et de villages voisins peuvent désormais suivre une scolarité sérieuse.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Siège de l'association des ressortissants de Sabouciré Sambala (ARSS) : 27, Rue Nationale 92100 Boulogne - Président de l'association : Dalla Kante 06 80 02 48 58
- **Les contacts au Sud** : Moussa Sarr, chef de village de Sabouciré Sambala, Arrondissement de Ségala, Cercle de Kayes - Président de l'association villageoise ; Garan Konuté (+223) 69 68 65 83



1980



Forage de trois puits

à Sabouciré Sambala

AVANT 1979

Les ressortissants de Sabouciré Sambala ont réfléchi pendant plusieurs années à la possibilité de construire des puits dans leur village d'origine. Pendant toutes ces années, Ils ont pu rassembler les fonds nécessaires grâce à leurs contributions régulières.

PENDANT

Après les phases d'identification des besoins et de conception du projet, les migrants ont accordé leur confiance à une personne au pays et à l'association villageoise pour mettre en œuvre la réalisation du projet.

APRÈS 1980

Les migrants restent attentifs à la gestion faite par l'association villageoise. Ils participent au financement d'améliorations techniques et ont été à l'origine d'un projet d'adduction d'eau potable pour leur village en 2001.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 1979

Le village n'avait pas accès à l'eau potable. Des puisards étaient creusés ponctuellement mais de manière insuffisante. Les habitants devaient se rendre au marigot de Kolimbiné, une commune voisine située à plusieurs kilomètres. Boire cette eau pouvait créer souvent des risques de maladies plus ou moins graves.

PENDANT

Les habitants formés en comité villageois puis en association ont recruté eux-mêmes des puisatiers et ont apporté une main d'œuvre gratuite complémentaire.

APRÈS 1980

Les trois puits approvisionnant le village en eau potable sont actuellement gérés par l'association villageoise.

• **DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :**
Trois puits ont été creusés dans le village de Sabouciré Sambala.

• **POPULATION TOUCHÉE :**
L'ensemble des habitants du village ainsi que les communautés nomades (peuls et maures), soit plus de 2000 personnes, sont bénéficiaires du projet.

• **COÛT TOTAL DU PROJET :**
4 500 000 FCFA

• **PARTENARIAT FINANCIER :**
Les migrants ont financé la totalité du projet à hauteur de 4 500 000 FCFA.



Ces puits creusés illustrent des premières collaborations étroites entre l'association villageoise malienne et l'association des ressortissants installés en France.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

L'association des ressortissants de Sabouciré Sambala conseille pour ce type de projets de mettre en place un comité qui puisse assurer un meilleur suivi technique.

LÀ-BAS



IDÉE

L'initiative du projet revient aux migrants réunis en association. L'idée de forer des puits dans leur village d'origine est issue de leur propre expérience des difficultés d'accès à l'eau alors qu'ils résidaient à Sabouciré Sambala.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Après avoir identifié l'accès à l'eau potable comme un besoin prioritaire pour leur village d'origine, les migrants ont proposé aux habitants de forer des puits dans le village. Ceux-ci ont accueilli positivement le projet.



FINANCEMENT

Le projet a été financé dans sa totalité par les migrants à hauteur de 4 500 000 FCFA. Les habitants du village ont quant à eux apporté leur main d'œuvre de manière bénévole.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

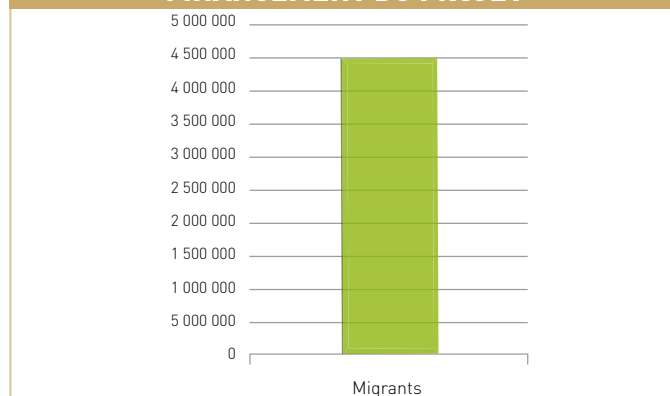
Ces trois puits sont gérés par l'association villageoise de Sabouciré Sambala.



IMPACT ET ÉVALUATION

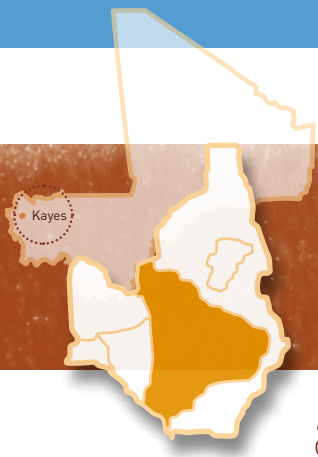
Grâce à ce projet, plus de 2000 personnes (habitants et nomades) ont bénéficié d'un accès à l'eau potable. Ce projet, bien qu'apportant des améliorations nettes dans la qualité de l'eau pour la santé des consommateurs, n'était pas complètement satisfaisant. En effet, les puits étaient des puits ouverts et ne constituaient pas un rempart solide contre les risques de maladies. Face à ces difficultés, l'association de migrants a lancé en 2001 un projet d'adduction d'eau potable pour le village qui est aujourd'hui entièrement réalisé.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Siège de l'association des ressortissants de Sabouciré Sambala (ARSS) : 27, Rue Nationale 92100 Boulogne - Président de l'association : Dalla Kante 06 80 02 48 58
- **Les contacts au Sud** : Moussa Sarr, chef de village de Sabouciré Sambala, Arrondissement de Ségala, Cercle de Kayes - Président de l'association villageoise ; Garan Konuté (+223) 69 68 65 83



1982



La construction de 2 puits dans les quartiers de Konsigha et Djinguérè à Koméoulou

AVANT 1982

Les ressortissants vivant dans différents pays d'Afrique et en France (environ 400) se sont concertés pour répondre au problème d'accès à l'eau dans leur village d'origine. Ils ont ainsi décidé de construire deux puits dans les quartiers de Konsigha et Djinguérè permettant d'approvisionner les villageois en eau potable.

PENDANT

Les ressortissants ont participé aux phases de lancement du projet : l'identification, la conception et la recherche de financements.

APRÈS 1982

Les ressortissants sont satisfaits du projet, qui a pu améliorer l'accès à l'eau potable pour les familles.

ACTES ICI ET LÀ-BAS

AVANT 1982

Le manque d'eau a été toujours un problème récurrent dans la localité donc une priorité pour tous les membres du village.

PENDANT

Un comité de gestion présidé par le chef de village a contracté le bureau d'études YAYA CAMARA qui a monté et assuré la réalisation de l'ouvrage. La population locale a contribué à la réalisation du projet via la mise à disposition de sa main d'œuvre.

APRÈS 1982

La population des quartiers de Konsigha et Djinguérè ont amélioré leur accès à l'eau potable dans leurs quartiers respectifs. L'ouvrage appartient aux villageois.

• DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE :

• POPULATION TOUCHÉE :

Les habitants des quartiers de Konsigha et Djinguérè dans le village de Koméoulou.

• COÛT TOTAL DU PROJET :

500 000 FCFA

• PARTENARIAT FINANCIER :



La construction de 2 puits dans les quartiers de Konsigha et Djinguérè montre la priorité accordée par les migrants et les villageois à l'accès à l'eau potable.

CONSEILS ET TÉMOIGNAGES

ICI

Il aurait fallu approfondir les recherches et études avant de commencer le projet.

LÀ-BAS



IDÉE

L'idée émane des ressortissants qui se sont concertés avec les villageois au Mali pour valider le projet.



DIAGNOSTIC/CONCERTATION

Les ressortissants ont échangé sur la pertinence de ce projet et se sont concertés avec les villageois au Mali.



FINANCEMENT

Le projet a été entièrement financé par les ressortissants à hauteur de 500 000 FCFA.



MISE EN ŒUVRE/SUIVI

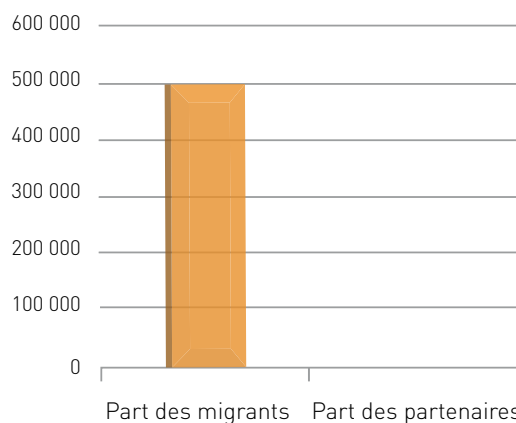
La mise en œuvre de l'ouvrage a été assurée par un bureau d'étude. Cependant, il n'existe pas de comité de gestion.



IMPACT ET ÉVALUATION

Les villageois ont accès à l'eau potable dans leurs quartiers respectifs.

FINANCEMENT DU PROJET



CONTACTS

- **Les contacts au Nord** : Association communautaire franco-malienne pour l'Aide au développement du village de Koméoulou. Foyer centenaire Montreuil.
- **Les contacts au Sud** : Chef de village.